

SECTION III

LE FONCTIONNEMENT DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET DES GROUPES DE TRAVAIL

- Lignes directrices à l'usage des gouvernements hôtes de comités du Codex et de groupes intergouvernementaux spéciaux. (Adoptées en 2004)
- Lignes directrices sur le déroulement des réunions de comités du Codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux. (Adoptées en 2004. Amendées en 2006)
- Lignes directrices destinées aux présidents de comités du Codex ou de groupes intergouvernementaux spéciaux (comprenant les Critères pour la désignation des présidents). (Adoptées en 2004. Amendées en 2009)
- Lignes directrices sur les groupes de travail physiques. (Adoptées en 2005)
- Lignes directrices sur les groupes de travail électroniques. (Adoptées en 2005)

LIGNES DIRECTRICES À L'USAGE DES GOUVERNEMENTS HÔTES DE COMITÉS DU CODEX ET DE GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX

Introduction

En vertu de l'Article 7 de ses Statuts et de l'Article XI.1(b) de son Règlement intérieur, la Commission du Codex Alimentarius a créé un certain nombre de comités du Codex et groupes spéciaux intergouvernementaux chargés d'établir des normes en conformité de la Procédure d'élaboration des normes Codex, ainsi que des comités de coordination chargés d'assurer la coordination générale de ses activités dans des régions ou des groupes de pays spécifiques. Le Règlement intérieur de la Commission s'appliquera *mutatis mutandis* aux comités du Codex et aux comités de coordination et groupes spéciaux intergouvernementaux. Les lignes directrices à l'usage des comités du Codex, décrites dans cette section, s'appliquent également aux Comités de coordination et aux groupes intergouvernementaux spéciaux.

Composition des comités du Codex

Membres

Les comités du Codex sont ouverts aux membres de la Commission qui ont notifié au Directeur général de la FAO ou au Directeur général de l'OMS leur désir d'être considérés comme membres desdits comités qui peuvent également comprendre certains membres désignés par la Commission. Les comités régionaux de coordination ne sont ouverts qu'aux membres de la Commission qui appartiennent à la région ou au groupe de pays intéressés.

Observateurs

Tout autre membre de la Commission et tout État Membre ou Membre associé de la FAO ou de l'OMS qui ne fait pas partie de la Commission peut prendre part en qualité d'observateur aux travaux de tel ou tel comité du Codex s'il a notifié au Directeur général de la FAO ou au Directeur général de l'OMS son désir d'y participer. Ces pays peuvent participer pleinement aux travaux des comités et ils doivent bénéficier des mêmes possibilités que les autres membres pour exprimer leur point de vue et soumettre même des mémorandums, sans toutefois disposer du droit de vote ni être habilités à présenter des propositions de fond ni des motions de procédure. Les organisations internationales qui entretiennent des relations officielles avec la FAO ou avec l'OMS devraient également être invitées à prendre part, en qualité d'observateurs, aux réunions des comités du Codex qui les intéressent.

Organisation et responsabilités

Présidence

Le soin de désigner le président de tel ou tel comité du Codex est confié par la Commission du Codex Alimentarius à celui de ses États Membres qui a manifesté l'intention d'accepter la charge financière et toute autre responsabilité dudit comité. Il incombe à l'État Membre intéressé de désigner parmi ses ressortissants le président

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

de ce comité. Au cas où cette personne serait dans l'incapacité, pour une raison quelconque, d'assumer la présidence, l'État Membre intéressé désignera une autre personne qui remplira les fonctions de président jusqu'à ce que le président soit en mesure de reprendre ses fonctions. À n'importe quelle session, un comité peut désigner un ou plusieurs rapporteurs parmi les délégués présents.

Secrétariat

L'État Membre auquel la responsabilité d'un comité du Codex a été confiée est chargé de fournir tous les services de conférence nécessaires, y compris le secrétariat. Le Secrétariat devrait disposer d'un personnel administratif adéquat capable de travailler sans difficulté dans les langues employées lors de la session; il devrait également disposer d'un équipement approprié pour traiter sur ordinateur et reproduire les documents. L'interprétation, de préférence simultanée, devrait être assurée dans toutes les langues utilisées lors de la session et, lorsque le rapport doit être adopté dans plus d'une des langues de travail du comité, les services d'un traducteur devraient être disponibles. Le Secrétariat du Comité et le Secrétariat mixte FAO/OMS (Codex) sont chargés de préparer le projet de rapport provisoire en consultation, le cas échéant, avec les rapporteurs.

Fonction et mandat

Les Comités du Codex ont notamment les fonctions ci-après :

- (a) établir un ordre de priorité, si besoin est, parmi les sujets et produits dont l'examen relève de leur mandat,
- (b) prendre en considération les aspects (ou les recommandations) concernant la qualité et la sécurité, que ce soit dans les normes d'application générale ou en référence à des produits alimentaires spécifiques,
- (c) étudier les types de produits devant faire l'objet de normes, par exemple décider si les substances servant à des traitements ultérieurs dans les denrées alimentaires doivent être couvertes,
- (d) préparer des projets de normes Codex dans le cadre de leur mandat,
- (e) soumettre à chaque session de la Commission un rapport sur l'état d'avancement de leurs travaux et, le cas échéant, un rapport sur toute difficulté liée à leur mandat, ainsi que des suggestions tendant à amender celui-ci,
- (f) passer régulièrement en revue, selon un calendrier préétabli, les normes existantes et les textes apparentés, conformément à la procédure de révision et d'amendement du Codex, de manière à s'assurer que les normes et les textes apparentés relevant de leur mandat sont compatibles avec l'état des connaissances scientifiques et toute autre donnée pertinente.

Sessions

Date et lieu

Un pays membre auquel un Comité du Codex a été attribué est consulté par les

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS, avant de déterminer la date et le lieu de la session de ce Comité.

Le pays membre devrait étudier des dispositions permettant de tenir des réunions du Codex dans les pays en développement.

Invitations et ordre du jour provisoire

Les sessions des comités du Codex et des comités de coordination sont convoquées par les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS en consultation avec le président de chacun de ces comités. La lettre d'invitation et l'ordre du jour provisoire doivent être établis par le Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Rome, en consultation avec le président du comité concerné, en vue de leur transmission par les Directeurs généraux à tous les États Membres et membres associés de la FAO et de l'OMS ou, dans le cas des comités de coordination, aux pays de la région ou aux groupes de pays concernés, aux Points de contact du Codex et à toutes les organisations internationales intéressées en conformité des listes d'adresses officielles de la FAO et de l'OMS. Avant de mettre définitivement au point les projets en question, les présidents devraient informer et consulter les Points de contact nationaux du Codex dans les pays où de tels organes ont été établis et, le cas échéant, obtenir le visa des autorités nationales compétentes (Ministère des affaires étrangères, Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé, etc. selon le cas). L'invitation et l'ordre du jour provisoire seront traduits et distribués par la FAO/OMS dans les langues de travail de la Commission au moins quatre mois avant la date de la réunion.

Les lettres d'invitation devraient traiter notamment des points suivants :

- (a) nom du Comité du Codex,
- (b) date et heure de la séance d'ouverture et date de la séance de clôture de la session,
- (c) lieu de la session,
- (d) langues à utiliser au cours de la session et dispositions prises en matière d'interprétation (interprétation simultanée ou non),
- (e) le cas échéant, renseignements concernant les réservations d'hôtel,
- (f) demande d'indiquer le nom du délégué principal et des autres membres de la délégation et de préciser si le délégué principal d'un gouvernement participera à la session en qualité de représentant ou bien d'observateur.

Les destinataires seront normalement invités à envoyer leurs réponses au Président pour qu'elles lui parviennent aussitôt que possible et, en tout état de cause, au moins 30 jours avant la session. Une copie devrait être également envoyée au Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Rome. Il est de la plus haute importance que tous les gouvernements et organisations internationales qui envisagent de participer à la session communiquent leurs réponses à la date indiquée dans la lettre d'invitation. Il conviendrait de préciser dans la réponse en combien d'exemplaires et en quelle langue les documents doivent être envoyés.

L'ordre du jour provisoire devrait indiquer la date, l'heure et le lieu de réunion et

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

comporter les points suivants :

- (a) adoption de l'ordre du jour,
- (b) si nécessaire, élection des rapporteurs;
- (c) points se rapportant à la question de fond à étudier, y compris le cas échéant, l'indication de l'étape de la procédure établie par la Commission pour l'élaboration de normes à laquelle se trouve le point examiné pendant la session. Il faudrait également indiquer la cote des documents se rapportant au point examiné;
- (d) autres questions,
- (e) date et lieu de la session suivante,
- (f) adoption du projet de rapport.

L'organisation des activités du Comité et la durée de la réunion devraient être prévues de manière à laisser suffisamment de temps vers la fin de la session pour l'approbation d'un rapport sur les travaux du Comité.

Organisation des travaux

Tout comité, ou comité de coordination du Codex, peut assigner des tâches déterminées à des pays, groupes de pays ou organisations internationales, représentés à ses réunions, et peut demander l'avis des États Membres et organisations internationales sur des points particuliers.

Les groupes de travail *ad hoc*, créés pour s'acquitter de tâches spécifiques, sont dissous une fois que leur mission est accomplie.

Les comités ou comités de coordination du Codex ne sont pas habilités à créer des sous-comités permanents, qu'ils soient ou non ouverts à tous les membres de la Commission, sans l'approbation expresse de celle-ci.

Préparation et distribution de la documentation

Le président du comité du Codex intéressé devrait envoyer la documentation pertinente, au moins deux mois avant l'ouverture de la session, aux destinataires ci-après :

- (i) tous les points de contact du Codex;
- (ii) les chefs des délégations des pays membres, des pays observateurs et des organisations internationales; et
- (iii) aux autres participants, en conformité des réponses reçues. Il conviendrait d'envoyer au Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Rome, vingt exemplaires de tous les documents dans chaque langue employée par le comité intéressé.

Les documents destinés à une session et préparés par des participants doivent être rédigés dans une des langues de travail de la Commission, qui devrait être, si possible, une des langues employées au sein du comité du Codex intéressé. Ces

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

documents devraient être envoyés au président du comité, avec copie adressée au Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Rome, suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent être inclus dans la distribution des documents pour la session.

Les documents distribués à une session d'un comité du Codex, autres que les projets de documents préparés à la session et finalement distribués comme textes définitifs, devraient faire ultérieurement l'objet de la même distribution que les autres documents préparés pour le comité.

Les Points de contact du Codex sont chargés de veiller à ce que la documentation¹⁴ soit transmise à tous les intéressés dans leur propre pays et que toutes les mesures nécessaires soient prises à la date prévue.

Il faudrait attribuer à tous les documents des comités une cote de référence établie selon un code numérique dans une série appropriée. La cote de référence devrait figurer dans l'angle supérieur droit de la première page, avec indication de la langue dans laquelle le document a été rédigé ainsi que de la date de préparation. La provenance du document (origine ou pays où le texte a été établi) devrait être clairement précisée immédiatement après le titre. Le texte devrait être subdivisé en paragraphes numérotés. À la fin de ces directives figure une série de cotes pour les documents du Codex que la Commission du Codex Alimentarius a adoptées pour ses sessions et celles de ces organes subsidiaires.

Les membres de chaque comité du Codex devraient informer le président du comité, par l'intermédiaire des points de contact du Codex, du nombre d'exemplaires dont ils ont normalement besoin.

Les documents de travail des comités du Codex peuvent être distribués librement à toutes les personnes qui aident une délégation à préparer sa participation aux travaux de tel ou tel comité; ils ne devraient cependant pas être publiés. En revanche, la publication des rapports des réunions des comités ou des textes définitifs des normes ne soulève aucune objection.

14

Voir *Uniformisation du système de cotation des documents du Codex*.

LIGNES DIRECTRICES SUR LE DÉROULEMENT DES RÉUNIONS DE COMITÉS DU CODEX ET DES GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX

Introduction

En vertu de l'Article 7 de ses Statuts et de l'Article XI.1(b) de son Règlement intérieur, la Commission du Codex Alimentarius a créé un certain nombre de comités du Codex et groupes intergouvernementaux spéciaux chargés d'établir des normes en conformité de la Procédure d'élaboration des normes Codex, ainsi que des comités de coordination chargés d'assurer la coordination générale de ses activités dans des régions ou des groupes de pays spécifiques. Le Règlement intérieur de la Commission s'appliquera *mutatis mutandis* aux comités du Codex et aux comités de coordination et groupes intergouvernementaux spéciaux. Les lignes directrices sur le déroulement des réunions de Comités du Codex, décrites dans cette section, s'appliquent également à celles des Comités de coordination et des groupes intergouvernementaux spéciaux.

Déroulement des réunions

Les sessions des comités et des comités de coordination du Codex, sont publiques, à moins que le comité n'en décide autrement. Les États Membres responsables de comités et des comités de coordination du Codex doivent décider de la personne qui ouvrira officiellement en leur nom la réunion.

Les réunions devraient se dérouler en conformité avec le Règlement intérieur de la Commission du *Codex Alimentarius*.

Seuls les chefs de délégation des membres, des pays observateurs ou des organisations internationales peuvent prendre la parole, à moins qu'ils n'autorisent d'autres membres de leur délégation à le faire.

Le représentant d'une Organisation régionale d'intégration économique fournit au Président de Comité, avant le début de la réunion, une déclaration écrite indiquant quelle est la répartition de compétence entre cette organisation et ses membres pour chaque point ou sous-point, le cas échéant, inscrit à l'ordre du jour provisoire, en conformité avec la Déclaration de compétence faite en application de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius par cette Organisation. Dans les domaines de compétence partagée ("mixte") entre cette Organisation et ses membres, cette déclaration doit indiquer clairement quelle partie a le droit de vote.

Les délégations et les délégations des pays observateurs désirant que leur objection à une décision du comité soit officiellement consignée, que la décision en question ait été prise à la suite d'un scrutin ou non, peuvent demander l'inscription de leur réserve dans le rapport du comité. Cette indication devrait comporter non pas une simple phrase du genre "La délégation de X réserve sa position", mais donner des précisions sur l'ampleur de l'objection émise par la délégation à l'encontre de telle ou telle décision du comité et déclarer si la délégation en question est simplement opposée à ladite décision du comité ou si elle désire que le point en cause fasse l'objet d'un nouvel examen.

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

Rapports

Les rédacteurs des rapports devraient tenir compte des considérations suivantes :

- (a) les décisions devraient être formulées de façon claire; les mesures prises concernant les déclarations d'incidence économique devraient être rapportées de façon détaillée; toutes les décisions au sujet des projets de normes devraient être accompagnées de l'indication de l'étape à laquelle se trouvent les normes considérées;
- (b) si des mesures doivent être appliquées avant la réunion suivante du comité, il convient d'indiquer clairement la nature de ces mesures, le responsable de leur mise en œuvre et la date à laquelle elles devront être prises;
- (c) les points nécessitant un examen de la part d'autres comités du Codex devraient être clairement exposés;
- (d) si le texte du rapport est relativement long, des résumés concernant les points adoptés et les mesures à prendre devraient être incorporés à la fin du rapport, et, dans tous les cas, le rapport devrait contenir une section terminale indiquant clairement et succinctement :
 - les normes examinées lors de la session et les étapes qu'elles ont atteintes;
 - les normes, à quelque étape de la procédure qu'elles se trouvent, dont l'examen a été différé ou qui sont en suspens et les étapes qu'elles ont atteintes;
 - les nouvelles normes proposées à l'examen, l'époque probable de leur examen à l'étape 2 et l'autorité responsable de la préparation du premier projet de norme.

Les annexes suivantes devraient être jointes au rapport :

- (a) liste des participants, avec adresses postales complètes;
- (b) projets de normes, avec indication de l'étape à laquelle ils se trouvent.

Le Secrétariat mixte FAO/OMS veillera à ce que le texte du rapport final tel qu'adopté dans les langues du Comité soit communiqué aussitôt que possible et, en tout état de cause, au plus tard un mois après la clôture de la session, à tous les Membres et observateurs de la Commission.

Le cas échéant, les lettres circulaires devraient être jointes au rapport, sollicitant des observations sur les avant-projets ou projets de normes ou textes apparentés aux étapes 5, 8 ou à l'étape 5 (accélérée), en indiquant la date à laquelle les observations ou les amendements proposés doivent parvenir par écrit, afin de permettre à la Commission d'examiner ces observations

Élaboration des normes Codex

Lors de l'élaboration de normes et textes apparentés, chaque comité du Codex devrait se préoccuper des points suivants :

- (a) Il faudrait tenir compte des lignes directrices contenues dans les Principes

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

généraux du Codex Alimentarius;

- (b) toutes les normes et textes apparentés devraient inclure une introduction contenant les renseignements suivants :
 - la description de la norme ou texte apparenté,
 - une description succincte du champ d'application et des objectifs de la norme ou texte apparenté,
 - des références y compris l'étape atteinte par la norme ou le texte apparenté, selon la "Procédure pour l'élaboration des normes et textes apparentés" de la Commission du Codex Alimentarius et la date de l'approbation du projet,
 - points du projet de norme ou texte apparenté qui appellent une confirmation ou une action de la part d'autres comités du Codex.
- (c) en ce qui concerne les normes ou textes apparentés pour un produit comportant plusieurs sous-catégories, le Comité doit élaborer de préférence une norme générale ou texte apparenté pour chaque sous-catégorie en prévoyant des spécifications différentes.

LIGNES DIRECTRICES DESTINÉES AUX PRÉSIDENTS DE COMITÉS DU CODEX OU DE GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX

Introduction

En vertu de l'Article 7 de ses Statuts et de l'Article XI.1(b) de son Règlement intérieur, la Commission du Codex Alimentarius a créé un certain nombre de comités du Codex et groupes spéciaux intergouvernementaux chargés d'établir des normes en conformité de la Procédure d'élaboration des normes Codex, ainsi que des comités de coordination chargés d'assurer la coordination générale de ses activités dans des régions ou des groupes de pays spécifiques. Le Règlement intérieur de la Commission s'appliquera *mutatis mutandis* aux comités du Codex et aux comités de coordination et groupes spéciaux intergouvernementaux. Les lignes directrices destinées aux Présidents de Comités du Codex, décrites dans cette section, s'appliquent également à ceux des Comités de coordination et des groupes intergouvernementaux spéciaux.

Désignation

Le soin de désigner le président de tel ou tel comité du Codex est confié par la Commission du Codex Alimentarius à celui de ses États Membres qui a manifesté l'intention d'accepter la charge financière et toute autre responsabilité dudit comité. Il incombe à l'État Membre intéressé de désigner parmi ses ressortissants le président de ce comité. Au cas où cette personne serait dans l'incapacité, pour une raison quelconque, d'assumer la présidence, l'État Membre intéressé désignera une autre personne qui remplira les fonctions de président jusqu'à ce que le président soit en mesure de reprendre ses fonctions.

Critères pour la désignation des présidents

En application de l'article 7 de ses Statuts, la Commission peut établir les organes subsidiaires qu'elle estime nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Les pays membres, qui sont désignés en application de l'Article XI.10, comme responsables de la désignation des Présidents des organes subsidiaires créés en vertu de l'Article XI.1(b)(i) et de l'Article XI.1(b)(ii), conservent le droit de désigner comme président la personne de leur choix.

Ils peuvent prendre en considération les critères suivants pour sélectionner la personne choisie:

- être un ressortissant de l'État membre chargé de désigner le président du Comité;
- avoir des connaissances générales dans les domaines traités par l'organe subsidiaire en cause et être capables de comprendre et d'analyser des questions techniques;
- autant que possible, être en mesure d'occuper cette fonction de façon durable;

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

- bien connaître le système du Codex et ses règles, avoir une expérience de travail dans d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales pertinentes;
- être capable de communiquer de façon claire, oralement et par écrit, dans une des langues de travail de la Commission;
- avoir démontré sa capacité à présider des réunions avec objectivité et impartialité et à faciliter l'obtention du consensus;
- faire preuve de tact et d'ouverture à l'égard des questions revêtant une importance particulière pour les membres de la Commission;
- ne pas mener et/ou avoir mené des activités qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêt sur une des questions inscrites à l'ordre du jour du Comité.

Déroulement des réunions

Le Président devrait inviter les membres du Comité à présenter leurs observations sur l'ordre du jour provisoire puis, en tenant compte de ces observations, leur demander officiellement d'adopter l'ordre du jour provisoire ou, le cas échéant, l'ordre du jour amendé.

Les réunions devraient se dérouler en conformité avec le Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius. On attire tout particulièrement l'attention sur l'Article VIII.7 qui est rédigé comme suit : "Les dispositions de l'Article XII du Règlement général de la FAO s'appliquent *mutatis mutandis* à toutes les questions qui ne sont pas expressément traitées en vertu de l'Article VIII du présent Règlement".

L'Article XII du Règlement général de la FAO, dont un exemplaire sera remis à tous les présidents des comités et comités de coordination du Codex, renferme des dispositions complètes sur la procédure à suivre en ce qui concerne les votes, les motions d'ordre, la suspension et l'ajournement des séances, l'ajournement et la clôture des débats sur une question déterminée, le réexamen d'une question ayant déjà fait l'objet d'une décision et l'ordre dans lequel les modifications doivent être étudiées.

Les présidents des comités du Codex devraient veiller à ce que toutes les questions soient étudiées de manière approfondie, en particulier, les déclarations sur les incidences économiques possibles des normes à l'examen aux étapes 4 et 7.

Ils devraient également faire le nécessaire afin d'assurer que les observations écrites, reçues en temps et en heure, formulées par les Membres et les observateurs qui ne sont pas présents à la session, soient prises en considération par le comité. Tous les points à examiner devraient être clairement présentés au comité. En règle générale, le mieux à cet effet consiste à dégager ce qui paraît être l'opinion généralement acceptable et à s'enquérir auprès des délégués s'ils ont des objections à formuler à l'encontre de l'adoption de cette opinion.

Les Présidents devraient faire usage des déclarations fournies par les représentants des Organisations régionales d'intégration économique sur les compétences respectives entre ces Organisations et leurs membres, pour évaluer la situation.

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

Consensus¹⁵

Le président devrait toujours s'efforcer de parvenir à un assentiment général et ne pas demander au comité de procéder à un scrutin lorsque la décision du comité peut être adoptée sans opposition.

La *Procédure d'élaboration des normes Codex et des textes apparentés* permet une discussion et un échange de vues approfondis sur la question en discussion, afin de garantir la transparence du processus et parvenir aux compromis qui faciliteront le consensus.

Une grande part de responsabilité pour faciliter la réalisation du consensus repose dans les mains des Présidents.

Lorsqu'il détermine les moyens d'accélérer le travail d'un Comité, le Président devrait prendre en compte :

- (a) la nécessité de respecter les délais fixés pour l'élaboration des normes;
- (b) le besoin de réaliser le consensus parmi les membres sur le contenu et la justification des projets de normes;
- (c) l'importance de parvenir à un consensus à chaque étape de l'élaboration des normes et que les projets de normes soient, en principe, soumis à la Commission en vue de leur adoption, seulement lorsqu'un consensus a été atteint au plan technique.

Le Président devrait aussi songer à appliquer les mesures suivantes pour faciliter la réalisation du consensus pendant l'élaboration des normes au niveau d'un Comité :

- (a) garantir que (i) la base scientifique s'appuie sur des données récentes, comprenant, chaque fois que possible, des données scientifiques ainsi que des informations sur l'exposition et la façon dont ces données sont reçues dans les pays en voie de développement; (ii) que lorsque les données provenant des pays en développement ne sont pas disponibles, une demande explicite visant à recueillir et à rendre disponible ces informations est faite, et que (iii) le cas échéant, des études supplémentaires pour éclaircir les points de controverse sont effectuées.
- (b) garantir que les questions sont discutées à fond au cours des réunions des Comités concernés;
- (c) organiser des réunions informelles des parties concernées, quand des désaccords apparaissent, à condition que les objectifs de ces réunions soient clairement définis par le Comité concerné et que la participation soit ouverte à toutes les délégations et observateurs intéressés afin de garantir la transparence;
- (d) demander à la Commission de redéfinir, dans la mesure du possible, le champ de la discussion pour l'élaboration de normes, afin d'écartier les questions à propos desquelles un consensus ne peut pas être atteint;
- (e) garantir que les questions n'avancent pas d'étapes en étapes, tant que toutes

¹⁵ Il est fait référence aux *Mesures destinées à faciliter le consensus* (voir Annexe : décisions générales de la Commission du Codex Alimentarius).

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

les préoccupations pertinentes ne sont pas prises en considération et que des compromis appropriés ne sont pas élaborés¹⁶;

- (f) favoriser l'implication et la participation accrues des pays en développement.

En cas de blocage dans l'élaboration des normes, le président devrait envisager d'agir en tant que facilitateur, ou bien de désigner, en accord avec le comité du Codex concerné, un facilitateur qui interviendrait en cours de session ou entre les sessions, pour travailler conjointement avec les membres pour obtenir un consensus. Les participants à la séance plénière devraient être informés oralement par le facilitateur de l'action entreprise et des résultats de la facilitation.

- le Comité concerné devrait définir clairement le mandat du facilitateur;
- le facilitateur devrait avoir l'expérience des questions du Codex mais être neutre au regard du sujet concerné;
- toutes les parties intervenant dans le processus devraient s'accorder sur le choix du facilitateur. »

¹⁶ Cela n'empêche pas de mettre entre crochets des parties du texte aux premiers stades de l'élaboration d'une norme dès lors qu'il existe un consensus sur la plus grande partie du texte.

LIGNES DIRECTRICES SUR LES GROUPES DE TRAVAIL PHYSIQUES

Introduction

Les groupes de travail sont créés pour s'acquitter de tâches spécifiques, sont ouverts à tous les membres, ils tiennent compte des problèmes rencontrés pour la participation des pays en voie de développement et ils ne sont établis que là où un consensus existe au sein du Comité pour ce faire et que d'autres stratégies ont été étudiées.

Le Règlement intérieur et les lignes directrices régissant le fonctionnement d'un Comité du Codex s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux groupes de travail que ce Comité établit, sauf indication contraire dans les Lignes directrices ci-après.¹⁷

Les lignes directrices applicables aux groupes de travail physiques (ci-après, "groupe de travail") des Comités du Codex, décrites dans cette section, s'appliquent également à ceux établis par les Comités de coordination régionaux et les groupes spéciaux intergouvernementaux.

Composition des groupes de travail

Membres

Les membres d'un groupe de travail notifient leur participation au président du Comité du Codex et au secrétariat du pays hôte du Comité.

Quand il établit un groupe de travail, un Comité du Codex devrait s'assurer, autant que possible, que la participation est représentative des membres de la Commission.

Observateurs

Les observateurs devraient notifier au président du Comité du Codex et au secrétariat du pays hôte du Comité leur souhait de participer à un groupe de travail. Les observateurs peuvent participer à toutes les sessions et activités d'un groupe de travail, à moins que les membres du Comité n'en décident autrement.

Organisation et responsabilités

Un Comité du Codex peut décider que le groupe de travail sera dirigé par le secrétariat du gouvernement hôte, ou par un autre membre de la Commission, qui se sera porté volontaire pour assumer cette responsabilité et qui aura été accepté par le Comité (ci-après "l'Hôte").

¹⁷ Les dispositions des « Lignes directrices à l'usage des gouvernements hôtes de Comités du Codex et de Groupes intergouvernementaux spéciaux », des « Lignes directrices sur le déroulement des réunions de Comités du Codex et des Groupes intergouvernementaux spéciaux » et des « Lignes directrices destinées aux présidents de Comités du Codex ou de Groupes intergouvernementaux spéciaux » sont particulièrement pertinentes à ce propos.

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

Présidence

Il incombe à l'Hôte de désigner la personne qui présidera le groupe de travail. Pour effectuer ce choix, l'Hôte peut avoir recours, le cas échéant, aux *Critères du Codex pour la désignation des Présidents*¹⁸.

Secrétariat

L'Hôte est chargé de fournir tous les services de conférence nécessaires, y compris le secrétariat, pour le groupe de travail et devrait remplir toutes les exigences acceptées par le Comité, lors de la création du groupe de travail.

Fonction et mandat

Le mandat du groupe de travail devra être établi par le Comité en session plénière, être limité à la tâche pour laquelle il a été créé et, en principe, ne doit pas être modifié ultérieurement.

Le mandat devra définir avec précision le(s) objectif(s) à atteindre avec la création du groupe de travail et la (les) langue(s) à utiliser. Des services d'interprétation et de traduction devraient être fournis dans toutes les langues du Comité, à moins que le Comité n'en décide autrement.

Le mandat devra définir le délai dans lequel les travaux devront s'achever. Les propositions/recommandations d'un groupe de travail sont présentées au Comité pour discussion.

Elles ne lient pas le Comité.

Le groupe de travail est dissous après que le travail prévu a été achevé, ou quand le délai imparti pour le travail a expiré ou à tout autre moment, si le Comité du Codex qui l'a établi, en décide.

Aucune décision au nom du Comité, ni aucun vote, que ce soit sur des points de fond ou de procédure, ne peut avoir lieu dans un groupe de travail.

Sessions

Date

Une réunion d'un groupe de travail peut avoir lieu à tout moment, entre deux sessions ou dans le cadre de la session du Comité qui l'a établi.

Quand il se réunit entre deux sessions du Comité, la réunion du groupe de travail doit être organisée d'une façon telle que les pays et les autres parties intéressées qui ne font pas partie du groupe de travail puissent faire des commentaires sur les propositions que le groupe de travail pourrait soumettre au Comité.

Quand il se réunit au cours d'une session d'un Comité, un groupe de travail devrait être programmé de telle sorte que la participation de toutes les délégations présentes à la session soit possible.

¹⁸ Se reporter aux *Lignes directrices destinées aux présidents de Comités du Codex ou de Groupes intergouvernementaux spéciaux*.

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

Avis de réunion et ordre du jour provisoire

Les réunions d'un groupe de travail sont convoquées par le Président désigné par l'Hôte.

Si le groupe de travail doit se réunir entre deux sessions du Comité, l'avis de réunion du groupe de travail et l'ordre du jour provisoire devront être préparés, traduits et diffusés par l'Hôte. Il devra être envoyé à tous les membres et observateurs, qui ont exprimé le désir d'assister à la réunion. Ces documents devraient être diffusés aussi longtemps avant la réunion que possible.

Organisation des travaux

Les commentaires écrits devront être diffusés par le secrétariat de l'Hôte à toutes les personnes concernées.

Préparation et diffusion des documents

Le secrétariat de l'Hôte devrait diffuser les documents au moins deux mois avant l'ouverture de la réunion.

Un document pour la réunion préparé par des participants devrait être envoyé au secrétariat de l'Hôte, suffisamment à l'avance.

Conclusions

Le secrétariat de l'Hôte devrait, aussi vite que possible après la fin de la réunion d'un groupe de travail, envoyer un exemplaire des conclusions définitives, soit sous la forme d'une note d'information ou d'un document de travail, ainsi que la liste des participants, au Secrétariat conjoint FAO/OMS et au secrétariat du pays hôte du Comité.

Les conclusions des groupes de travail sont diffusées par le Secrétariat conjoint FAO/OMS à tous les Points de contact avec le Codex suffisamment à l'avance pour que ceux-ci aient le temps d'examiner à fond les recommandations des groupes de travail.

Le Secrétariat conjoint FAO/OMS devrait s'assurer que ces conclusions figurent parmi les documents diffusés pour la prochaine session du Comité du Codex.

Par l'intermédiaire de son Président, le groupe de travail fait rapport sur l'état d'avancement de son travail à la prochaine session du Comité qui a établi ce groupe de travail.

LIGNES DIRECTRICES SUR LES GROUPES DE TRAVAIL ÉLECTRONIQUES

Introduction

La recherche d'un large consensus et d'une plus grande acceptabilité des normes du Codex exige la collaboration de tous les membres du Codex et une participation active des pays en développement.

Des efforts particuliers sont nécessaires pour augmenter la participation des pays en développement aux Comités du Codex, en intensifiant l'utilisation des communications par écrit, en particulier la participation à distance par courriel, par Internet et par d'autres techniques modernes, dans le cadre des travaux entre les réunions de Comités.

Les Comités du Codex, quand ils décident d'entreprendre un travail entre les sessions, devraient donner leur préférence à la création de groupes de travail électroniques.

Le Règlement intérieur et les lignes directrices régissant le fonctionnement d'un Comité du Codex s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux groupes de travail électroniques que ce Comité établit, sauf indication contraire dans les Lignes directrices ci-après.¹⁹

Les lignes directrices applicables aux groupes de travail électroniques des Comités du Codex, décrites dans cette section, s'appliquent également à ceux établis par les Comités de coordination régionaux et les groupes intergouvernementaux spéciaux.

Composition des groupes de travail électroniques

Membres

Les membres d'un groupe de travail électronique notifient leur participation au président du Comité du Codex et au secrétariat du pays hôte du Comité.

Lorsqu'il établit un groupe de travail électronique, un Comité du Codex devrait s'assurer, autant que possible, que sa composition est représentative des membres de la Commission.

Observateurs

Les observateurs devraient notifier au président du Comité du Codex et au secrétariat du pays hôte du Comité leur souhait de participer à un groupe de travail électronique. Les observateurs peuvent participer à toutes les activités d'un groupe de travail électronique, à moins que les membres du Comité n'en décident autrement.

Organisation et responsabilités

Un Comité du Codex peut décider que le groupe de travail électronique sera dirigé par le secrétariat du gouvernement hôte, ou par un autre membre de la Commission,

¹⁹ Les dispositions des « Lignes directrices à l'usage des gouvernements hôtes de Comités du Codex et de Groupes intergouvernementaux spéciaux », des « Lignes directrices sur le déroulement des réunions de Comités du Codex et des Groupes intergouvernementaux spéciaux », des « Lignes directrices destinées aux présidents de Comités du Codex ou de Groupes intergouvernementaux spéciaux » et des « Lignes directrices sur les groupes de travail physiques » sont particulièrement pertinentes à ce propos.

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

qui se sera porté volontaire pour assumer cette responsabilité et qui aura été accepté par le Comité (ci-après "l'Hôte"). L'Hôte doit être avisé de la participation à un groupe de travail électronique par les membres du Codex par l'intermédiaire de leurs Points de contact avec le Codex et par les organisations dotées du statut d'observateur.

Conduite

L'Hôte est responsable de la conduite du groupe de travail électronique, pour lequel il a été désigné.

L'activité d'un groupe de travail électronique se déroule exclusivement par voie électronique.

Secrétariat

L'Hôte est chargé de fournir au secrétariat du groupe de travail électronique tous les services nécessaires à son fonctionnement, notamment l'équipement Internet, et devrait remplir toutes les exigences acceptées par le Comité, lors de la création du groupe de travail.

Fonction et mandat

Le mandat du groupe de travail électronique devra être établi par le Comité en session plénière, être limité à la tâche pour laquelle il a été créé et, en principe, ne doit pas être modifié ultérieurement.

Le mandat devra définir avec précision le(s) objectif(s) à atteindre avec la création du groupe de travail électronique et la (les) langue(s) à utiliser. Des services d'interprétation et de traduction devraient être fournis dans toutes les langues du Comité, à moins que le Comité n'en décide autrement.

Le mandat indique clairement le délai dans lequel les travaux devront s'achever.

Le groupe de travail électronique est dissous après que le travail prévu a été achevé, ou quand le délai imparti pour le travail a expiré ou à tout autre moment, si le Comité du Codex qui l'a établi, en décide.

Aucune décision au nom du Comité, ni aucun vote, que ce soit sur des points de fond ou de procédure, ne peut avoir lieu dans un groupe de travail électronique.

Avis de groupe de travail électronique et programme de travail

Un avis mentionnant le début de l'activité d'un groupe de travail électronique et le programme de travail devra être préparé, traduit et diffusé par l'Hôte à tous les Membres et observateurs, qui auront exprimé le désir de participer.

Organisation des travaux

La diffusion des projets de documents et les appels à commentaires devront inclure une demande de fourniture des noms, qualités et adresses de courrier électronique de toutes les personnes désireuses de participer à l'activité du groupe de travail électronique.

Les commentaires des participants sont transmis exclusivement sous forme électronique. Ces documents sont diffusés par l'Hôte à toutes les personnes intéressées.

SECTION III – Fonctionnement des organes subsidiaires et groupes de travail

Un participant devrait être informé des contributions de tous les autres.

Une information sur l'état d'avancement de ses travaux devra être présentée par l'Hôte à chaque session du Comité du Codex qui l'aura établie, indiquant le nombre de pays ayant envoyé une contribution. Un recueil de ces contributions devrait être disponible.

Préparation et diffusion de la documentation

La documentation devrait être envoyée au secrétariat de l'Hôte, suffisamment à l'avance.

L'Hôte est responsable de la diffusion de toute la documentation fournie par un participant au cours de l'activité d'un groupe de travail électronique à tous les autres participants du groupe de travail électronique.

Les contraintes d'ordre technique devraient être prises en compte (tailles et formats des fichiers, limites de bande passante,...) et un soin particulier devrait être accordé à la diffusion la plus large de la documentation disponible.

Conclusions

Le secrétariat de l'Hôte devrait, aussi vite que possible après la fin des travaux d'un groupe de travail électronique, envoyer un exemplaire des conclusions définitives et de la liste des participants au Secrétariat conjoint FAO/OMS et au secrétariat du pays hôte du Comité.

Les conclusions des groupes de travail électroniques, ainsi que la liste des participants, sont diffusées par le Secrétariat conjoint FAO/OMS à tous les Points de contact avec le Codex, suffisamment à l'avance pour que ceux-ci aient le temps d'examiner à fond les recommandations des groupes de travail électronique.

Le Secrétariat conjoint FAO/OMS devrait s'assurer que les conclusions figurent parmi les documents diffusés pour la prochaine session du Comité du Codex qui a établi le groupe de travail.

SECTION IV

L'ANALYSE DES RISQUES

- Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius. (Adoptés en 2003)
- Définitions des termes relatifs à l'innocuité des aliments utilisés en analyse des risques. (Adoptées en 1997. Amendées en 1999, 2003, 2004)
- Principes en matière d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et le Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (Adoptés en 2005, amendés en 2007)
- Politique du Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments en matière d'évaluation de l'exposition aux contaminants et aux toxines présents dans les aliments ou groupes d'aliments (Adoptée en 2005. Amendée en 2007)
- Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (Adoptés en 2007)
- Politique d'évaluation des risques pour la fixation de limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (Adoptée en 2007)
- Principes pour l'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (comprenant l'Annexe sur les politiques de gestion des risques utilisées par le CCPR). (Adoptés en 2007)
- Critères révisés pour l'établissement de la liste des substances à soumettre en priorité à la JMPR pour évaluation (Adoptés en 2006)
- Principes d'analyse des risques nutritionnels et directives pour application aux travaux du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (Adoptés en 2009)

PRINCIPES DE TRAVAIL POUR L'ANALYSE DES RISQUES DESTINÉS À ÊTRE APPLIQUÉS DANS LE CADRE DU CODEX ALIMENTARIUS

CHAMP D'APPLICATION

1. Les principes pour l'analyse des risques sont destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius.
2. L'objectif des Principes de travail est de fournir des lignes directrices à la Commission du Codex Alimentarius ainsi qu'aux comités et aux consultations mixtes d'experts FAO/OMS de façon que les aspects sanitaires et d'innocuité des aliments dans les normes et textes apparentés du Codex soient basés sur l'analyse des risques.
3. Dans le cadre de la Commission du Codex Alimentarius et de ses procédures, la responsabilité de donner des avis en matière de gestion des risques incombe à la Commission et à ses organes subsidiaires (responsables de la gestion des risques), tandis que la responsabilité de l'évaluation des risques incombe en premier lieu aux Comités et aux Consultations mixtes d'experts FAO/OMS (responsables de l'évaluation des risques).

ANALYSE DES RISQUES - ASPECTS GÉNÉRAUX

4. L'analyse des risques utilisée dans le Codex doit être :
 - appliquée avec cohérence;
 - ouverte, transparente et documentée;
 - conduite en accord avec, d'une part, les *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décision du Codex et les autres facteurs à prendre en considération* et, d'autre part, les *Déclarations de principes sur le rôle de l'évaluation des risques en matière de salubrité des aliments*²⁰;
 - appréciée et réexaminée en tant que de besoin à la lumière des nouvelles données scientifiques qui apparaissent.
5. L'analyse des risques doit suivre une démarche structurée comprenant les trois volets, distincts mais intimement liés, de l'analyse des risques (l'évaluation des risques, la gestion des risques et la communication sur les risques), tels que définis par la Commission du Codex Alimentarius²¹, chacun de ces volets faisant partie intégrante de l'ensemble de l'analyse des risques.

²⁰ Voir Annexe: Décisions générales de la Commission.

²¹ Voir *Définitions des termes relatifs à l'innocuité des aliments utilisés en analyse des risques*.

6. Les trois volets de l'analyse des risques doivent être complètement et systématiquement documentés de manière transparente. Tout en respectant le souci légitime de préserver le caractère confidentiel des documents, la documentation doit être accessible à toutes les parties intéressées²².

7. Une communication et une consultation effectives avec toutes les parties intéressées doivent être assurées tout au long de l'analyse des risques.

8. Les trois volets de l'analyse des risques doivent être mis en œuvre dans un cadre global au profit de la gestion des risques pour la santé humaine liés aux aliments.

9. Il doit exister une séparation fonctionnelle entre l'évaluation des risques et la gestion des risques, afin de garantir l'intégrité scientifique de l'évaluation des risques, d'éviter la confusion concernant les fonctions que doivent remplir les responsables de l'évaluation des risques et de la gestion des risques et d'atténuer tout conflit d'intérêts. Cependant, il est reconnu que l'analyse des risques est un processus itératif, et l'interaction entre les responsables de la gestion des risques et les responsables de l'évaluation des risques est essentielle pour une application concrète.

10. Lorsqu'on a la preuve qu'un risque existe pour la santé humaine, mais que les données scientifiques sont insuffisantes ou incomplètes, la Commission ne devrait pas élaborer de norme, mais devrait envisager d'élaborer un texte apparenté, par exemple un code d'usages, à condition que ce texte s'appuie sur les preuves scientifiques disponibles.

11. La précaution est un élément inhérent au processus d'analyse des risques. De nombreuses sources d'incertitude existent dans le processus d'évaluation et de gestion des risques, quant aux dangers pour la santé humaine liés aux aliments. Le degré d'incertitude et de variabilité dans l'information scientifique disponible doit être explicitement considéré dans l'analyse des risques. Lorsqu'il y a des preuves suffisantes pour permettre au Codex de procéder à l'élaboration d'une norme ou d'un texte apparenté, les hypothèses utilisées pour l'évaluation des risques et les options de gestion des risques retenues devraient refléter le degré d'incertitude scientifique et les caractéristiques du danger.

12. Les besoins et les situations des pays en développement doivent être spécifiquement identifiés et pris en compte par les organes responsables au cours des différentes étapes de l'analyse des risques.

POLITIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES

13. La détermination d'une politique d'évaluation des risques doit être un élément spécifique de la gestion des risques.

14. La politique d'évaluation des risques doit être déterminée par les responsables de la gestion des risques préalablement à l'évaluation des risques, en consultation

²² L'expression « parties intéressées » dans ce document, désigne les « responsables de l'évaluation du risque, les responsables de la gestion du risque, les consommateurs, l'industrie, les milieux universitaires et, le cas échéant, les autres parties concernées et leurs organisations représentatives » (voir définition de la « communication sur les risques »).

Section IV – L'analyse des risques

avec les évaluateurs des risques et toutes les autres parties intéressées. Cette procédure vise à garantir que le processus d'évaluation des risques soit systématique, complet, impartial et transparent.

15. Le mandat donné par les responsables de la gestion des risques aux responsables de l'évaluation des risques doit être aussi clair que possible.

16. En cas de nécessité, les responsables de la gestion des risques doivent demander aux responsables de l'évaluation des risques d'évaluer les possibilités de modification du risque découlant des différentes options de gestion des risques.

ÉVALUATION DES RISQUES²³

17. La portée et le but d'une évaluation des risques particulière en cours de réalisation doivent être clairement indiqués et être conformes à la politique d'évaluation des risques. La forme des résultats et les différents résultats possibles de l'évaluation des risques doivent être définis.

18. Les experts chargés de l'évaluation des risques doivent être choisis de manière transparente en fonction de leur compétence, de leur expérience et de leur indépendance vis-à-vis des intérêts en jeu. Les procédures utilisées pour sélectionner ces experts doivent être documentées et impliquer notamment une déclaration publique de tout conflit d'intérêts potentiel. Cette déclaration doit aussi attester en détail de leur expérience, de leur domaine de compétence et de leur indépendance. Les comités et consultations d'experts doivent s'assurer de la participation effective d'experts de toutes les parties du monde, notamment ceux des pays en développement.

19. L'évaluation des risques doit être conduite en accord avec les *Déclarations de principes sur le rôle de l'évaluation des risques en matière de salubrité des aliments* et intégrer les quatre étapes de l'évaluation des risques, c'est-à-dire l'identification des dangers, la caractérisation des dangers, l'évaluation de l'exposition et la caractérisation des risques.

20. L'évaluation des risques doit être fondée sur toutes les données scientifiques disponibles. Elle doit, dans la mesure la plus large possible, utiliser les données quantitatives disponibles. L'évaluation des risques peut également prendre en compte des informations qualitatives.

21. L'évaluation des risques doit prendre en compte les processus de production, d'entreposage et de manipulation concernés tout au long de la chaîne alimentaire, y compris les pratiques traditionnelles, les méthodes d'analyse, d'échantillonnage et d'inspection et la prévalence d'effets négatifs spécifiques sur la santé.

22. L'évaluation des risques doit rechercher et prendre en compte des données pertinentes provenant de différentes parties du monde, notamment des pays en développement. Ces données doivent comprendre en particulier des données de surveillance épidémiologique, des données analytiques et des données d'exposition. Lorsque les pays en développement ne disposent pas de données pertinentes, la Commission doit demander à la FAO et à l'OMS d'entreprendre des études limitées dans le temps à cette fin. La conduite de l'évaluation des risques ne devrait pas être

²³ Il est fait référence aux *Déclarations de principes sur le rôle de l'évaluation des risques en matière de salubrité des aliments* : voir Annexe : Décisions générales de la Commission.

différée outre mesure dans l'attente de la communication de ces données; cependant elle devrait être réexaminée une fois ces données disponibles.

23. Les contraintes, incertitudes et hypothèses ayant une incidence sur l'évaluation des risques, doivent être explicitement considérées à chaque étape de l'évaluation des risques et documentées de façon transparente. L'expression de l'incertitude ou de la variabilité dans le résultat de l'estimation des risques peut être qualitative ou quantitative mais doit être quantifiée dans la mesure où cela est scientifiquement réalisable.

24. Les évaluations des risques doivent s'appuyer sur des scénarios d'exposition réalistes, et l'examen des différentes situations doit être défini par la politique d'évaluation des risques. Elles doivent prendre en considération les groupes de population sensibles et à haut risque. Les effets négatifs aigus, chroniques (notamment à long terme), cumulatifs et/ou combinés sur la santé doivent être pris en compte lors de l'évaluation des risques, le cas échéant.

25. Le rapport relatif à l'évaluation des risques doit faire état de toutes les contraintes, incertitudes et hypothèses et de leur incidence sur l'évaluation des risques. Les opinions minoritaires doivent aussi être mentionnées. La résolution du problème de l'incidence de l'incertitude sur la décision de gestion des risques est une responsabilité qui incombe au responsable de la gestion des risques, et non au responsable de leur évaluation.

26. Les conclusions de l'évaluation des risques, et notamment, lorsqu'il est disponible, le résultat de l'estimation des risques, doivent être présentés sous une forme aisément compréhensible et utile aux responsables de la gestion des risques et mis à la disposition des autres responsables de l'évaluation des risques et parties intéressées, de manière à ce qu'ils puissent examiner l'évaluation.

GESTION DES RISQUES

27. Tout en reconnaissant les deux objectifs du Codex Alimentarius qui sont de protéger la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire, les décisions et les recommandations du Codex en matière de gestion des risques doivent avoir pour objectif primordial la protection de la santé des consommateurs. Des différences injustifiées quant au niveau de protection de la santé du consommateur doivent être évitées, lorsqu'elles se réfèrent à des risques similaires dans des situations différentes.

28. La gestion des risques doit suivre une démarche structurée, incluant les activités préliminaires de gestion des risques²⁴, l'évaluation des options de gestion des risques, le suivi et le réexamen des décisions prises. Les décisions doivent être fondées sur une évaluation des risques et prendre en compte, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes ayant une importance pour la protection de la santé du consommateur et la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées

²⁴ Aux fins des présents Principes, les activités préliminaires de gestion des risques incluent : l'identification d'un problème de sécurité alimentaire, l'établissement d'un profil de risque, le classement des dangers pour définir les priorités d'évaluation des risques et de gestion des risques, la définition d'une politique d'évaluation des risques pour la conduite de l'évaluation de risques, la demande d'une évaluation des risques et l'examen des résultats de l'évaluation des risques.

Section IV – L'analyse des risques

alimentaires, conformément aux *Critères pour la prise en considération des autres facteurs mentionnés dans la deuxième Déclaration de principe*.²⁵

29. La Commission du Codex Alimentarius et ses organes subsidiaires, agissant en tant que responsables de la gestion des risques dans le contexte de ces Principes de travail, doivent veiller à ce que les conclusions de l'évaluation des risques soient présentées avant de formuler des propositions ou de prendre des décisions finales sur les options disponibles en matière de gestion, en particulier en ce qui concerne les normes et les limites maximales, en gardant à l'esprit les lignes directrices énoncées au paragraphe 10.

30. Pour parvenir à des objectifs souhaités, la gestion des risques doit prendre en compte les processus de production, d'entreposage et de distribution concernés, tout au long de la chaîne alimentaire, y compris les pratiques traditionnelles, les méthodes d'analyse, d'échantillonnage et d'inspection, la possibilité de l'application et du respect des dispositions et la prévalence d'effets négatifs spécifiques sur la santé.

31. Le processus de gestion des risques doit être transparent, cohérent et parfaitement documenté. Les décisions et recommandations du Codex en matière de gestion des risques doivent être documentées et, si besoin est, clairement identifiées dans les différentes normes et textes apparentés du Codex de manière à faciliter une compréhension plus large du processus de gestion des risques par toutes les parties intéressées.

32. Le résultat des activités préliminaires de gestion des risques et l'évaluation des risques doivent être associés à l'appréciation des options disponibles en matière de gestion des risques afin de prendre une décision sur la gestion du risque.

33. Les options de gestion des risques doivent être évaluées en fonction du champ d'application et de la finalité de l'analyse des risques et du niveau de protection de la santé du consommateur qu'elles permettent d'atteindre. L'option de ne pas agir doit aussi être examinée.

34. Afin d'éviter de créer des obstacles injustifiés au commerce, la gestion des risques doit assurer la transparence et la cohérence du processus de prise de décision dans tous les cas. L'examen de toute la gamme d'options de gestion des risques prend en compte, dans la mesure du possible, une évaluation de leurs avantages et inconvénients potentiels. Lors du choix parmi les différentes options de gestion des risques qui présentent la même efficacité au regard de la protection de la santé des consommateurs, la Commission et ses organes subsidiaires doivent rechercher et prendre en considération les éventuels effets de ces mesures sur le commerce entre leurs pays membres et choisir des mesures qui ne sont pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire.

35. La gestion des risques doit prendre en compte les conséquences économiques et la possibilité de mise en œuvre des options de gestion des risques. La gestion des risques doit également reconnaître le besoin d'options alternatives dans l'établissement des normes, directives et autres recommandations, de manière cohérente avec la protection de la santé des consommateurs. En prenant ces éléments en considération, la Commission et ses organes subsidiaires devraient accorder une attention particulière à la situation des pays en développement.

²⁵ voir Annexe : Décisions générales de la Commission.

36. La gestion des risques doit être un processus continu prenant en compte toutes les nouvelles données qui apparaissent dans l'évaluation et le réexamen des décisions de gestion des risques. Les normes alimentaires et textes apparentés doivent être réexaminés régulièrement et actualisés si nécessaire pour refléter les nouvelles connaissances scientifiques et autres informations afférentes à l'analyse des risques.

COMMUNICATION SUR LES RISQUES

37. La communication sur les risques doit :

- (i) promouvoir la prise de conscience et la compréhension des enjeux spécifiques pris en compte pendant l'analyse des risques;
- (ii) promouvoir la cohérence et la transparence dans la formulation des options/recommandations de gestion des risques ;
- (iii) fournir une base solide pour la compréhension des décisions de gestion des risques proposées;
- (iv) améliorer l'efficacité et l'efficience globales de l'analyse des risques;
- (v) renforcer les relations de travail entre les participants;
- (vi) favoriser la compréhension du public afin de renforcer la confiance dans la sécurité de l'offre alimentaire;
- (vii) promouvoir l'implication appropriée de toutes les parties intéressées;
- (viii) échanger des informations relatives aux préoccupations des parties intéressées sur les risques associés aux aliments.

38. L'analyse des risques doit donner lieu à une communication claire, interactive et documentée entre les responsables de l'évaluation des risques (Comités et Consultations mixtes d'experts FAO/OMS) et les responsables de la gestion des risques (Commission du Codex et ses organes subsidiaires), et à une communication réciproque avec les États membres et l'ensemble des parties intéressées pour tous les aspects du processus.

39. La communication sur les risques doit être plus que la diffusion de l'information. Sa fonction principale doit être d'assurer que toutes les informations et les opinions requises pour une gestion des risques effective sont prises en compte dans le processus de prise de décision.

40. La communication sur les risques faisant intervenir les parties intéressées doit notamment expliquer de façon transparente la politique d'évaluation des risques et l'évaluation des risques, notamment les incertitudes. Il convient aussi d'expliquer clairement la nécessité d'adopter des normes ou des textes apparentés spécifiques, ainsi que les procédures suivies pour les définir, notamment la manière dont l'incertitude a été traitée. Elle doit faire état de toutes les contraintes, incertitudes et hypothèses et de leur incidence sur l'analyse des risques, ainsi que des opinions minoritaires qui ont été exprimées au cours de l'évaluation des risques (voir par. 25).

41. Dans ce document, les lignes directrices sur la communication sur les risques s'adressent à tous ceux impliqués dans la conduite de l'analyse des risques dans le cadre du Codex Alimentarius. Cependant, il est également important que ces travaux

Section IV – L'analyse des risques

soient rendus aussi transparents et accessibles que possible à ceux qui ne sont pas directement engagés dans le processus et aux autres parties intéressées, tout en respectant le souci légitime de préserver la confidentialité (voir par. 6).

DÉFINITIONS DES TERMES RELATIFS À L'INNOCUITÉ DES ALIMENTS UTILISÉS EN ANALYSE DES RISQUES

Danger

Agent biologique, chimique ou physique présent dans un aliment, ou état de cet aliment pouvant avoir un effet adverse pour la santé.

Risque

Fonction de la probabilité d'un effet adverse pour la santé et de sa gravité, du fait de la présence d'un (de) danger(s) dans un aliment.

Analyse des risques

Processus comportant trois volets: évaluation des risques, gestion des risques et communication sur les risques.

Évaluation des risques

Processus à base scientifique comprenant les étapes suivantes: i) identification des dangers; ii) caractérisation des dangers; iii) évaluation de l'exposition et iv) caractérisation des risques.

Gestion des risques

Processus, distinct de l'évaluation des risques, consistant à mettre en balance les différentes politiques possibles en consultation avec toutes les parties intéressées, en tenant compte de l'évaluation des risques et d'autres facteurs ayant une importance pour la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques commerciales loyales et, au besoin, à choisir les mesures de prévention et de contrôle appropriées.

Communication sur les risques

Échange interactif, tout au long du processus d'analyse des risques, d'informations et d'opinions sur les risques, les facteurs liés aux risques et les perceptions des risques, entre les responsables de leur évaluation et de leur gestion, les consommateurs, l'industrie, les milieux universitaires et les autres parties intéressées, et notamment l'explication des résultats de l'évaluation des risques et des fondements des décisions prises en matière de gestion des risques.

Politique d'évaluation des risques

Lignes directrices documentées sur des choix d'orientations et d'avis associés pour leur application à des points de décision appropriés au cours de l'évaluation des risques, afin que l'intégrité scientifique du processus soit maintenue.

Profil de risques

Description du problème de salubrité des aliments et de son contexte.

Caractérisation des risques

Estimation qualitative et/ou quantitative, compte tenu des incertitudes inhérentes à l'évaluation, de la probabilité de la fréquence et de la gravité des effets adverses

Section IV – L'analyse des risques

connus ou potentiels sur la santé susceptibles de se produire dans une population donnée, sur la base de l'identification des dangers, de la caractérisation des dangers et de l'évaluation de l'exposition.

Estimation des risques

Estimation quantitative du risque résultant de la caractérisation des risques.

Identification des dangers

Identification des agents biologiques, chimiques et physiques susceptibles de provoquer des effets adverses pour la santé et qui peuvent être présents dans un aliment donné ou un groupe d'aliments.

Caractérisation des dangers

Évaluation qualitative et/ou quantitative de la nature des effets adverses pour la santé associés aux agents biologiques, chimiques et physiques qui peuvent être présents dans un aliment. Pour les agents chimiques, la relation dose/réponse doit être évaluée. Pour les agents biologiques ou physiques, une telle évaluation doit être effectuée si les données sont disponibles.

Évaluation de la relation dose-réponse

Détermination de la relation entre le degré d'exposition (dose) à un agent chimique, biologique ou physique et la gravité et/ou la fréquence des effets adverses qui en résultent pour la santé (réponse).

Évaluation de l'exposition

Évaluation qualitative et/ou quantitative de l'ingestion probable d'agents biologiques, chimiques et physiques par le biais des aliments, ainsi que par suite de l'exposition à d'autres sources, le cas échéant.

Objectif de sécurité alimentaire (OSA)

Fréquence maximale et/ou concentration maximale d'un danger présenté par un aliment au moment de sa consommation et qui assure ou contribue à assurer le degré approprié de protection de la santé (DPA).

Objectif de performance (OP)

Fréquence maximale et/ou concentration maximale d'un danger présenté par un aliment à une étape donnée de la chaîne alimentaire précédant la consommation et qui assure ou contribue à assurer la réalisation d'un OSA ou du DPA, comme il convient.

Critère de performance (CP)

Effet recherché sur la fréquence et/ou concentration d'un ou des dangers présentés par un aliment à la suite de l'application d'une ou de plusieurs mesures de maîtrise dans le but de réaliser un OP ou un OSA, ou de contribuer à leur réalisation.

PRINCIPES EN MATIÈRE D'ANALYSE DES RISQUES APPLIQUÉS PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR LES ADDITIFS ALIMENTAIRES ET LE COMITÉ DU CODEX SUR LES CONTAMINANTS DANS LES ALIMENTS

Section 1. Champ d'application

1. Le présent document couvre l'application des principes en matière d'analyse des risques par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA), le Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCF) et par le Comité mixte FAO/OMS d'experts sur les additifs alimentaires (JECFA), respectivement. Pour les questions ne relevant pas de la compétence du JECFA, ce document n'exclut pas la prise en compte éventuelle de recommandations émanant d'autres organes d'experts internationalement reconnus, comme approuvées par la Commission.
2. Le présent document devrait être lu en relation avec les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex*.

Section 2. Le CCFA, le CCCF et le JECFA

3. Le CCFA, le CCCF et le JECFA reconnaissent que la communication entre les responsables de l'évaluation des risques et les responsables de la gestion des risques joue un rôle critique dans leurs activités d'analyse des risques.
4. Le CCFA, le CCCF et le JECFA devraient continuer à mettre au point des procédures pour renforcer la communication entre les deux comités.
5. Le CCFA, le CCCF et le JECFA devraient faire en sorte que leurs contributions au processus d'analyse des risques impliquent toutes les parties intéressées et soient entièrement transparentes et soigneusement documentées. Tout en respectant les préoccupations légitimes visant à préserver la confidentialité, les documents devraient être mis sans retard à la disposition de toutes les parties intéressées, sur demande.
6. Le JECFA, en consultation avec le CCFA, le CCCF, devrait poursuivre l'élaboration de critères de qualité minimale applicables aux données nécessaires pour effectuer des évaluations des risques. Le CCFA, le CCCF utilise ces critères pour dresser la liste des substances prioritaires destinées au JECFA. Le Secréariat du JECFA devrait vérifier si ces critères de qualité minimale ont été respectés lorsqu'il établit l'ordre du jour provisoire des réunions du JECFA.

Section 3. Le CCFA et le CCCF

7. Il incombe principalement au CCFA et au CCCF de formuler des propositions concernant la gestion des risques, qui seront soumises à la Commission du Codex Alimentarius pour adoption.

Section IV – L'analyse des risques

8. Le CCFA et le CCCF doivent fonder ses recommandations à l'intention de la Commission du Codex Alimentarius sur les évaluations des risques, analyses de sécurité comprises²⁶, effectuées par le JECFA sur des additifs alimentaires, des substances toxiques d'origine naturelle et des contaminants présents dans les aliments.

9. Dans le cas où le JECFA a effectué une analyse de sécurité et où le CCFA, le CCCF ou la Commission du Codex Alimentarius décide que des avis scientifiques supplémentaires sont nécessaires, le CCFA ou la Commission du Codex Alimentarius peut demander expressément au JECFA les avis scientifiques dont il (elle) a besoin pour prendre une décision concernant la gestion des risques.

10. Les recommandations du CCFA à la Commission du Codex Alimentarius concernant la gestion des risques liés à des additifs alimentaires doivent être fondées sur les principes énoncés dans le préambule et les Annexes pertinents de la Norme générale Codex pour les additifs alimentaires.

11. Les recommandations du CCCF à la Commission du Codex Alimentarius concernant la gestion des risques liés à des contaminants et à des substances toxiques présentes naturellement doivent être fondées sur les principes énoncés dans le préambule et les Annexes pertinents de la Norme générale Codex pour les contaminants et les substances toxiques présentes naturellement dans les denrées alimentaires.

12. Les recommandations du CCFA et du CCCF à la Commission du Codex Alimentarius portant sur des dispositions relatives à la santé humaine et à la sécurité sanitaire des aliments figurant dans des normes alimentaires doivent être fondées sur des évaluations des risques effectuées par le JECFA et sur d'autres facteurs légitimes à prendre en compte pour garantir la protection de la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, conformément aux Critères pour la prise en considération des autres facteurs mentionnés dans la deuxième Déclaration de principes.

13. Les recommandations du CCFA et du CCCF à la Commission du Codex Alimentarius relatives à la gestion des risques doivent prendre en compte les incertitudes inhérentes à l'évaluation et les facteurs de sécurité décrits par le JECFA.

14. Le CCFA doit approuver des niveaux d'utilisation maximaux uniquement pour les additifs pour lesquels: 1) le JECFA a établi des normes d'identité et de pureté et 2) le JECFA a effectué une évaluation de la sécurité ou procédé à une évaluation quantitative des risques.

15. Le CCCF doit approuver des concentrations maximales uniquement pour les contaminants pour lesquels: 1) le JECFA a effectué une évaluation de la sécurité ou procédé à une évaluation quantitative des risques et 2) la concentration dans l'aliment peut être déterminée par des plans d'échantillonnage et des méthodes d'analyses appropriés, tels qu'adoptés par le Codex. Le CCCF devrait tenir compte des capacités analytiques des pays en développement, sauf si des considérations de santé publique ne l'obligent à en décider autrement.

²⁶ Par évaluation de la sécurité sanitaire, on entend un processus scientifique consistant: 1) à déterminer une dose sans effet observé pour un agent chimique, biologique ou physique, à partir d'études sur l'alimentation animale et d'autres considérations scientifiques; 2) à appliquer des facteurs de sécurité sanitaire pour déterminer une DJA ou une ingestion tolérable; et 3) à comparer la DJA ou l'ingestion tolérable à l'exposition probable à l'agent (définition provisoire destinée à être modifiée lorsque la définition du JECFA sera disponible).

16. Le CCFA/CCCF doit tenir compte des différences dans les modes d'alimentation régionaux et nationaux et de l'exposition d'origine alimentaire, telles qu'évaluées par le JECFA, pour recommander des niveaux d'utilisation maximaux pour les additifs ou des concentrations maximales pour les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes dans les aliments.

17. Avant de mettre définitivement au point ses propositions relatives aux concentrations maximales pour les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes, le CCCF doit demander l'avis du JECFA concernant la validité des données relatives à l'analyse et à l'échantillonnage, la répartition des concentrations de contaminants et de substances toxiques naturellement présentes dans les aliments et d'autres aspects techniques et scientifiques pertinents, y compris l'exposition d'origine alimentaire, selon qu'il sera nécessaire pour fonder scientifiquement ses conseils au CCCF.

18. En établissant ses normes, codes d'usages et directives, le CCFA et le CCCF doit indiquer clairement s'il s'appuie non seulement sur l'évaluation des risques du JECFA, mais aussi sur d'autres facteurs légitimes à prendre en compte pour garantir la protection de la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, conformément aux Critères pour la prise en considération des autres facteurs mentionnés dans la deuxième Déclaration de principes et, si tel est le cas, en donner les raisons.

19. En matière de communication sur les risques, le CCFA et le CCCF attribue un rang de priorité aux substances soumises à l'examen du JECFA, en vue d'obtenir la meilleure évaluation des risques possible, et ce dans le but de définir des conditions d'emploi sûres pour les additifs alimentaires et de fixer des concentrations maximales admissibles ou des codes d'usages pour les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes dans les aliments.

20. Pour établir sa liste des substances soumises au JECFA à titre prioritaire, le CCFA et le CCCF doivent tenir compte des éléments suivants :

- la protection du consommateur (risques pour la santé et risques de pratiques commerciales déloyales);
- le mandat du CCFA et du CCCF;
- le mandat du JECFA;
- le Plan stratégique de la Commission du Codex Alimentarius, ses programmes de travail pertinents et les *Critères régissant l'établissement des priorités des travaux*;
- la qualité, la quantité, l'adéquation et la disponibilité des données nécessaires pour procéder à une évaluation des risques, y compris des données en provenance des pays en développement;
- la possibilité de terminer les travaux dans des délais raisonnables;
- la diversité des législations nationales et les obstacles au commerce international qui semblent en découler;
- l'impact sur le commerce international (l'importance du problème, par exemple, à l'échelon international);
- les besoins et les préoccupations des pays en développement; et
- les travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales.

Section IV – L'analyse des risques

21. En soumettant des substances au JECFA, le CCFA et le CCCF doivent fournir des données de base et expliquer clairement les raisons de la désignation de la substance chimique pour évaluation.

22. Le CCFA et le CCCF peuvent aussi mentionner une gamme d'options pour la gestion des risques, dans le but d'obtenir l'avis du JECFA sur les risques et sur la réduction probable des risques associés à chaque option.

23. Le CCFA et le CCCF demande au JECFA d'examiner toutes les méthodes et directives envisagées par le CCFA et le CCCF pour évaluer les niveaux d'utilisation maximaux pour les additifs ou les concentrations maximales pour les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes. Le CCFA et le CCCF présente cette requête dans le but d'obtenir l'avis du JECFA sur les limites, l'applicabilité et la mise en œuvre d'une méthode ou d'une directive.

Section 4. Le JECFA

24. Il incombe principalement au JECFA d'effectuer les évaluations des risques sur lesquelles le CCFA et le CCCF et, en dernier ressort, la Commission du Codex Alimentarius, fondent leurs décisions concernant la gestion des risques.

25. Les experts scientifiques du JECFA devraient être sélectionnés en fonction de leur compétence et de leur indépendance, en s'assurant que toutes les régions sont représentées.

26. Le JECFA devrait s'efforcer de fournir au CCFA et au CCCF des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques qui comprennent les quatre composantes de l'évaluation des risques telles qu'elles ont été définies par la Commission du Codex Alimentarius et des évaluations de la sécurité qui puissent servir de base aux décisions du CCFA et du CCCF en matière de gestion des risques. Pour les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes, le JECFA devrait déterminer dans la mesure possible les risques associés à diverses doses ingérées. Étant donné, toutefois, le manque de données adéquates, notamment sur l'homme, cela ne devrait être possible, dans un avenir prévisible, que dans un petit nombre de cas. Pour les additifs, le JECFA devrait continuer d'utiliser le processus d'évaluation de la sécurité sanitaire pour établir des DJA.

27. Le JECFA devrait s'efforcer de fournir des évaluations quantitatives des risques et des évaluations de la sécurité des additifs alimentaires, des contaminants et des substances toxiques naturellement présentes qui soient fondées sur la science et transparentes.

28. Le JECFA devrait fournir au CCFA et au CCCF des informations sur la faisabilité et les contraintes de l'évaluation des risques pour la population en général et pour des groupes particuliers et déterminer dans la mesure possible les risques potentiels pour les groupes de population les plus vulnérables (enfants, femmes en âge de procréer, personnes âgées, par exemple).

29. Le JECFA devrait aussi s'efforcer de fournir au CCFA les normes d'identité et de pureté indispensables pour évaluer les risques associés à l'utilisation des additifs.

30. Le JECFA devrait s'efforcer de fonder ses évaluations des risques sur des données mondiales, y compris des données en provenance de pays en développement. Ces données devraient inclure des données de surveillance épidémiologique et des résultats d'études sur l'exposition.

31. Le JECFA est chargé d'évaluer l'exposition aux additifs, aux contaminants et aux substances toxiques naturellement présentes.

32. En évaluant l'ingestion d'additifs ou de contaminants et de substances toxiques naturellement présentes dans les aliments dans le cadre de ses évaluations des risques, le JECFA devrait tenir compte des différences régionales en matière d'alimentation.

33. Le JECFA devrait donner au CCCF des avis scientifiques sur la validité et la distribution des données concernant les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes dans les aliments qui ont été utilisées pour les évaluations de l'exposition et fournir des détails sur l'ampleur de la contribution d'aliments spécifiques à l'exposition, qui permettront au CCCF de prendre des mesures ou de proposer des options appropriées en matière de gestion des risques.

34. Le JECFA devrait préciser au CCFA et au CCCF l'ampleur et la cause des incertitudes inhérentes à ses évaluations des risques. En faisant part de ces informations, le JECFA devrait fournir au CCFA et au CCCF une description de la méthodologie et des procédures qui lui auront permis de mesurer l'incertitude de son évaluation des risques.

35. Le JECFA devrait indiquer au CCFA et au CCCF la base de toutes les hypothèses utilisées pour évaluer les risques, y compris les hypothèses par défaut rendant compte des incertitudes.

36. La contribution du JECFA aux travaux du CCFA et du CCCF se limite à la présentation de ses délibérations et des conclusions de ses évaluations des risques et de la sécurité sanitaire d'une manière complète et transparente. La communication par le JECFA de ses évaluations des risques ne devrait pas inclure les conséquences de ses analyses sur le commerce, ni d'autres conséquences ne concernant pas la santé publique. Si le JECFA inclut des évaluations des risques liés à de nouvelles options en matière de gestion des risques, il devrait veiller à ce qu'elles soient conformes aux Principes de travail pour l'analyse des risques à appliquer dans le cadre du Codex Alimentarius et aux Principes en matière d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et le Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments.

37. Pour établir l'ordre du jour d'une réunion du JECFA, le secrétariat du JECFA travaille en coopération étroite avec le CCFA et le CCCF pour faire en sorte que les priorités du CCFA et du CCCF en matière de gestion des risques soient prises en compte en temps utile. Pour ce qui concerne les additifs alimentaires, le secrétariat du JECFA devrait normalement placer au premier rang des priorités les substances auxquelles une DJA provisoire ou une valeur équivalente a été attribuée. Devraient venir au deuxième rang les additifs alimentaires ou groupes d'additifs qui ont déjà été évalués et pour lesquels une DJA, ou une valeur équivalente, a été fixée, si l'on dispose pour eux de nouvelles données. Le troisième rang de priorité devrait être attribué normalement aux additifs alimentaires qui n'ont pas encore été évalués. En ce qui concerne les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes, le secrétariat du JECFA devrait donner la priorité aux substances qui présentent à la fois un risque important pour la santé publique et un problème réel ou potentiel pour le commerce international.

38. Pour établir l'ordre du jour d'une réunion du JECFA, le secrétariat du JECFA devrait donner la priorité aux substances qui posent ou pourraient poser des problèmes dans le commerce international ou qui présentent un caractère d'urgence ou un risque imminent pour la santé publique.

POLITIQUE DU COMITÉ DU CODEX SUR LES CONTAMINANTS DANS LES ALIMENTS EN MATIÈRE D'ÉVALUATION DE L'EXPOSITION AUX CONTAMINANTS ET AUX TOXINES PRÉSENTS DANS LES ALIMENTS OU GROUPES D'ALIMENTS

Section 1. Introduction

1. Il n'est pas nécessaire de fixer des limites maximales (LM) pour toutes les denrées alimentaires qui contiennent un contaminant ou une toxine. Le préambule de la Norme générale du Codex pour les contaminants et les toxines présents dans les produits destinés à la consommation humaine et animale énonce à la section 1.3.2 que "on ne fixera de limites maximales que pour les denrées alimentaires dans lesquelles le contaminant considéré risque d'être présent dans des proportions suffisantes pour constituer un risque, compte tenu de l'exposition totale du consommateur. Ces limites seront fixées de manière que le consommateur soit correctement protégé. Établir des normes pour des aliments qui sont rarement consommés nécessiterait des activités de mise en œuvre effective qui n'auraient pas de résultats notables pour la santé.
2. L'évaluation de l'exposition est un des quatre éléments de l'évaluation des risques s'inscrivant dans le cadre de l'analyse des risques adopté par le Codex comme base de tous les processus d'établissement des normes. L'estimation de la contribution d'aliments ou de groupes d'aliments spécifiques à l'exposition totale à un contaminant, en fonction d'un seuil de risque sanitaire quantifié (DJTP, DHTP), fournit d'autres informations nécessaires pour établir des priorités dans la gestion des risques que présentent des aliments ou des groupes d'aliments spécifiques. L'évaluation de l'exposition doit être définie par des politiques claires élaborées par le Codex dans le but d'améliorer la transparence du processus de prise de décisions en matière de gestion des risques.
3. L'objet de la présente annexe est d'indiquer les étapes de la sélection et de l'analyse par le JECFA des données sur les contaminants, quand le JECFA doit effectuer à la demande du Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCF) une évaluation de l'exposition d'origine alimentaire.
4. Les composantes ci-après présentent les aspects des évaluations par le JECFA de l'exposition aux contaminants et aux toxines qui contribuent à assurer la transparence et la cohérence des évaluations des risques reposant sur une base scientifique. Les évaluations de l'exposition aux contaminants et aux toxines présents dans les aliments sont effectuées par le JECFA à la demande du CCCF. Ce dernier prend ces informations en considération lorsqu'il examine les options de gestion des risques et formule des recommandations concernant les contaminants et les toxines présents dans les aliments.

Section 2. Estimation de l'exposition d'origine alimentaire totale à un contaminant ou une toxine présent(e) dans des aliments ou des groupes d'aliments

5. Le JECFA utilise les données des États membres et celles du programme GEMS/Aliments sur les systèmes d'analyse en laboratoire des niveaux de contaminants dans les aliments et des quantités d'aliments consommés, pour estimer l'exposition d'origine alimentaire totale à un contaminant ou une toxine. Le résultat est exprimé en pourcentage de l'apport tolérable (DJTP, DHTP ou tout autre point de référence toxicologique approprié). En ce qui concerne les substances cancérigènes pour lesquelles il n'existe pas de seuil précis, le JECFA utilise les données disponibles sur l'apport alimentaire, associées aux données sur le pouvoir cancérigène pour estimer les risques potentiels pour la population.

6. Les concentrations médianes/moyennes de contaminants dans les denrées alimentaires sont déterminées sur la base des données fournies par les pays ou provenant d'autres sources. Ces données sont associées aux informations disponibles pour les régimes alimentaires par modules de consommation du système GEMS/Aliments afin d'établir des estimations de l'exposition d'origine alimentaire pour chaque région. Le JECFA fournit une estimation de celui des régimes alimentaires par modules de consommation GEMS/ Aliments qui risque le plus de se rapprocher ou de dépasser l'apport tolérable.

7. Dans certains cas, le JECFA peut utiliser les données nationales disponibles sur les contaminants et sur la consommation alimentaire individuelle pour établir des estimations plus précises de l'exposition d'origine alimentaire totale, en particulier pour les groupes vulnérables comme les enfants.

8. Le JECFA effectue des évaluations de l'exposition à la demande du CCCF en se fondant sur les régimes alimentaires par modules de consommation du système GEMS/Aliments et, le cas échéant, sur les données disponibles relatives à la consommation nationale pour estimer l'impact sur l'exposition d'origine alimentaire des concentrations maximales de substitution proposées et informer le CCCF de ces options en matière de gestion des risques.

Section 3. Identification des aliments ou groupes d'aliments qui contribuent de manière significative à l'exposition d'origine alimentaire totale à un contaminant ou à une toxine

9. À partir des estimations de l'exposition d'origine alimentaire, le JECFA détermine les aliments ou les groupes d'aliments qui contribuent de manière significative à cette exposition d'après les critères établis par le CCCF pour sélectionner les groupes d'aliments qui contribuent à l'exposition.

10. Le CCCF fixe les critères de sélection des aliments ou des groupes d'aliments qui contribuent de manière significative à l'exposition d'origine alimentaire totale à un contaminant ou à une toxine. Ces critères reposent sur le pourcentage de l'apport tolérable (ou autre seuil de risque sanitaire analogue) représenté par un aliment ou un groupe d'aliments donnés et sur le nombre de régions géographiques (définies dans les régimes alimentaires par modules de consommation GEMS/Aliments) pour lesquels l'exposition d'origine alimentaire dépasse ce pourcentage.

Section IV – L'analyse des risques

11. Ces critères sont les suivants :

a) Les aliments ou groupes d'aliments pour lesquels l'exposition au contaminant ou à la toxine représente approximativement au moins 10 pour cent²⁷ de l'apport tolérable (ou autre seuil de risque sanitaire analogue) dans l'un des régimes alimentaires par modules de consommation GEMS/Aliments;

ou,

b) Les aliments ou groupes d'aliments pour lesquels l'exposition au contaminant ou à la toxine représente approximativement au moins 5 pour cent de l'apport tolérable (ou autre seuil de risque sanitaire analogue) dans au moins deux des régimes alimentaires par modules de consommation GEMS/Aliments;

ou,

c) Les aliments ou groupes d'aliments qui peuvent avoir un impact significatif sur l'exposition de groupes particuliers de consommateurs, même s'il ne dépasse pas 5 pour cent de l'exposition d'origine alimentaire totale (ou autre seuil de risque sanitaire analogue) dans l'un des régimes alimentaires par modules de consommation GEMS/Aliments. Ceux-ci seront examinés au cas par cas.

Section 4. Établissement de courbes de distribution pour les concentrations du contaminant dans des aliments ou groupes d'aliments spécifiques (en même temps que la composante 2 ou étape successive)

12. Le CCCF peut demander au JEFCA d'utiliser les données analytiques disponibles sur les teneurs en contaminant ou en toxine dans les aliments ou les groupes d'aliments identifiés comme contribuant de manière significative à l'exposition d'origine alimentaire, pour établir des courbes de distribution pour les concentrations de contaminants dans des aliments spécifiques. Le CCCF prendra en compte ces informations pour examiner les options de gestion des risques et, le cas échéant, pour proposer les plus faibles niveaux de contaminants ou de toxines qui puissent être obtenus dans les aliments à l'échelle mondiale.

13. Dans l'idéal, le JEFCA devrait utiliser des données unitaires provenant d'échantillons composites ou des données analytiques globales pour établir ces courbes de distribution. Lorsque ces données ne sont pas disponibles, des données globales seront utilisées (par exemple l'écart standard moyen et géométrique). Toutefois, les méthodes utilisées pour établir les courbes de distribution à partir de données globales devront être validées par le JEFCA.

14. En soumettant les courbes de distribution au CCCF, le JEFCA devrait, dans la mesure du possible, donner un aperçu général de l'éventail de contamination des aliments (valeur maximale et valeur aberrante) et de la proportion des aliments ou groupes d'aliments qui contiennent des contaminants ou des toxines à ces concentrations.

²⁷ Arrondi au plus proche 0,1 pour cent.

Section 5. Évaluation de l'incidence des pratiques agricoles et des pratiques de production sur les concentrations de contaminants dans les aliments ou groupes d'aliments (en même temps que la composante 2 ou étape successive)

15. Le CCCF peut demander au JEFCA d'examiner l'incidence potentielle des différentes pratiques agricoles et pratiques de production sur les concentrations de contaminants dans les aliments dans la mesure où des données scientifiques sont disponibles pour étayer ces évaluations. Le CCCF prend ces informations en compte lorsqu'il examine les options de gestion des risques et propose des codes d'usages.

16. Compte tenu de ces informations, le CCCF propose des décisions en matière de gestion des risques. Pour les affiner, le CCCF pourra demander au JEFCA d'entreprendre une deuxième évaluation pour examiner des scénarios d'exposition spécifiques reposant sur les options de gestion des risques proposés. Le JEFCA devra poursuivre l'élaboration de la méthodologie d'évaluation de l'exposition potentielle aux contaminants en fonction des options de gestion des risques proposés.

PRINCIPES D'ANALYSE DES RISQUES APPLIQUÉS PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS

1. Objectif – Champ d'application

1. L'objectif de ce document est de formuler des Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.

2. Parties impliquées

2. Les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* définissent les responsabilités des différentes parties impliquées. La responsabilité de donner des avis en matière de gestion des risques concernant les résidus de médicaments vétérinaires incombe à la Commission du Codex Alimentarius et à son organe subsidiaire, le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF), tandis que la responsabilité de l'évaluation des risques incombe en premier lieu au Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA).

3. Le mandat du CCRVDF en ce qui concerne les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments comporte les responsabilités suivantes :

- (a) déterminer les médicaments vétérinaires prioritaires pour l'examen de résidus dans les aliments;
- (b) recommander des limites maximales de résidus (LMR) de ces médicaments vétérinaires;
- (c) élaborer au besoin des codes d'usages;
- (d) examiner des méthodes d'échantillonnage et d'analyses pour la détermination des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.

4. Le CCRVDF fera des recommandations de gestion des risques à la Commission du Codex Alimentarius en se fondant sur les évaluations de risques faites par le JECFA relativement aux propositions de LMR.

5. La responsabilité première du CCRVDF est de faire des propositions de recommandation de gestion des risques à soumettre pour adoption à la Commission du Codex Alimentarius.

6. La responsabilité première du JECFA est de donner un avis scientifique indépendant, l'évaluation des risques, sur lequel le CCRVDF fonde ses décisions de gestion des risques. Il assiste le CCRVDF en évaluant les données scientifiques disponibles sur les médicaments vétérinaires que le CCRVDF a jugés prioritaires. Le JECFA donne également des avis directement à la FAO, à l'OMS et aux gouvernements membres.

7. Les experts scientifiques du JECFA sont choisis par la FAO et l'OMS d'une manière transparente, selon leur réglementation sur les comités d'experts, basée sur la compétence, l'expertise, l'expérience dans l'évaluation des substances utilisées

comme médicaments vétérinaires, ainsi que l'indépendance par rapport aux intérêts en jeu, en tenant compte quand c'est possible de la représentation géographique.

3. La gestion des risques au sein du CCRVDF

8. La gestion des risques devrait se faire selon une approche structurée comprenant :

- des activités préliminaires de gestion des risques,
- une évaluation des options de gestion des risques, et
- le suivi et le réexamen des décisions qui ont été prises.

9. Les décisions devraient être fondées sur une évaluation des risques et prendre en compte, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes entrant en ligne de compte dans la protection de la santé des consommateurs et dans les pratiques commerciales loyales suivies dans le commerce des produits alimentaires, conformément aux *Critères pour la prise en considération des autres facteurs mentionnés dans la deuxième Déclaration de principes*²⁸.

3.1 Activités préliminaires de gestion des risques

10. Cette première phase de la gestion des risques recouvre;

- L'établissement d'une politique d'appréciation des risques pour effectuer des évaluations de risques;
- L'identification d'un problème de santé publique;
- L'établissement d'un profil de risque préliminaire;
- Le classement du danger ainsi identifié au regard des priorités en matière d'évaluation et de gestion des risques;
- Le mandatement d'une structure chargée de réaliser l'évaluation des risques;
- La prise en compte des résultats de l'évaluation des risques.

3.1.1 Politique d'évaluation des risques pour effectuer une évaluation des risques

11. Les responsabilités du CCRVDF et du JECFA, ainsi que leurs interactions, les principes essentiels et les résultats escomptés des évaluations du JECFA sont énoncés dans la *Politique d'évaluation des risques pour la fixation de LMR dans les aliments*, établie par la Commission du Codex Alimentarius.

3.1.2 Établissement de la liste prioritaire

12. Le CCRVDF identifie, avec l'assistance des Membres, les médicaments vétérinaires susceptibles de poser un problème de santé publique et/ou qui pourraient avoir un effet négatif sur le commerce international. Le CCRVDF établit une liste de substances qui doivent être évaluées en priorité par le JECFA.

²⁸ Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération, Annexe du Manuel de procédure du Codex.

Section IV – L'analyse des risques

13. Pour figurer sur la liste prioritaire des médicaments vétérinaires pour lesquels il faut établir une LMR, un médicament vétérinaire candidat devra répondre à l'un ou à l'ensemble des critères suivants :

- Un membre a proposé le composé aux fins d'évaluation;
- Un membre a développé de bonnes pratiques vétérinaires pour l'utilisation du composé;
- Le composé pourrait poser des problèmes de santé publique et/ou commerciaux au niveau international;
- Il est disponible dans le commerce; et
- Le demandeur s'engage à fournir un dossier.

14. Le CCRVDF tient compte de la protection de la confidentialité des informations, conformément à l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), section 7 : protection des renseignements non divulgués – article 39, et s'efforce d'encourager les sponsors à fournir les données destinées à l'évaluation par le JECFA.

3.1.3 Établissement d'un profil de risque préliminaire

15. Le(s) Membre(s) demande (nt) qu'un médicament vétérinaire soit inclus dans la liste prioritaire. C'est le Membre demandeur ou le sponsor qui fournira les informations disponibles permettant d'évaluer la demande. Un profil de risque préliminaire sera élaboré par le(s) Membre(s) demandeur(s), suivant le Schéma présenté dans l'Annexe.

16. Le CCRVDF examine le profil de risque préliminaire et décide d'inclure ou non le médicament vétérinaire dans la liste prioritaire.

3.1.4 Classement du danger au regard des priorités en matière d'évaluation et de gestion des risques

17. Le CCRVDF établit un Groupe de travail ad hoc, ouvert à tous les Membres et aux observateurs, pour faire des recommandations sur les médicaments vétérinaires à inclure dans (ou à enlever de) la liste prioritaire des médicaments vétérinaires à faire évaluer par le JECFA. Avant de marquer son accord sur la liste prioritaire, le CCRVDF examine ces recommandations en tenant compte de questions en suspens, telles que les doses journalières acceptables (DJA) et/ou les LMR. Dans son rapport, le CCRVDF précisera les raisons de son choix et les critères qu'il a utilisés pour établir l'ordre de priorité.

18. Avant d'élaborer des LMR pour des nouveaux médicaments vétérinaires qui n'auraient pas encore été évalués par le JECFA, un document de projet sera envoyé à la Commission du Codex Alimentarius, accompagné d'une demande d'approbation en tant que nouveau travail, conformément aux *Procédures d'élaboration des normes Codex et textes apparentés*.

3.1.5 Mandatement de l'évaluation des risques

19. Après que la Commission du Codex Alimentarius ait approuvé la liste prioritaire des médicaments vétérinaires en tant que nouveau travail, le CCRVDF la transmet au JECFA, accompagnée du profil de risque qualitatif préliminaire, ainsi que d'une

directive spécifique à propos de la demande d'évaluation des risques du CCRVDF. Les experts du JECFA, de l'OMS et de la FAO procèdent alors à l'évaluation des risques relative à ces médicaments vétérinaires en fonction des dossiers fournis et/ou de toute autre information scientifique disponible.

3.1.6 Prise en compte des résultats de l'évaluation des risques

20. Quand le JECFA a terminé l'évaluation des risques, il prépare un rapport détaillé destiné à être pris en compte à la session suivante du CCRVDF. Ce rapport indiquera clairement les choix qui ont été faits pendant l'évaluation des risques en ce qui concerne les incertitudes scientifiques et le degré de confiance à l'égard des études qui ont été fournies.

21. Lorsqu'il n'y a pas suffisamment de données disponibles, le JECFA peut recommander une LMR temporaire sur la base d'une DJA temporaire basée sur des facteurs de sécurité supplémentaires²⁹. Si le JECFA ne peut pas proposer de DJA et/ou de LMR par manque de données, il devrait mentionner clairement ces lacunes et un calendrier de soumission des données dans son rapport, afin que les Membres appliquent une décision de gestion des risques adaptée à cette situation.

22. Les rapports d'évaluation du JECFA relatifs aux médicaments vétérinaires concernés devraient être disponibles avant la réunion du CCRVDF, en temps utile pour que les Membres aient le temps de les examiner. Si, exceptionnellement, ce n'était pas possible, il faudrait distribuer un rapport provisoire.

23. Le JECFA devrait, si nécessaire, proposer plusieurs options de gestion des risques. Le JECFA devrait donc, dans son rapport, proposer au CCRVDF à des fins d'examen diverses options de gestion des risques. Le rapport, dans sa forme, devrait faire clairement la distinction entre l'évaluation des risques et l'évaluation des options de gestion des risques.

24. Le CCRVDF peut demander au JECFA un complément d'explications.

25. Toutes les raisons, discussions et conclusions (ou leur absence) concernant l'évaluation des risques et invoquées dans les rapports du JECFA devraient être précisées dans un document, et ce pour chaque option passée en revue. Les décisions de gestion des risques prises par le CCRVDF (ou leur absence) devraient aussi être précisées.

3.2 Évaluation des options de gestion des risques

26. Le CCRVDF procédera à une évaluation critique des propositions de LMR du JECFA et pourra prendre en compte d'autres facteurs légitimes et pertinents en matière de protection de la santé et de pratiques commerciales loyales, relevant de l'analyse des risques. Conformément au 2^{ème} principe énoncé, il convient de prendre en compte les critères pour la prise en considération de facteurs supplémentaires. Ces autres facteurs légitimes sont ceux qui ont été convenus lors de la douzième session du CCRVDF³⁰ et des amendements apportés par la suite par ce Comité.

²⁹ Définition de la « limite maximale Codex pour les résidus de médicaments vétérinaires », Manuel de procédure du Codex.

³⁰ ALINORM 01/31 par. 11.

Section IV – L'analyse des risques

27. Le CCRVDF, soit fixe les LMRMV telles qu'elles sont proposées, soit les modifie en tenant compte d'autres facteurs légitimes, soit examine d'autres mesures, soit demande au JECFA de réexaminer l'évaluation des résidus pour le médicament vétérinaire en question.

28. Il faudrait accorder une attention particulière à la disponibilité des méthodes analytiques utilisées pour détecter les résidus.

3.3 Suivi et réexamen des décisions prises

29. Les Membres peuvent demander un réexamen des décisions de la Commission du Codex Alimentarius. Dans ce cas, il faudrait proposer d'inclure les médicaments vétérinaires dans la liste prioritaire. Le réexamen de certaines décisions peut être nécessaire lorsqu'elles provoquent des difficultés dans l'application des *Directives pour la mise en place d'un programme de contrôle réglementaire des résidus de médicaments vétérinaires* (CAC/GL 16-1993).

30. Le CCRVDF pourra demander au JECFA de réexaminer des décisions prises précédemment, y compris les LMR qui ont été fixées, en fonction de nouvelles connaissances scientifiques et d'autres renseignements se rapportant à l'évaluation des risques.

31. La politique d'évaluation des risques pour les LMR sera réexaminée sur base de nouveaux enjeux et de l'expérience au niveau de l'analyse des risques présentés par les médicaments vétérinaires. À cet effet, l'interaction avec le JECFA est essentielle. Le JECFA pourra entreprendre de réexaminer les médicaments vétérinaires pour lesquels ni DJA, ni LMR n'ont été recommandées et qui figuraient à l'ordre du jour de sessions précédentes.

4. Communication sur les risques dans le contexte de la gestion des risques

32. Conformément aux *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius*, le CCRVDF, en collaboration avec le JECFA, fera en sorte que le processus d'analyse des risques soit totalement transparent et commenté par écrit, et que ses résultats soient communiqués aux Membres en temps utile. Le CCRVDF reconnaît que la communication entre les évaluateurs de risques et les gestionnaires de risques est essentielle à la réussite des activités d'analyse des risques.

33. Afin d'assurer la transparence du processus d'évaluation au sein du JECFA, le CCRVDF fera des observations sur les directives liées aux procédures d'évaluation que le JECFA propose ou publie.

ANNEXE

**SCHEMA DES INFORMATIONS NÉCESSAIRES AU PROCESSUS
D'ÉTABLISSEMENT DES PRIORITÉS PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR LES
RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS**

Renseignements d'ordre administratif

1. Membre(s) soumettant la demande d'inscription
2. Noms des médicaments vétérinaires
3. Marques
4. Appellations chimiques
5. Noms et adresses des principaux fabricants

But, champ d'application et raison d'être

6. Identification de la question de sécurité alimentaire (danger dû aux résidus)
7. Conformité aux critères justifiant l'inscription dans la liste prioritaire

Éléments du profil de risque

8. Justification de l'utilisation
9. Pratiques de l'utilisation vétérinaire
10. Produits pour lesquels des LMR Codex sont demandées

Besoin d'évaluation des risques et questions adressées aux évaluateurs de risques

11. Identifier la faisabilité de l'évaluation dans un délai raisonnable
12. Questions spécifiques adressées aux évaluateurs de risques

Renseignements disponibles³¹

13. Pays où le médicament vétérinaire est enregistré
14. LMR nationales/régionales, ou tout autre seuil de tolérance applicable

³¹ Le Membre qui établit un profil de risque préliminaire devrait tenir compte des dernières mises à jour publiées par le JECFA en matière de données requises pour l'évaluation d'un médicament vétérinaire en vue d'établir des DJA/LMR.

Section IV – L'analyse des risques

15. Liste des données disponibles (pharmacologie, toxicologie, métabolisme, déplétion des résidus, méthodologie analytique)

Calendrier

16. Date à laquelle les données pourraient être soumises au JECFA.

POLITIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA FIXATION DE LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS

Rôle du JECFA

1. Le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) est un organe indépendant d'experts scientifiques convoqué conjointement par les directeurs généraux de la FAO et de l'OMS, conformément à la réglementation des deux organismes, et chargé de fournir des conseils à caractère scientifique sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.
2. La présente Annexe concerne les travaux du JECFA dans le cadre du Codex et plus particulièrement les conseils sollicités par le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDV).
 - (a) Le JECFA fournit au CCRVDV des évaluations de risques scientifiquement fondées, menées conformément aux *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* et comportant les quatre étapes de l'évaluation des risques. Le JECFA devrait continuer à utiliser ce processus d'évaluation des risques pour établir des doses journalières admissibles (DJA) et proposer des limites maximales de résidus (LMR).
 - (b) Le JECFA tiendra compte de toutes les données scientifiques disponibles pour établir l'évaluation des risques. Il devrait utiliser un maximum de données quantitatives, ainsi que des informations qualitatives.
 - (c) Le JECFA devra faire part de façon précise des contraintes, incertitudes et hypothèses susceptibles d'influencer l'évaluation des risques.
 - (d) Le JECFA fournira au CCRVDV des informations sur l'applicabilité de l'évaluation des risques, ses conséquences sur la santé publique, les contraintes imposées à la population en général et à des sous-groupes de population en particulier et, dans la mesure du possible, identifiera les risques potentiels auxquels sont exposés des groupes de population spécifiques particulièrement vulnérables (par ex. les enfants).
 - (e) L'évaluation des risques devra reposer sur des scénarios d'exposition réalistes.
 - (f) Lorsqu'un médicament vétérinaire est utilisé à la fois en médecine vétérinaire et comme pesticide, il faudra que le JECFA et la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPP) harmonisent leurs approches.
 - (g) Il faudra fixer des LMR compatibles avec la DJA pour toutes les espèces, sur la base de données relatives à la consommation appropriées. A la demande du CCRVDV, l'élargissement des LMR entre les espèces pourra être envisagé en présence de données pertinentes.

Section IV – L'analyse des risques

Protection des données

3. Étant donné l'importance de la propriété intellectuelle dans le contexte de la soumission de données en vue d'une évaluation scientifique, le JECFA a établi des procédures destinées à protéger la confidentialité de certaines données soumises. Ces procédures permettent au sponsor d'indiquer quelles sont les données qu'il faut considérer comme confidentielles. La procédure inclut un entretien formel avec le sponsor.

Expression des résultats de l'évaluation des risques en termes de LMR

4. Il faut établir des LMR pour divers tissus animaux ciblés (p. ex., muscle, graisse, ou graisse et peau, rein, foie) et pour des denrées alimentaires spécifiques (p. ex., oeufs, lait, miel) provenant des espèces animales ciblées auxquelles un médicament vétérinaire peut être administré conformément aux bonnes pratiques vétérinaires.

5. Cependant, si les quantités de résidus varient fortement selon les différents tissus ciblés, on demande au JECFA d'examiner au moins deux LMR. Dans ce cas, il faut privilégier la fixation de LMR pour les muscles ou la graisse pour permettre le contrôle de la sécurité des carcasses en circulation dans le commerce international.

6. Le JECFA devrait indiquer clairement dans son rapport les cas où les LMR mesurées pour être compatibles avec la DJA peuvent être associées à une longue période de retrait.

PRINCIPES POUR L'ANALYSE DES RISQUES APPLIQUÉS PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Portée

1. Le présent document aborde les applications respectives des principes d'analyse des risques par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) en tant qu'organe chargé de la gestion des risques et la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) en tant qu'organe chargé de l'évaluation des risques et facilite l'application uniforme des Principes de travail pour l'analyse des risques à appliquer dans le cadre du Codex Alimentarius. Le document devrait être lu conjointement avec les Principes de travail pour l'analyse des risques à appliquer dans le cadre du Codex Alimentarius.

Rôle du CCPR et de la JMPE dans l'analyse des risques

Interaction entre le CCPR et la JMPR

2. Dans le traitement des questions liées aux résidus de pesticides dans le Codex, la responsabilité de fournir des avis sur la gestion des risques incombe à la Commission du Codex Alimentarius et au CCPR tandis que la JMPR est responsable de l'évaluation des risques.

3. Le CCPR et la JMPR reconnaissent qu'une communication adéquate entre évaluateurs et gestionnaires des risques est une condition *sine qua non* de la réussite des activités d'analyse des risques.

4. Le CCPR et la JMPR devraient continuer à mettre au point des procédures pour renforcer la communication entre les deux organes.

5. Le CCPR et la JMPR devraient faire en sorte que leurs contributions respectives au processus d'analyse des risques produisent des résultats scientifiquement fondés, complètement transparents, pleinement documentés et disponibles en temps opportun pour les membres³².

6. La JMPR, en consultation avec le CCPR, devrait continuer à définir des exigences minimales en matière de données pour lui permettre d'effectuer des évaluations des risques.

7. Ces exigences devraient notamment être utilisées par le CCPR comme critères fondamentaux, tels que décrits dans l'annexe, pour établir sa liste de priorités pour la JMPR. Le Secrétariat de la JMPR devrait examiner si ces exigences minimales en matière de données ont été satisfaites lors de la préparation de l'ordre du jour provisoire pour les réunions de la JMPR.

Rôle du CCPR

8. Le CCPR est principalement chargé de recommander des propositions de gestion des risques destinées à être adoptées par la Commission.

³² Soumission et évaluation des données sur les résidus de pesticides aux fins de l'estimation de limites maximales de résidus dans les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale; Étude FAO: Production végétale et protection des plantes, 170, 2002, ISBN 92-5-104759-6.

Section IV – L'analyse des risques

9. Le CCPR appuiera ses recommandations à la Commission pour la gestion des risques, comme par exemple des les LMR, sur les évaluations des risques de la JMPR des pesticides respectifs et compte tenu le cas échéant, d'autres facteurs légitimes pertinents pour la protection de la santé des consommateurs et pour la promotion des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.

10. Dans les cas où la JMPR a réalisé une évaluation des risques et où le CCPR ou la Commission décident que des avis scientifiques supplémentaires sont nécessaires, le CCPR ou la Commission peut demander spécifiquement à la JMPR de fournir d'autres directives scientifiques nécessaires à une décision concernant la gestion des risques.

11. Les recommandations du CCPR à la Commission en matière de gestion des risques prendront en compte les incertitudes décrites par la JMPR.

12. Le CCPR devra examiner les limites maximales de résidus (LMR) uniquement en ce qui concerne les pesticides pour lesquels la JMPR a achevé une évaluation complète de la sûreté.

13. Le CCPR devra fonder ses recommandations sur les régimes alimentaires GEMS/Food utilisés pour identifier les modes de consommation à une échelle mondiale pour recommander des LMR dans les aliments. Les régimes alimentaires GEMS/Food sont utilisés pour évaluer le risque d'exposition chronique. Les calculs concernant l'exposition aiguë ne sont pas fondés sur ces régimes alimentaires, mais sur les données disponibles relatives à la consommation fournies par les membres.

14. Lors de l'établissement de ses normes, le CCPR devra préciser clairement lorsqu'il prend en considération d'autres facteurs légitimes en plus de l'évaluation des risques de la JMPR et des concentrations maximales de résidus recommandées et en donner les raisons.

15. Pour établir sa liste des composés destinés à être évalués en priorité par la JMPR, le CCPR devra prendre en compte les aspects suivants:

- le mandat du CCPR;
- le mandat de la JMPR;
- Le Plan stratégique de la Commission du Codex Alimentarius;
- les critères régissant l'établissement des priorités des travaux;
- les critères pour l'inscription des composés sur la liste des priorités;
- les critères pour le choix des denrées alimentaires pour lesquels des LMR ou des LMRE (limites maximales de résidus d'origine étrangère) Codex devraient être établies;
- les critères pour l'évaluation des nouveaux produits chimiques;
- les critères pour l'établissement de la liste des substances à soumettre en priorité à la JMPR pour évaluation;
 - un engagement à fournir les données nécessaires pour l'évaluation en temps voulu.

16. Lorsqu'il soumettra des substances à la JMPR, le CCPR devra fournir des informations de base et préciser clairement les raisons de la demande lorsque les produits chimiques sont désignés pour évaluation.

17. Lorsqu'il soumettra des substances à la JMPR, le CCPR pourra également soumettre diverses options pour la gestion des risques, en vue d'obtenir des orientations de la JMPR sur les risques qui en découlent et les réductions de risque vraisemblablement associées à chaque option.

18. Le CCPR demandera à la JMPR d'étudier les méthodes et les directives envisagées par le CCPR pour évaluer les limites maximales pour les pesticides.

Rôle de la JMPR

19. La Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) comprend le Groupe d'experts FAO des résidus de pesticides dans les produits alimentaires et l'environnement et le Groupe d'experts OMS des résidus de pesticides. Il s'agit d'un organe indépendant d'experts scientifiques, convoqué à la fois par le Directeur général de la FAO et par le Directeur général de l'OMS conformément au règlement des deux organisations, qui a pour tâche de fournir des avis scientifiques sur les résidus de pesticides.

20. Le présent document d'orientation s'applique aux activités de la JMPR dans le cadre du Codex et en particulier aux demandes d'avis émises par le CCPR.

21. La JMPR est principalement responsable de la réalisation des évaluations des risques sur lesquelles le CCPR puis la Commission fondent leurs décisions en matière de gestion des risques. La JMPR propose également des LMR fondées sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) /utilisations homologuées ou dans des cas spécifiques, comme par exemple, des LMRE, sur la base de données de suivi.

22. La JMPR fournit au CCPR des évaluations des risques fondées sur la science qui comprennent les quatre composantes de l'évaluation des risques définies par la Commission et des évaluations de la sécurité sanitaire qui peuvent servir de base pour les discussions concernant la gestion des risques du CCPR. La JMPR devrait continuer d'utiliser son processus d'évaluation des risques pour l'établissement des doses journalières admissibles (DJA) et des doses de référence aiguës le cas échéant.

23. La JMPR devrait communiquer au CCPR toutes les informations qu'elle aura identifiées dans ses évaluations sur l'applicabilité et les contraintes de l'évaluation des risques pour la population générale et pour des sous-groupes particuliers et déterminera, autant que possible, les risques potentiels pour les populations dont la vulnérabilité pourrait être plus grande (par exemple les enfants).

24. La JMPR est chargée d'évaluer l'exposition aux pesticides. La JMPR devrait s'efforcer de fonder son évaluation de l'exposition et donc les évaluations des risques d'origine alimentaire sur des données mondiales, y compris des pays en développement. Outre les données de GEMS/Food, des données de suivi et des études de l'exposition peuvent être utilisées. Les régimes GEMS/Food sont utilisés pour évaluer le risque d'exposition chronique. Les calculs concernant l'exposition aiguë ne sont pas fondés sur ces régimes alimentaires, mais sur les données de consommation du percentile élevé disponibles fournies par les membres.

25. La JMPR devrait indiquer au CCPR les incertitudes (ampleur et origine) dans ses évaluations des risques. En communiquant ces informations, la JMPR devrait fournir au CCPR une description de la méthodologie et des procédures utilisées pour estimer les incertitudes dans son évaluation des risques.

Section IV – L'analyse des risques

26. La JMPR devrait communiquer au CCPR la base de toutes les hypothèses utilisées dans ses évaluations des risques.

ANNEXE: LISTE DES POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES UTILISÉES À CE JOUR PAR LE CCPR

1. Cette partie du document aborde la politique de gestion des risques utilisée par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) lors de l'examen des évaluations des risques, de l'exposition aux pesticides et des propositions relatives aux LMR, qui sont issues de la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR).

ÉTABLISSEMENT DES LMR/LMRE

Procédure pour proposer l'inscription de pesticides sur les listes des priorités du Codex

2. Le CCPR a rédigé un document concernant l'établissement d'une liste de pesticides destinés à être évalués ou réévalués en priorité par la JMPR³³.

3. Avant d'examiner s'il y a lieu d'inscrire un pesticide sur la liste des priorités, ce pesticide doit:

- être un produit commercialisé et disponible;
- ne pas avoir déjà été accepté pour examen.

4. Pour répondre aux critères d'inscription sur la liste des priorités, l'utilisation du pesticide doit: donner lieu à des résidus dans ou sur un produit alimentaire ou un aliment pour animaux faisant l'objet d'échanges internationaux, la présence de ces résidus constituant (ou pouvant constituer) un sujet de préoccupation pour la santé publique, créant (ou étant susceptible de créer) de ce fait des problèmes dans les échanges internationaux.

5. Pour établir la liste des nouveaux produits chimiques destinés à être évalués en priorité par la JMPR, le Comité tiendra compte des critères suivants:

1. la substance chimique présente un risque de toxicité aiguë et/ou chronique moindre pour la santé humaine par rapport à d'autres substances chimiques figurant dans sa Classification (insecticide, fongicide, herbicide);
2. la date à laquelle la substance chimique a été soumise pour évaluation;
3. l'engagement de la part du fabricant du composé à communiquer des données d'appui pour examen, et ce dans des délais précis;
4. La disponibilité d'études et d'évaluations des risques aux niveaux régional ou national et la coordination avec d'autres listes régionales ou nationales;
5. Inscrire, si possible, sur la liste des priorités les nouvelles substances de sorte qu'au moins 50 pour cent des évaluations soient consacrées à ces nouvelles substances.

³³ Critères révisés pour l'établissement de la liste des substances à soumettre en priorité à la JMPR pour évaluation, Manuel de procédure.

Section IV – L'analyse des risques

6. Pour établir la liste des produits chimiques destinés à être réévalués périodiquement en priorité par la JMPR, le Comité tiendra compte des critères suivants:

1. le cas échéant, l'apport et/ou le profil toxicologique indique un certain risque pour la santé publique;
2. les substances chimiques n'ayant pas fait l'objet d'une analyse de toxicité depuis plus de 15 ans et/ou d'un examen approfondi de leurs limites maximales pendant 15 ans;
3. l'année d'inscription du produit sur la liste des substances chimiques proposées pour une réévaluation périodique – Non encore prévue;
4. la date à laquelle les données seront communiquées;
5. le cas échéant, le CCPR a été informé par un gouvernement national que la substance est à l'origine de perturbations au niveau des échanges commerciaux;
6. il existe une substance chimique étroitement apparentée pour laquelle une réévaluation périodique est proposée et qui est susceptible d'être évaluée parallèlement;
7. La disponibilité d'étiquettes provenant de réévaluations nationales récentes.

7. Lorsqu'un produit chimique a été examiné par la JMPR, trois scénarios sont envisageables:

- les données confirment la LMR Codex existante, celle-ci reste en place, ou
- une nouvelle LMR ou l'amendement d'une LMR existante est recommandé. La nouvelle proposition ou la proposition amendée accède à l'étape 3 de la procédure du Codex. La LMR existante reste en place pour une durée maximale de quatre ans, ou
- les données soumises sont insuffisantes pour confirmer ou amender une LMR Codex existante. Le retrait de la LMR Codex est recommandé. Cependant, le fabricant ou des pays peuvent s'engager auprès de la JMPR et du CCPR à fournir les données nécessaires à l'examen dans un délai de quatre ans. La LMR Codex existante est maintenue pour une période maximale de quatre ans, dans l'attente de l'examen des données supplémentaires. Il n'est pas accordé de seconde période de quatre ans.

LMR pour les produits d'origine animale

8. Des études portant sur le métabolisme des animaux d'élevage sont nécessaires chaque fois qu'un pesticide est appliqué directement sur le bétail, sur les installations ou les bâtiments destinés aux animaux ou lorsque des résidus significatifs demeurent sur les récoltes ou les produits utilisés dans les aliments pour animaux, dans les cultures fourragères ou dans les parties des plantes susceptibles d'être utilisées dans les aliments pour animaux. Les résultats des études portant sur l'alimentation des animaux d'élevage et sur les résidus dans les aliments pour

animaux constituent également une source principale d'information pour estimer les quantités maximales de résidus dans les produits d'origine animale.

9. Si aucune étude adéquate n'est disponible, aucune LMR ne sera établie pour les produits d'origine animale. On s'abstiendra de fixer des LMR pour les aliments pour animaux (et les cultures primaires) en l'absence de données sur le transfert chez les animaux. Lorsque l'exposition du bétail aux pesticides par le biais des aliments pour animaux donne lieu à des résidus à la limite de quantification, on établira des LMR à cette limite pour les produits d'origine animale. On fixera des LMR pour toutes les espèces de mammifères dont les aliments sont traités avec des pesticides et pour des espèces spécifiques (par exemple, bovins, ovins) directement traités avec des pesticides.

10. Si les limites maximales de résidus résultant d'un traitement direct de l'animal, recommandées pour les produits d'origine animale (que ces recommandations émanent de la JMPR ou du JECFA) et celles concernant les résidus dans les aliments pour animaux ne concordent pas, la recommandation la plus élevée prévaut.

LMR pour les produits alimentaires transformés ou prêts -à-consommer ou les aliments pour animaux transformés

11. Le CCPR a accepté de ne pas établir de LMR pour les produits alimentaires et les aliments pour animaux transformés, à moins que des LMR plus élevées ne soient nécessaires pour certains produits transformés particuliers.

LMR pour les épices

12. Le CCPR a accepté que les LMR pour les épices soient établies à partir des données de contrôle, conformément aux directives établies par la JMPR.

LMR pour les pesticides liposolubles

13. Si, après examen des facteurs énumérés ci-après, un pesticide est déterminé comme étant liposoluble la définition du résidu indique "les résidus sont liposolubles" :

- si disponible, c'est la répartition du résidu (tel que défini) dans le muscle par rapport à la graisse qui ressort des études de métabolisme et des études d'alimentation du bétail qui détermine la qualification d'un résidu de "liposoluble"
- en l'absence d'information utile sur la distribution des résidus dans le muscle et dans la graisse, les résidus correspondant à $\log Pow > 3$ sont vraisemblablement liposolubles.

14. En ce qui concerne les pesticides liposolubles, deux LMR sont recommandées si les données le permettent: l'une pour le lait entier et l'autre pour les matières grasses du lait. À des fins d'application, il est possible de comparer soit le résidu dans la matière grasse du lait avec la LMR pour les matières grasses du lait ou le résidu dans le lait entier avec la LMR pour le lait.

Établissement des LMR

15. Le CCPR est chargé de l'élaboration des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux. La JMPR utilise le Guide pour le calcul prévisionnel des quantités de résidus de pesticides

Section IV – L'analyse des risques

apportées par l'alimentation, publié par l'OMS (révision, 1997)³⁴. La JMPR recommande des LMR établissant des concentrations médianes de résidus en essais contrôlés (MREC) pour les nouveaux composés et les composés devant subir un examen périodique, dans le but de déterminer les apports alimentaires. Dans les cas où l'apport dépasse la dose journalière admissible (DJA) dans un ou plusieurs des régimes alimentaires régionaux, la JMPR, dans ses recommandations relatives aux LMR, attire l'attention sur cette situation en indiquant le type de données qui pourrait être utile pour affiner davantage l'estimation de l'apport alimentaire.

16. Si la DJA est dépassée dans un ou plusieurs régimes alimentaires régionaux, les LMR ne seront pas avancées à l'étape 8, dans l'attente d'un affinement supplémentaire des apports au niveau international. Si un affinement supplémentaire est impossible, les LMR seront alors retirées jusqu'à ce que les LMR restantes ne suscitent plus d'inquiétudes quant aux apports. Cette procédure sera réexaminée à intervalles réguliers.

17. À l'heure actuelle, la JMPR établit systématiquement des doses de référence aiguës lorsqu'elles sont nécessaires et indique les cas dans lesquels une dose de référence aiguë n'est pas nécessaire. La JMPR de 1999 a calculé pour la première fois des estimations des apports alimentaires à court terme en suivant une approche qui fait appel aux apports à court terme estimatifs nationaux et internationaux (ACTEN et ACTEI). Cette procédure permet d'estimer le risque à court terme pour les sous-groupes de la population concernés, comme les enfants. La JMPR attire l'attention sur les cas où l'ACTEI pour un produit donné dépasse la dose de référence aiguë.

18. Si la dose de référence aiguë est dépassée pour un produit donné, les LMR ne seront pas présentées à l'étape 8, dans l'attente d'un affinement supplémentaire des apports au niveau international.

19. Lorsqu'un projet de LMR a été renvoyé trois fois à l'étape 6, le CCPR doit demander à la JMPR d'examiner les données sur les résidus en fonction d'autres BPA appropriées et de recommander des LMR qui ne causent pas de problème d'ingestion alimentaire si possible.

20. S'il est impossible de procéder à un affinement supplémentaire, il faut alors retirer les LMR. Des méthodologies plus sophistiquées, telles que les approches probabilistes, sont actuellement étudiées.

21. L'estimation des apports alimentaires à court terme nécessite une quantité importante de données relatives à la consommation, qui ne sont que partiellement disponibles. Les gouvernements sont invités à produire des données de consommation pertinentes et à les soumettre à l'OMS.

Utilisation des étapes 5/8 pour l'élaboration des LMR

22. Conditions préalables à l'utilisation de la procédure à l'étape 5/8
- nouvelle LMR diffusée à l'étape 3
 - rapport de la JMPR disponible par voie électronique au début février
 - la JMPR n'a identifié aucun problème d'ingestion

³⁴ Programme de sécurité sanitaire des aliments et d'aide alimentaire, WHO/FSF/FOS/97.7.

23. Procédure aux étapes 5/8(Recommandation visant à omettre les étapes 6 et 7 et à adopter la LMR à l'étape 8)

- si les conditions préalables énumérées ci-dessus sont remplies.
- si une délégation s'oppose à l'avancement d'une LMR donnée, elle doit remplir un formulaire de notification de réserve indiquant en détail le problème ainsi que les données qui seront soumises pour justifier la réserve, de préférence en même temps que les réponses à la lettre circulaire, ou au plus tard, un mois après la session du CCPR.
- si le secrétariat de la JMPR ou le CCPR peuvent traiter le problème à la session suivante du CCPR, et que la position de la JMPR reste inchangée, le CCPR décidera si la LMR doit être avancée à l'étape 5/8.
- si le problème ne peut être abordé à la réunion, la LMR sera avancée à l'étape 5 à la session du CCPR et le problème sera pris en compte par la JMPR le plus rapidement possible mais le reste des LMR devrait être avancé à l'étape 5/8.
- le résultat de l'analyse du problème par la JMPR sera examiné à la session suivante du CCPR. Si la position de la JMPR reste inchangée, le CCPR décidera si la LMR doit être avancée à l'étape 6.

Établissement des LMRE

24. La limite maximale de résidus d'origine étrangère (LMRE) s'applique à un résidu de pesticide ou à un contaminant provenant de sources environnementales (y compris les utilisations agricoles antérieures) autres que l'utilisation du pesticide ou de la substance contaminante directement ou indirectement sur le produit. Il s'agit de la concentration maximale du résidu d'un pesticide que la Commission du Codex Alimentarius recommande d'autoriser ou de reconnaître officiellement comme acceptable dans ou sur un produit alimentaire, un produit agricole ou un aliment pour animaux.

25. Les produits chimiques pour lesquels des LMRE doivent vraisemblablement être fixées persistent dans l'environnement pendant une période relativement longue après l'arrêt de leur utilisation et risquent d'être présents dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux en quantités suffisamment préoccupantes pour justifier un contrôle.

26. Toutes les données de contrôle pertinentes et géographiquement représentatives (y compris les résultats indiquant un résidu nul) sont nécessaires pour établir des estimations raisonnables pour couvrir les échanges internationaux. La JMPR a mis au point un format normalisé pour la notification des données de contrôle des résidus de pesticides³⁵.

27. La JMPR compare la répartition des données en termes de pourcentages probables de violations susceptibles de se produire si une LMRE donnée est proposée au CCPR.

³⁵ Soumission et évaluation des données sur les résidus de pesticides aux fins de l'estimation de limites maximales de résidus dans les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale; Étude FAO, Production végétale et protection des plantes, 170, 2002, ISBN 92-5-104759-6.

Section IV – L'analyse des risques

28. Les résidus diminuant progressivement, le CCPR évalue tous les 5 ans, si possible, les LMRE existantes, d'après les réévaluations de la JMPR.

29. Le CCPR a approuvé globalement, à sa trentième session, les éléments pouvant être inclus dans un ensemble de critères pour l'estimation des LMRE, mais a également décidé de ne pas entreprendre la totalité des travaux d'élaboration des critères.

Procédure d'examen périodique

30. Le Comité a approuvé la Procédure d'examen périodique, qui a été entérinée par la Commission du Codex Alimentarius et jointe à la liste des LMR établie pour chaque session du CCPR. Les LMR Codex confirmées par la JMPR dans le cadre de l'examen périodique seront distribuées pour observations aux membres et aux organisations intéressées.

Suppression des LMR Codex

31. De nouveaux composés sont lancés chaque année. Il s'agit souvent de nouveaux pesticides plus sûrs que les pesticides existants. Les anciens composés ne sont alors plus appuyés ou fabriqués par le fabricant et les LMR Codex existantes peuvent alors être supprimées.

32. Si des informations indiquant qu'un composé n'est plus appuyé sont transmises entre deux sessions du CCPR, celles-ci seront communiquées lors de la première session à venir ($t=0$). Il sera proposé de supprimer les LMR existantes lors de la session suivante ($t=0+1$ an).

33. Il peut arriver que certains composés ne soient plus appuyés par le Codex, mais qu'ils soient toujours appuyés dans certains pays. S'il n'existe pas d'échanges internationaux concernant les produits pour lesquels les composés actifs ont pu être utilisés, le CCPR n'établira pas de LMR.

LMR ET MÉTHODES D'ANALYSE

34. Pour réaliser ses évaluations, la JMPR a besoin de données et d'informations, parmi lesquelles figurent des méthodes d'analyse. Ces méthodes doivent comprendre des méthodes spécialisées, utilisées dans des essais contrôlés, ainsi que des méthodes d'application.

35. Si aucune méthode d'analyse n'est disponible pour l'application des LMR pour un composé particulier, aucune LMR ne sera établie par le CCPR.

CRITÈRES RÉVISÉS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA LISTE DES SUBSTANCES À SOUMETTRE EN PRIORITÉ À LA JMPR POUR ÉVALUATION

1. Critères généraux

1.1 Critères régissant l'inscription d'une substance chimique sur la liste des priorités

Pour qu'un pesticide soit considéré apte pour insertion dans la liste de priorités, celui-ci doit :

- (i) être homologué dans un pays membre;
- (ii) être disponible comme produit commercial;
- (iii) ne pas avoir déjà été accepté pour examen;
- (iv) donner lieu à la formation de résidus dans ou sur un produit destiné à l'alimentation humaine ou animale faisant l'objet d'échanges internationaux, dont la présence suscite (ou pourrait susciter) des craintes pour la santé publique et donc occasionner (ou être susceptible d'occasionner) des problèmes au niveau des échanges internationaux.

1.2 Critères de sélection des produits alimentaires pour lesquels le Codex devrait fixer des LMR ou des LMRE

Le produit pour lequel on demande la fixation par le Codex d'une LMR ou d'une LMRE doit pouvoir faire l'objet d'échanges internationaux. Un rang de priorité plus élevé sera accordé aux produits qui représentent une part importante du régime alimentaire.

Note: *Il est recommandé aux gouvernements de vérifier si le pesticide ne fait pas déjà partie du Système Codex. Une liste de combinaisons pesticide/produit déjà incluses dans le Système Codex ou faisant l'objet d'un examen figure dans un document de travail élaboré et utilisé comme base de discussions à chaque session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides. Veuillez consulter le document relatif à la dernière session, qui vous permettra de savoir si un pesticide donné a déjà été examiné.*

2. Critères pour l'établissement de priorités

2.1 Nouvelles substances chimiques

Lors de l'établissement de priorités relatives aux nouvelles substances chimiques dont l'évaluation est proposée à la JMPR, le Comité doit prendre en compte les critères suivants :

Section IV – L'analyse des risques

- (i) La substance chimique présente un risque de toxicité aiguë et/ou chronique moindre pour la santé humaine par rapport à d'autres substances chimiques figurant dans sa Classification (insecticide, fongicide, herbicide);
- (ii) La date à laquelle la substance chimique a été soumise pour évaluation;
- (iii) L'engagement de la part du fabricant du composé à communiquer des données d'appui pour examen, et ce dans des délais précis;
- (iv) La disponibilité d'études et d'évaluations des risques aux niveaux régional ou national et la coordination avec d'autres listes régionales ou nationales;
- (v) Inscire, si possible, sur la liste des priorités les nouvelles substances de sorte qu'au moins 50 pour cent des évaluations soient consacrées à ces nouvelles substances.

Note: Afin de répondre au critère selon lequel la nouvelle substance chimique proposée est un produit de remplacement "plus sûr" ou "à moindre risque", le pays qui propose la nouvelle substance devra fournir les informations suivantes :

- (i) les noms de la ou des substance(s) chimique(s) que la substance proposée devrait remplacer;
- (ii) une comparaison de la toxicité aiguë et chronique de la substance chimique proposée avec d'autres substances chimiques figurant dans sa Classification (insecticide, fongicide, herbicide);
- (iii) un résumé des calculs de l'exposition aiguë et chronique par le régime alimentaire pour tous les régimes alimentaires pris en compte par le CCPR;
- (iv) autres informations pertinentes à l'appui des nouvelles substances chimiques proposées au titre de produits de remplacement.

2.2 Réévaluation périodique

Lors de l'établissement de priorités relatives à la réévaluation périodique des substances chimiques par la JMPR, le Comité doit prendre en compte les critères suivants:

- (i) Le cas échéant, l'apport et/ou le profil toxicologique indiquent un certain risque pour la santé publique;
- (ii) Les substances chimiques n'ayant pas fait l'objet d'une analyse de toxicité depuis plus de 15 ans et/ou d'un examen approfondi de leurs limites maximales pendant 15 ans;
- (iii) L'année d'inscription du produit sur la liste des substances chimiques proposées pour une réévaluation périodique – Non encore prévue;
- (iv) La date à laquelle les données seront communiquées;

- (v) Le cas échéant, le CCPR a été informé par un gouvernement national que la substance est à l'origine de perturbations au niveau des échanges commerciaux;
- (vi) Il existe une substance chimique étroitement apparentée pour laquelle une réévaluation périodique est proposée et qui est susceptible d'être évaluée parallèlement;
- (vii) La disponibilité d'étiquettes provenant de réévaluations nationales récentes.

2.3 Évaluations

Lors de l'établissement de priorités relatives aux évaluations de la toxicité ou des résidus par la JMPR, le Comité doit prendre en compte les critères ci-après :

- (i) La date de réception de la demande;
- (ii) L'engagement de la part du fabricant du composé à communiquer des données d'appui pour examen, et ce dans des délais précis.
- (iii) Le cas échéant, les données sont soumises dans le cadre de la règle des quatre ans;
- (iv) La nature des données à soumettre et la raison de cette soumission; par exemple, à la demande du CCPR.

Note: Lorsqu'un pesticide a déjà été évalué par la JMPR et que des LMR, LMRE ou TI ont été fixées, de nouvelles évaluations peuvent être entreprises dans un ou plusieurs des cas suivants :

- (i) De nouvelles données toxicologiques sont disponibles pour indiquer un changement sensible dans la DJA ou la dose de référence aiguë.
- (ii) La JMPR peut relever un manque de données dans une réévaluation périodique ou une évaluation de nouvelle substance chimique. Dans ce cas, les gouvernements nationaux ou autres parties intéressées peuvent s'engager à fournir des informations au cosecrétaire concerné de la JMPR, avec copie au CCPR pour examen. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, les données devront être soumises au cosecrétaire concerné de la JMPR.
- (iii) Le CCPR peut placer une substance chimique dans le cadre de la règle des quatre ans. Dans ce cas, le gouvernement ou les industriels devront communiquer leur appui pour les LMR spécifiques, au cosecrétaire FAO de la JMPR. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, toutes les données à l'appui du maintien de la (ou des) LMR devront être soumises au cosecrétaire FAO de la JMPR.

Section IV – L'analyse des risques

- (iv) Un gouvernement membre peut souhaiter élargir l'emploi d'une substance chimique faisant déjà partie du Système Codex, c'est-à-dire obtenir des LMR pour un ou plusieurs nouveaux produits alors qu'il existe déjà des LMR pour d'autres produits. La demande devra être adressée au cosecrétaire FAO de la JMPR et soumise au CCPR pour examen. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, les données devront être soumises au cosecrétaire FAO de la JMPR.
- (v) Un gouvernement membre peut souhaiter examiner une LMR à cause d'un changement dans une BPA. Par exemple, une nouvelle BPA peut nécessiter une LMR plus élevée. Dans ce cas, la demande devra être adressée au cosecrétaire FAO, avec copie au Comité pour examen. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, les données devront être soumises au cosecrétaire FAO de la JMPR.
- (vi) Lorsque le CCPR demande des éclaircissements ou un nouvel examen à propos d'une recommandation de la JMPR, le cosecrétaire approprié inscrira la demande au calendrier de la JMPR suivante.
- (vii) Lorsqu'un pesticide particulier pour lequel il existe des LMR suscite de graves inquiétudes pour la santé publique, les gouvernements membres devront en informer rapidement le cosecrétaire OMS de la JMPR et lui transmettre les données pertinentes.

PRINCIPES D'ANALYSE DES RISQUES NUTRITIONNELS ET DIRECTIVES POUR APPLICATION AUX TRAVAUX DU COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME

1 – GÉNÉRALITÉS

1. Les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* (ci-après "Principes de travail") ont établi des directives générales relatives à l'analyse des risques par le Codex Alimentarius. Ces Principes de travail ont été adoptés en 2003 et publiés dans ce Manuel de procédure.
2. L'objectif des Principes de travail est « de fournir des directives à la Commission du Codex Alimentarius ainsi qu'aux comités et aux consultations mixtes d'experts FAO/OMS de façon que les aspects de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé dans les normes et textes apparentés du Codex soient basés sur l'analyse des risques ». En mentionnant les aspects de la santé en plus de ceux de la sécurité sanitaire des aliments, les objectifs précisent plus clairement que l'analyse des risques doit s'appliquer aux questions nutritionnelles qui sont comprises dans le mandat de la Commission du Codex Alimentarius et de ses organes subsidiaires.
3. Les principes de l'analyse des risques nutritionnels sont établis pour guider la Commission du Codex Alimentarius et ses organes subsidiaires - principalement, mais non exclusivement, le Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) – dans l'application de l'analyse des risques nutritionnels à leurs travaux. Ces conseils peuvent servir aux travaux d'autres Comités puisque le CCNFSDU est également chargé, conformément à son quatrième mandat, à « examiner, amender si nécessaire et approuver les dispositions sur des aspects nutritionnels » des aliments, y compris celles résultant de l'application de l'analyse des risques nutritionnels qui sont élaborées par d'autres organismes subsidiaires du Codex.

2 – INTRODUCTION

4. L'analyse des risques nutritionnels du Codex porte sur les éléments nutritifs³⁶ et les substances apparentées³⁷ et sur les risques pour la santé inhérents aux

³⁶ **Élément nutritif** est défini comme suit dans les *Principes généraux régissant l'adjonction d'éléments nutritifs essentiels dans les aliments* (CAC/GL 09-1987) du Codex: toute substance normalement consommée en tant que constituant d'un aliment:

- (a) qui fournit de l'énergie; ou
- (b) qui est nécessaire à la croissance, au développement et au maintien de la vie en bonne santé; ou
- (c) en l'absence duquel se produisent des altérations biochimiques ou physiologiques caractéristiques.

Élément nutritif essentiel désigne toute substance normalement consommée comme constituant d'un aliment, nécessaire à la croissance, au développement et au maintien de la vie en bonne santé et qui ne peut être synthétisée en quantités suffisantes par l'organisme.

³⁷ **Une substance apparentée** est un constituant d'un aliment (autre qu'un élément nutritif) qui a un effet physiologique favorable.

Section IV – L'analyse des risques

apports inappropriés et/ou excessifs. L'analyse des risques nutritionnels applique la même approche générale que l'analyse classique des risques en matière de sécurité alimentaire, et tient compte des apports excessifs d'éléments nutritifs et de substances apparentées. Néanmoins, contrairement à de nombreux constituants des aliments qui font l'objet d'une analyse classique des risques en matière de sécurité alimentaire, tels que les additifs alimentaires, les résidus de produits chimiques (pesticides et médicaments vétérinaires), les agents pathogènes microbiologiques, les contaminants et les allergènes, les éléments nutritifs et les substances apparentées sont biologiquement essentiels (dans le cas des éléments nutritifs essentiels) ou potentiellement favorables pour la santé pour d'autres raisons. Par conséquent, l'analyse des risques nutritionnels ajoute une nouvelle dimension à l'analyse des risques classique, en étudiant également les risques directement liés aux apports inappropriés.

5. Les Principes de l'analyse des risques nutritionnels et directives pour application aux travaux du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime énoncés dans le présent document (ci-après "Principes de l'analyse des risques nutritionnels") sont subordonnés aux principes de travail et devraient être interprétés conjointement avec ces derniers.
6. Ces principes nutritionnels sont organisés selon la structure à trois volets des principes de travail. Néanmoins, une étape initiale servant à reconnaître formellement la formulation des problèmes a été ajoutée, en tant qu'activité préliminaire cruciale de la gestion des risques.

3 – CHAMP D'APPLICATION

7. L'analyse des risques nutritionnels examine le risque d'effets nocifs pour la santé dus aux apports inappropriés et/ou excessifs d'éléments nutritifs et de substances apparentées, et la diminution prévue des risques grâce aux stratégies de gestion proposées. Dans les situations qui concernent les apports inappropriés, une telle diminution des risques en traitant de l'inadéquation pourrait être désignée comme un bénéfice nutritionnel.
8. Les constituants des aliments les plus intéressants dans l'analyse des risques nutritionnels sont les constituants intrinsèques des aliments et/ou les constituants intentionnellement ajoutés aux aliments, et sont identifiés comme suit:
 - éléments nutritifs qui peuvent réduire le risque d'inadéquation et ceux qui peuvent augmenter le risque d'effets nocifs pour la santé; et/ou
 - substances apparentées qui peuvent augmenter le risque d'effets nocifs pour la santé en cas de consommation excessive et qui peuvent également réduire le risque d'autres effets nocifs pour la santé en cas d'apport réduit.
9. Lorsque les effets favorables des éléments nutritifs ou substances apparentées intéressants sont évalués, il convient de se demander si la matrice alimentaire peut augmenter le risque d'effets nocifs pour la santé.
10. Le cas échéant, l'application d'une évaluation quantitative des risques nutritionnels peut guider la prise de décision en ce qui concerne les dispositions

relatives à la composition quantitative des éléments nutritifs et des substances apparentées dans certains textes du Codex.

11. L'évaluation des risques nutritionnels doit être aussi quantitative que possible, bien qu'une approche basée sur les risques qualitatifs appliquant les principes de l'analyse des risques nutritionnels puisse permettre d'aider à élaborer les textes du Codex, par exemple dans les situations suivantes:
- formulation de principes généraux relatifs à la composition nutritionnelle (comme les principes concernant l'ajout d'éléments nutritifs aux aliments);
 - formulation de principes généraux pour l'évaluation ou la gestion des risques liés aux aliments pour lesquels une allégation relative à la nutrition ou à la santé a été demandée;
 - gestion des risques en ajoutant des conseils sur les étiquettes, en rapport avec la consommation d'aliments présentant une certaine³⁸ composition nutritive, y compris d'aliments diététiques ou de régime; et
 - conseils concernant l'analyse comparative des risques (par exemple le risque associé à un apport considérablement réduit ou nul d'un aliment nutritif de première nécessité en raison d'un risque diététique tel qu'un contaminant présent dans cet aliment.

4 – DÉFINITIONS

12. Les Définitions des termes relatifs à l'innocuité des aliments utilisés en analyse des risques de ce Manuel de procédure fournissent des définitions génériques appropriées des termes analyse des risques, évaluation des risques, gestion des risques, communication sur les risques et politique d'évaluation des risques. Lorsqu'ils sont appliqués dans le contexte d'une analyse des risques nutritionnels, ces termes relatifs aux analyses des risques de haut niveau doivent être suivis de l'adjectif « nutritionnel » et leurs définitions existantes doivent être convenablement adaptées en remplaçant les définitions et termes existants pertinents par ceux énumérés ci-dessous.
13. Néanmoins, d'autres Définitions des termes relatifs à l'innocuité des aliments utilisés en analyse des risques ont été modifiées afin de préciser qu'un apport inapproprié constitue un facteur de risque nutritionnel. Certains nouveaux termes ont également été définis pour plus de clarté. Voici les définitions subsidiaires modifiées ou nouvellement élaborées:

Risque nutritionnel – Fonction de la probabilité d'un effet nocif pour la santé dû à l'apport inapproprié ou excessif d'éléments nutritifs et de substances apparentées et de la gravité de cet effet du fait d'un ou de danger(s) associé(s) aux éléments nutritifs dans un aliment.

Effet nocif pour la santé³⁹ – Changement dans la morphologie, la physiologie, la croissance, l'évolution, la reproduction ou la durée de vie d'un

³⁸ Aux fins de ces Principes nutritionnels, le terme descriptif « composition nutritionnelle » se réfère à un ou plusieurs éléments nutritifs et/ou substances apparentées, selon le cas.

³⁹ *A Model for Establishing Upper Levels of Intake for Nutrients and Related Substances*. Rapport de l'Atelier technique mixte FAO/OMS 2005, OMS, 2006.

organisme, d'un système, ou d'une (sous-)population qui se traduit par une altération d'une capacité fonctionnelle ou d'une capacité à compenser un stress supplémentaire ou par une augmentation de la sensibilité aux effets néfastes d'autres influences environnementales.

Danger associé à un élément nutritif³⁸ – Propriété inhérente d'un nutriment ou d'une substance apparentée présent dans un aliment de causer un effet nocif pour la santé en raison d'un apport inapproprié ou excessif.

Identification d'un danger associé à un élément nutritif – Identification d'un danger associé à un élément nutritif dans un aliment ou un groupe d'aliments donné.

Caractérisation d'un danger associé à un élément nutritif – Évaluation qualitative et/ou quantitative de la nature des effets nocifs pour la santé afférents à un danger associé à un élément nutritif.

Évaluation de la relation dose-réponse – Détermination de la relation entre le degré d'apport (ou d'exposition à) (à savoir une dose) d'un élément nutritif ou d'une substance apparentée et la gravité et/ou la fréquence des effets nocifs qui en résultent pour la santé (ou réponse).

Niveau maximal d'apport³⁹ – Niveau maximal d'apport habituel à partir de toutes les sources d'un élément nutritif ou d'une substance apparentée, qui est censé ne pas engendrer d'effets nocifs pour la santé chez les êtres humains.

Apport le plus élevé observé³⁹ – Niveau d'apport le plus élevé observé ou administré, selon une ou plusieurs études de qualité acceptable. Il suppose en outre l'absence de tout effet nocif pour la santé.

Évaluation de l'apport (exposition) – Évaluation qualitative et/ou quantitative de l'apport probable d'un élément nutritif ou d'une substance apparentée par le biais des aliments, ainsi que de l'apport à partir d'autres sources pertinentes, comme les compléments alimentaires.

Caractérisation d'un risque associé à un élément nutritif – Estimation qualitative et/ou quantitative, compte tenu des incertitudes inhérentes à l'évaluation, de la probabilité de la fréquence et de la gravité des effets nocifs pour la santé connus ou potentiels susceptibles de se produire dans une population donnée, sur la base de l'identification des dangers associés à un élément nutritif, de la caractérisation des dangers associés à un élément nutritif et de l'évaluation de l'apport.

Biodisponibilité⁴⁰ – Proportion d'élément nutritif ou de substance apparentée ingérée et utilisée par les voies métaboliques normales. La biodisponibilité est influencée par des facteurs nutritionnels, tels que la forme chimique, les interactions avec les autres éléments nutritifs et composants alimentaires et la transformation/préparation des aliments, et par des facteurs systémiques et intestinaux propres au consommateur.

⁴⁰ Gibson R.S. The role of diet- and host-related factors in nutrient bioavailability and thus in nutrient-based dietary requirement estimates. Food and Nutrition Bulletin 2007;28(suppl.):S77-100.

Mécanisme homéostatique³⁹ – Mécanisme induit par un système de contrôles activés par un retour négatif permettant de maintenir les fonctions normales du corps en présence d'un environnement nutritionnel variable.

5 – PRINCIPES DE L'ANALYSE DES RISQUES NUTRITIONNELS

14. Une analyse des risques nutritionnels comprend trois volets: l'évaluation des risques, la gestion des risques et la communication sur les risques. Un accent particulier est mis sur une étape initiale de formulation des problèmes, qui constitue une activité préliminaire essentielle de la gestion des risques.

ACTIVITÉS PRÉLIMINAIRES DE LA GESTION DES RISQUES NUTRITIONNELS

15. Les activités préliminaires de la gestion des risques nutritionnels devraient tenir compte des sections particulières des Principes de travail intitulées Aspects généraux de l'analyse des risques et Politique d'évaluation des risques.

Formulation des problèmes nutritionnels³⁹

16. La formulation des problèmes nutritionnels est nécessaire pour identifier le but d'une évaluation des risques nutritionnels et constitue un composant essentiel des activités préliminaires de la gestion des risques nutritionnels car elle prévoit les interactions entre les responsables de la gestion des risques et les responsables de l'évaluation des risques, afin d'assurer une compréhension commune des problèmes et de l'objectif de l'évaluation des risques.
17. De telles considérations devraient entre autres viser à déterminer si une évaluation des risques nutritionnels est nécessaire et, si tel était le cas:
 - le niveau de priorité qu'il convient de lui accorder;
 - quels devraient être les instigateurs et les acteurs de l'évaluation des risques nutritionnels, de la gestion des risques nutritionnels et des processus de communication sur les risques nutritionnels;
 - la nécessité d'élaborer une politique d'évaluation des risques nutritionnels;
 - de quelle manière l'évaluation des risques nutritionnels doit fournir les informations nécessaires pour faciliter la décision en matière de gestion des risques nutritionnels;
 - si des données sont disponibles pour engager une évaluation des risques nutritionnels;
 - le niveau des ressources disponibles; et
 - le calendrier de réalisation de l'évaluation.
18. Les informations spécifiques à collecter pour la formulation des problèmes nutritionnels peuvent inclure:
 - un inventaire détaillé des connaissances antérieures;
 - l'identification des (sous-)populations à cibler pour l'évaluation des risques, des zones géographiques ou des caractéristiques des consommateurs qui devront être couverts;

Section IV – L'analyse des risques

- la ou les source(s) d'apport pertinentes; et
- les critères sanitaires à prendre en compte.

ÉVALUATION DES RISQUES NUTRITIONNELS

19. La section consacrée à l'évaluation des risques des *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* s'applique de manière générale à l'évaluation des risques nutritionnels. Les principes de l'évaluation des risques nutritionnels supplémentaires à prendre en compte dans le cadre du Codex sont identifiés ci-dessous.

Identification d'un danger associé à un élément nutritif et caractérisation des dangers

20. Ces deux étapes sont souvent pertinentes à un niveau mondial car elles se basent sur les documents scientifiques et médicaux disponibles, qui regroupent des données provenant de différents groupes de la population. Néanmoins, cette pertinence globale pour la caractérisation des dangers n'exclut pas la possibilité d'un danger spécifique pour une (sous-)population.
21. L'évaluation des risques nutritionnels devrait tenir compte du ou des danger(s) associé(s) posé(s) par les apports tant inappropriés qu'excessifs. Cette approche devrait inclure l'analyse du ou des danger(s) lié(s) aux apports excessifs en éléments nutritifs afférents causant une hausse des risques dans le(s) support(s) alimentaire(s) étudié(s).
22. L'identification et la caractérisation des dangers associés à un élément nutritif devraient reconnaître les différences actuelles en termes de méthodologie constatées dans l'évaluation des risques nutritionnels liés à des apports inappropriés ou excessifs ainsi que les progrès scientifiques constatés dans ces méthodologies.
23. La caractérisation des dangers associés à un élément nutritif devrait tenir compte des mécanismes homéostatiques pour les éléments nutritifs essentiels et des limitations en ce qui concerne la capacité d'adaptations homéostatiques. Elle pourrait également prendre la biodisponibilité en compte, ainsi que les facteurs affectant la biodisponibilité des éléments nutritifs et des substances apparentées, comme les diverses formes chimiques.
24. Les normes de référence des éléments nutritifs qui pourraient être utilisées pour caractériser le ou les danger(s) associé(s) aux éléments nutritifs en matière d'adéquation incluent des mesures des besoins moyens. Certaines normes de référence des éléments nutritifs applicables à l'échelle mondiale ont été publiées par la FAO/OMS. Les normes de référence des éléments nutritifs officielles à l'échelle régionale et nationale sont également disponibles et ont été mises à jour régulièrement afin de refléter les avancées scientifiques. Ces dernières sont plus susceptibles de porter sur les éléments nutritifs que sur les substances apparentées.
25. Les normes de référence des éléments nutritifs qui peuvent être utilisées pour caractériser le ou les danger(s) associé(s) aux éléments nutritifs dû(s) aux apports excessifs incluent les niveaux d'apport maximal. Certaines normes de référence sur les apports maximaux applicables à l'échelle mondiale ont été

publiées par la FAO/OMS. En outre, l'établissement au niveau international des niveaux d'apport maximal et de l'apport le plus élevé observé sur la base des recommandations³⁹ devrait être envisagé à l'avenir. Des normes de référence des éléments nutritifs, régulièrement mises à jour, sont mises à disposition par les autorités régionales et nationales. Pour certaines substances apparentées, de telles normes développées à partir d'une révision systématique des preuves sont disponibles uniquement dans la documentation scientifique évaluée par des pairs.

26. L'évaluation des apports inappropriés et excessifs d'éléments nutritifs et substances apparentées spécifiques devrait tenir compte de la disponibilité de toutes ces sources de référence à fondement scientifique, comme il convient. Si de telles normes de référence pour les éléments nutritifs et les substances apparentées sont appliquées dans l'évaluation des risques nutritionnels, les bases de leur calcul devraient être décrites de manière explicite.

Évaluation de l'apport d'un élément nutritif et caractérisation des risques

27. Ces deux étapes sont généralement spécifiques à la ou aux (sous-population(s)) étudiées pour l'évaluation des risques. Les populations pertinentes pour le Codex sont les populations au sens large dans les pays membres du Codex ou des groupes de sous-population particuliers dans ces pays, définis sur la base de paramètres physiologiques tels que l'âge ou l'état de santé.
28. L'évaluation de l'apport d'un élément nutritif et la caractérisation des risques devraient être appliquées dans le contexte de l'alimentation totale. Lorsque c'est possible, elles devraient impliquer l'évaluation de la répartition des doses journalières totales pour la ou les population(s) cible(s). Cette approche reconnaît que les risques associés aux éléments nutritifs sont souvent liés à l'apport total provenant de sources alimentaires multiples, dont des aliments enrichis, des compléments alimentaires⁴¹ et, dans le cas de certains minéraux, de l'eau. Elle peut également prendre en compte la biodiversité et la stabilité des éléments nutritifs et des substances apparentées dans les aliments consommés.

GESTION DES RISQUES NUTRITIONNELS

29. La section consacrée à l'évaluation des risques des Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius s'appliquent de manière générale à la gestion des risques nutritionnels. Les principes de la gestion des risques nutritionnels supplémentaires à prendre en compte dans le cadre du Codex sont identifiés ci-dessous.

⁴¹ Les *Directives concernant les compléments alimentaires et vitamines et sels minéraux* (CAC/GL 55 – 2005) du Codex définissent les compléments alimentaires comme des sources concentrées de ces éléments nutritifs ou substances apparentées, seuls ou en combinaison, commercialisées sous forme de gélules, comprimés, poudres, solutions, etc., qui sont censés être ingérés en petites quantités unitaires mesurées, mais pas sous la forme des produits alimentaires habituels, et dont l'objectif est de suppléer la carence du régime alimentaire habituel

Section IV – L'analyse des risques

30. La gestion des risques nutritionnels peut être effectuée par des mesures quantitatives ou des directives qualitatives énoncées dans les textes du Codex. Une telle gestion des risques pourrait comporter des décisions quant à la composition des éléments nutritifs, la prise en compte de l'adéquation des aliments contenant des éléments nutritifs causant une augmentation des risques à certaines fins ou pour certaines (sous-)populations, des consignes d'étiquetage destinées à réduire les risques nutritionnels pour la santé publique, ainsi que la formulation de principes généraux pertinents.
31. Les décisions en matière de gestion des risques nutritionnels devraient tenir compte de leur impact sur les modes de consommation alimentaire et le comportement des consommateurs. Ces informations doivent être étayées par des recherches pertinentes.
32. La politique d'évaluation des risques nutritionnels devrait être articulée comme il convient pour le responsable de l'évaluation des risques sélectionné, avant que ce dernier ne conduise l'évaluation de ces risques.

COMMUNICATION SUR LES RISQUES NUTRITIONNELS

33. La section consacrée à la communication sur les risques des Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius s'appliquent de manière générale à la communication sur les risques nutritionnels.

6 - SÉLECTION DU RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION DES RISQUES PAR LE CCNFSU

34. Étant donné que la FAO et l'OMS jouent un rôle essentiel en fournissant des avis scientifiques à la Commission du Codex Alimentarius et à ses organes subsidiaires, elles sont reconnues comme les premières sources d'avis pour le Codex Alimentarius en ce qui concerne l'évaluation des risques nutritionnels. Cela n'exclut cependant pas l'examen éventuel de recommandations provenant d'autres organes d'experts reconnus à l'échelle internationale, comme la Commission l'a approuvé.
35. Toutes les demandes d'avis pour l'évaluation des risques devraient être accompagnées du cadre de référence et, le cas échéant, de la politique d'évaluation des risques afin d'orienter le responsable de l'évaluation. Ces paramètres devraient être établis par le CCNFSU.

SECTION V

HISTOIRE DES SESSIONS ET STRUCTURE INTERGOUVERNMENTALE DU CODEX

- Tableau des comités et références des documents
- Mandat des comités et date et lieu des sessions.

VUE D'ENSEMBLE

La Commission du Codex et le Comité Exécutif			
Acronyme	Nom	Code	Document de référence
CAC	Commission du Codex Alimentarius	CX-701	Jusqu'à la 32ème session: ALINORM À partir de la 33ème session: CX/CAC
CCEXEC	Executive Committee	CX-702	CX/EXEC

Comités s'occupant de questions générales				
Acronyme	Comité du Codex sur	Code	Document de référence	Pays hôte
CCCF	les contaminants présents dans les aliments	CX-735	CX/CF	Pays Bas
CCFA	les additifs alimentaires et les contaminants	CX-711	CX/FA	Chine
CCFH	l'hygiène alimentaire	CX-712	CX/FH	États-Unis
CCFICS	les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	CX-733	CX/FICS	Australie
CCFL	l'étiquetage des denrées alimentaires	CX-714	CX/FL	Canada
CCGP	les principes généraux	CX-716	CX/GP	France
CCMAS	les méthodes d'analyse et d'échantillonnage	CX-715	CX/MAS	Hongrie
CCNFSDU	la nutrition et les aliments diététiques ou de régime	CX-720	CX/NFSDU	Allemagne
CCPR	les résidus de pesticides	CX-718	CX/PR	Chine
CCRVDF	les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	CX-730	CX/RVDF	États-Unis

Comités s'occupant de produits (actifs)				
Acronyme	Comité du Codex sur	Code	Document de référence	Pays hôte
CCFO	les graisses et huiles	CX-709	CX/FO	Malaisie
CCFFP	les poissons et les produits de la pêche	CX-722	CX/FFP	Norvège
CCFFV	les fruits et légumes frais	CX-731	CX/FFV	Mexique
CCMMP	le lait et les produits laitiers	CX-703	CX/MMP	Nouvelle-Zélande
CCPFV	les fruits et légumes traités	CX-713	CX/PFV	États-Unis

Comités s'occupant de produits (ajournés <i>sine die</i>)				
Acronyme	Comité du Codex sur	Code	Document de référence	Pays hôte
CCCPC	les produits cacaoés et le chocolat	CX-708	CX/CPC	Suisse
CCCPL	les céréales, les légumes secs et les légumineuses	CX-729	CX/CPL	États-Unis
CCMH	l'hygiène de la viande	CX-723	CX/MH	Nouvelle-Zélande
CCNMW	les eaux minérales naturelles	CX-719	CX/NMW	Suisse
CCS	les sucres	CX-710	CX/S	Royaume-Uni
CCVP	les protéines végétales	CX-728	CX/VP	Canada

Comités s'occupant de produits (abolis)			
Acronyme	Comité du Codex sur	Code	Document de référence
CCIE	les glaces de consommation	CX-724	CX/IE
CCM	la viande	CX-717	CX/M
CCPMPP	les produits carnés traités à base de viande et de chair de volaille	CX-721	CX/PMPP
CCSB	les potages et bouillons	CX-726	CX/SB

Section V: Structure et sessions

Groupes intergouvernementaux spéciaux (actifs)				
Acronyme	Groupes intergouvernementaux spéciaux sur	Code	Document de référence	Pays hôte
TFAMR	la résistance aux antimicrobiens	CX-804	CX/AMR	République de Corée

Groupes intergouvernementaux spéciaux (dissous)				
TFAF	l'alimentation animale	CX-803	CX/AF	Danemark
TFFBT	les aliments dérivés des biotechnologies	CX-802	CX/FBT	Japon
TFFJ	les jus de fruits et légumes	CX-801	CX/FJ	Brésil
TFPHQFF	la transformation et la manipulation des aliments surgelés	CX-805	CX/PHQFF	Thaïlande

Comités FAO/OMS de coordination				
Acronyme	Comités FAO/OMS de coordination pour	Code	Document de référence	Coordinateur actuel
CCAFRICA	l'Afrique	CX-707	CX/AFRICA	Ghana
CCASIA	l'Asie	CX-727	CX/ASIA	Indonésie
CCEURO	l'Europe	CX-706	CX/EURO	Pologne
CCLAC	l'Amérique latine et les Caraïbes	CX-725	CX/LAC	Mexique
CCNEA	le Proche-Orient	CX-734	CX/NEA	Tunisie
CCNASWP	l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest	CX-732	CX/NASWP	Tonga

Comité établi en vertu de l'Article XI.1(a) (renommé et ré-établi)			
Acronyme	Nom	Code	Document de référence
CGECPMMP	Réunion mixte Codex/COI sur la normalisation des olives de table	CX-703	CX/CPMMP

Réunions mixtes avec d'autres Organisations (abolis)			
Acronyme	Nom	Code	Document de référence
CXTO	Réunion mixte Codex/COI sur la normalisation des olives de table		CX/TO
GEFJ	Groupe Mixte CEE/Codex Alimentarius d'Experts de la Normalisation des jus de fruit	CX-704	CX/FJ
GEQFF	Groupe Mixte CEE/Codex Alimentarius d'Experts de la Normalisation des Denrées surgelées	CX-705	CX/QFF

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET COMITÉ EXÉCUTIF

CAC	Commission du Codex Alimentarius			
Sessions	1	Rome	25 Juin - 3 Juillet	1963
	2	Genève	28 Septembre - 7 Octobre	1964
	3	Rome	19-28 Octobre	1965
	4	Rome	7-14 Novembre	1966
	5	Rome	20 Février – 1er Mars	1968
	6	Genève	4-14 Mars	1969
	7	Rome	7-17 Avril	1970
	8	Genève	30 Juin - 9 Juillet	1971
	9	Rome	6-17 Novembre	1972
	10	Rome	1er-11 Juillet	1974
	11	Rome	29 Mars - 9 Avril	1976
	12	Rome	17-28 Avril	1978
	13	Rome	3-14 Décembre	1979
	14	Genève	29 Juin - 10 Juillet	1981
	15	Rome	4-15 Juillet	1983
	16	Genève	1er-12 Juillet	1985
	17	Rome	29 Juin - 10 Juillet	1987
	18	Genève	3-12 Juillet	1989
	19	Rome	1er-10 Juillet	1991
	20	Genève	28 Juin - 7 Juillet	1993
	21	Rome	3-8 Juillet	1995
	22	Genève	23-28 Juin	1997
	23	Rome	28 Juin - 3 Juillet	1999
	24	Genève	2-7 Juillet	2001
	25	Genève	13-15 Février	2003 ^{extraordinaire}
	26	Rome	30 Juin – 7 Juillet	2003
	27	Genève	28 Juin - 3 Juillet	2004
	28	Rome	4-9 Juillet	2005
	29	Genève	3-7 Juillet	2006
	30	Rome	2-7 Juillet	2007
	31	Genève	30 Juin – 4 Juillet	2008
	32	Rome	29 Juin - 4 Juillet	2009

CCEXEC	Comité Exécutif de la Commission du Codex Alimentarius			
Sessions	1	Rome	3 Juillet	1963
	2	Washington D.C.	25-26 Mai	1964
	3	Genève	25-26 Septembre	1964
	4	Genève	7 Octobre	1964
	5	Rome	3-4 Juin	1965
	6	Rome	18 Octobre	1965
	7	Rome	28 Octobre	1965
	8	Rome	14-16 Juin	1966
	9	Rome	4 Novembre	1966
	10	Rome	16-18 Mai	1967
	11	Rome	19 Février	1968
	12	Rome	5-7 Juin	1968
	13	Genève	3 Mars	1969
	14	Rome	17-19 Septembre	1969

Section V: Structure et sessions

CCEXEC (suite)	15	Rome	3 Avril	1970
	16	Genève	9-11 Février	1971
	17	Genève	25 Juin	1971
	18	Rome	15-18 Mai	1972
	19	Genève	3-5 Juillet	1973
	20	Rome	28 Juin	1974
	21	Genève	17-19 Juin	1975
	22	Rome	23-24 Mars	1976
	23	Genève	12-15 Juillet	1977
	24	Rome	13-14 Avril	1978
	25	Genève	10-13 Juillet	1979
	26	Rome	26-27 Novembre	1979
	27	Genève	13-17 Octobre	1980
	28	Genève	25-26 Juin	1981
	29	Genève	12-16 Juillet	1982
	30	Rome	30 Juin – 1er Juillet	1983
	31	Genève	25-29 Juin	1984
	32	Genève	27-28 Juin	1985
	33	Rome	30 Juin – 4 Juillet	1986
	34	Rome	25-26 Juin	1987
	35	Genève	4-8 Juillet	1988
	36	Genève	29-30 Juin	1989
	37	Rome	3-6 Juillet	1990
	38	Rome	27-28 Juin	1991
	39	Genève	30 Juin – 3 Juillet	1992
	40	Genève	24-25 Juin	1993
	41	Rome	28-30 Juin	1994
	42	Rome	28-30 Juin	1995
	43	Genève	4-7 Juin	1996
	44	Genève	19-20 Juin	1997
	45	Rome	3-5 Juin	1998
	46	Rome	24-25 Juin	1999
	47	Genève	28-30 Juin	2000
	48	Genève	28-29 Juin	2001
	49	Genève	26-27 Septembre	2001extraordinaire
	50	Rome	26-28 Juin	2002
	51	Genève	10-11 Février	2003extraordinaire
	52	Rome	26-27 Juin	2003
	53	Genève	4-6 Février	2004
	54	Genève	24-26 Juin	2004
	55	Rome	9-11 Février	2005
	56	Rome	30 Juin – 2 Juillet	2005
	57	Genève	6-9 Décembre	2005
	58	Genève	28 Juin – 1er Juillet	2006
	59	Rome	26-29 Juin	2007
	60	Rome	4-7 Décembre	2008
	61	Genève	24-27 Juin	2008
	62	Rome	23-26 Juin	2009

COMITÉS S'OCCUPANT DE QUESTIONS GÉNÉRALES

CCCCF	Comité du Codex sur les contaminants présents dans les aliments		
Pays hôte:	Pays Bas		
Mandat	<p>(a) confirmer ou établir des limites maximales autorisées et, le cas échéant réviser les limites indicatives existantes, pour les contaminants et les substances toxiques naturellement présentes dans l'alimentation humaine et animale ;</p> <p>(b) établir des listes prioritaires de contaminants et de substances toxiques présentes naturellement aux fins de l'évaluation des risques par le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires;</p> <p>(c) examiner et élaborer des méthodes d'analyse et d'échantillonnage servant au dosage des contaminants et des substances toxiques naturellement présents dans l'alimentation humaine et animale;</p> <p>(d) examiner et élaborer des normes ou codes d'usages dans des domaines apparentés; et</p> <p>(e) examiner toute autre question relative aux contaminants et aux substances toxiques présentes naturellement dans l'alimentation humaine et animale que lui confie la Commission.</p>		
Sessions	1	Beijing, Chine	16-20 Avril 2007
	2	La Haye	31 Mars – 4 Avril 2008
	3	Rotterdam	23-27 Mars 2009

CCFA	Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants		
Pays hôte	Chine depuis la 39ème session Pays Bas de la 1ère à la 38ème session		
Mandat	<p>(a) établir ou confirmer ou établir des limites maximales acceptables pour les additifs alimentaires individuels;</p> <p>(b) établir des listes prioritaires d'additifs alimentaires aux fins de l'évaluation des risques par le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires;</p> <p>(c) assigner des classes fonctionnelles aux différents additifs alimentaires;</p> <p>(d) recommander des normes d'identité et de pureté pour divers additifs alimentaires en vue de leur adoption par la Commission;</p> <p>(e) examiner des méthodes d'analyse servant au dosage des additifs alimentaires dans les aliments; et</p> <p>(f) examiner et élaborer des normes ou codes dans des domaines apparentés tels que l'étiquetage des additifs alimentaires vendus en tant que tels.</p>		

Section V: Structure et sessions

Notes	Renommé Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants par la Commission à sa dix-septième session (1987); renommée à nouveau Comité du Codex sur les additifs alimentaires par la Commission, à sa vingt-neuvième session (2006), en raison de la création d'un Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CX-735).			
Sessions	1	La Haye	19-22 Mai	1964
	2	La Haye	10-14 Mai	1965
	3	La Haye	9-13 Mai	1966
	4	La Haye	11-15 Septembre	1967
	5	Arnhem	18-22 Mars	1968
	6	Arnhem	15-22 Octobre	1969
	7	La Haye	12-16 Octobre	1970
	8	Wageningen	29 Mai – 2 Juin	1972
	9	Wageningen	10-14 Décembre	1973
	10	La Haye	2-7 Juin	1975
	11	La Haye	31 Mai – 6 Juin	1977
	12	La Haye	10-16 Octobre	1978
	13	La Haye	11-17 Septembre	1979
	14	La Haye	25 Novembre – 1er Décembre	1980
	15	La Haye	16-22 Mars	1982
	16	La Haye	22-28 Mars	1983
	17	La Haye	10-16 Avril	1984
	18	La Haye	5-11 Novembre	1985
	19	La Haye	17-23 Mars	1987
	20	La Haye	7-12 Mars	1988
	21	La Haye	13-18 Mars	1989
	22	La Haye	19-24 Mars	1990
	23	La Haye	4-9 Mars	1991
	24	La Haye	23-28 Mars	1992
	25	La Haye	22-26 Mars	1993
	26	La Haye	7-11 Mars	1994
	27	La Haye	20-24 Mars	1995
	28	Manila, Philippines	18-22 Mars	1996
	29	La Haye	17-21 Mars	1997
	30	La Haye	9-13 Mars	1998
	31	La Haye	22-26 Mars	1999
	32	Beijing, Chine	20-24 Mars	2000
	33	La Haye	12-16 Mars	2001
	34	Rotterdam	11-15 Mars	2002
	35	Arusha, Tanzanie	17-21 Mars	2003
	36	Rotterdam	22-26 Mars	2004
	37	La Haye	25-29 Avril	2005
	38	La Haye	24-28 Avril	2006
	39	Beijing, Chine	24-28 Avril	2007
	40	Beijing, Chine	21-25 Avril	2008
	41	Shanghai, Chine	16-20 Mars	2009
CCFA (suite)				

Section V: Structure et sessions

CCFH	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire		
Pays hôte	États-Unis		
Mandat	<p>(a) Élaborer des spécifications fondamentales d'hygiène alimentaire applicables à tous les aliments;</p> <p>(b) examiner, amender le cas échéant et confirmer les spécifications d'hygiène préparées par des comités du Codex s'occupant de produits et contenues dans des normes Codex visant des produits; et,</p> <p>(c) examiner, amender le cas échéant et confirmer les spécifications d'hygiène préparées par des comités du Codex s'occupant de produits et contenues dans des codes d'usages du Codex, sauf cas particuliers pour lesquels la Commission en a décidé autrement, ou</p> <p>(d) élaborer des dispositions sur l'hygiène applicables à des aliments déterminés ou à des groupes d'aliments, qu'ils relèvent du mandat d'un comité du Codex ou non.</p> <p>(e) examiner des problèmes d'hygiène spécifiques soumis par la Commission.</p> <p>(f) suggérer et hiérarchiser les domaines dans lesquels il convient de procéder à une évaluation des risques microbiologiques au niveau international et de définir les questions que les responsables de l'évaluation des risques doivent aborder.</p> <p>(g) examiner les questions liées à la gestion des risques microbiologiques en relation à l'hygiène alimentaire, y compris l'irradiation des aliments, et aux activités de la FAO et de l'OMS en matière d'évaluation des risques microbiologiques.</p> <p>*Le terme « hygiène » peut englober, éventuellement, les spécifications microbiologiques applicables aux aliments et les méthodes qui y sont associées.</p>		
Sessions	1	Washington D.C.	27-28 Mai 1964
	2	Rome	14-16 Juin 1965
	3	Rome	31 Mai – 3 Juin 1966
	4	Washington D.C.	12-16 Juin 1967
	5	Washington D.C.	6-10 Mai 1968
	6	Washington D.C.	5-9 Mai 1969
	7	Washington D.C.	25-29 Mai 1970
	8	Washington D.C.	14-18 Juin 1971
	9	Washington D.C.	19-23 Juin 1972
	10	Washington D.C.	14-18 Mai 1973
	11	Washington D.C.	10-14 Juin 1974
	12	Washington D.C.	12-16 Mai 1975
	13	Rome	10-14 Mai 1976
	14	Washington D.C.	29 Août – 2 Septembre 1977
	15	Washington D.C.	18-22 Septembre 1978
	16	Washington D.C.	23-27 Juillet 1979
	17	Washington D.C.	17-21 Novembre 1980
	18	Washington D.C.	22-26 Février 1982
	19	Washington D.C.	26-30 Septembre 1983
	20	Washington D.C.	1er-5 Octobre 1984
	21	Washington D.C.	23-27 Septembre 1985
	22	Washington D.C.	20-24 Octobre 1986
	23	Washington D.C.	21-25 Mars 1988

Section V: Structure et sessions

CCFH (suite)	24	Washington D.C.	16-20 Octobre	1989
	25	Washington D.C.	28 Octobre – 1er Novembre	1991
	26	Washington D.C.	1er-5 Mars	1993
	27	Washington D.C.	17-21 Octobre	1994
	28	Washington D.C.	27 Novembre – 1er Décembre	1995
	29	Washington D.C.	21-25 Octobre	1996
	30	Washington D.C.	20-24 Octobre	1997
	31	Orlando, Floride	26-30 Octobre	1998
	32	Washington D.C.	29 Novembre – 4 Décembre	1999
	33	Washington D.C.	23-28 Octobre	2000
	34	Bangkok, Thaïlande	8-13 Octobre	2001
	35	Orlando, Floride	27 Janvier – 1er Février	2003
	36	Washington D.C.	29 Mars – 3 Avril	2004
	37	Buenos Aires, Argentine	14-19 Mars	2005
	38	Houston	4-9 Décembre	2006
	39	New Delhi, Inde	30 Octobre – 4 Novembre	2007
	40	Guatemala City, Guatemala	1er-5 Décembre	2008

CCFICS	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires
Pays hôte	Australie
Mandat	<p>(a) Élaborer des principes et des directives pour les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations de denrées alimentaires en vue d'harmoniser les méthodes et procédures qui protègent la santé des consommateurs, assurent la loyauté des pratiques commerciales et facilitent le commerce international des denrées alimentaires;</p> <p>(b) élaborer des principes et des directives pour l'application de mesures par les autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs, afin de garantir, le cas échéant, que les denrées alimentaires soient bien conformes aux prescriptions, notamment aux règlements sanitaires;</p> <p>(c) élaborer des directives pour l'utilisation, en temps et lieu utiles, de systèmes d'assurance de la qualité, afin de garantir que les denrées alimentaires soient conformes aux prescriptions et de promouvoir la reconnaissance de ces systèmes en vue de faciliter le commerce des produits alimentaires en vertu d'accords bilatéraux/multilatéraux conclus entre pays;</p> <p>(d) élaborer des directives et critères se rapportant aux modes de présentation, aux mentions et aux langues utilisées dans les certificats officiels dont les pays pourraient avoir besoin en vue d'une harmonisation à l'échelle internationale;</p> <p>(e) formuler des recommandations en ce qui concerne les échanges de renseignements ayant trait au contrôle des importations/exportations de denrées alimentaires;</p> <p>(f) tenir des consultations, en cas de besoin, avec d'autres groupes internationaux dont les activités concernent les systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires;</p> <p>(g) examiner toute autre question qui lui sera soumise par la Commission en rapport avec les systèmes d'inspection et de</p>

Section V: Structure et sessions

CCFICS (suite)	certification des denrées alimentaires.		
	*On entend par assurance de la qualité , l'ensemble des actions préétablies et systématiques nécessaires pour donner la confiance appropriée en ce qu'un produit ou service satisfera aux exigences données relatives à la qualité (ISO-8402 Qualité - Vocabulaire).		
Sessions	1	Canberra	21-25 Septembre 1992
	2	Canberra	29 Novembre – 3 Décembre 1993
	3	Canberra	27 Février – 3 Mars 1995
	4	Sydney	19-23 Février 1996
	5	Sydney	17-21 Février 1997
	6	Melbourne	23-27 Février 1998
	7	Melbourne	22-26 Février 1999
	8	Adelaïde	21-25 Février 2000
	9	Perth	11-15 Décembre 2000
	10	Brisbane	25 Février – 1er Mars 2002
	11	Adelaïde	2-6 Décembre 2002
	12	Brisbane	1er-5 Décembre 2003
	13	Melbourne	6-10 Décembre 2004
	14	Melbourne	28 Novembre – 2 Décembre 2005
	15	Mar del Plata, Argentine	6-10 Novembre 2006
	16	Surfers Paradise, Queensland	26-30 Novembre 2007
	17	Cebu, Philippines	24-28 Novembre 2008

CCFL	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires		
Mandat	<ul style="list-style-type: none"> (a) Rédiger des dispositions en matière d'étiquetage applicables à tous les aliments; (b) examiner, amender le cas échéant et confirmer des dispositions spécifiques provisoires en matière d'étiquetage préparées par les comités du Codex qui élaborent des normes, des codes d'usages et des directives; (c) étudier les problèmes spéciaux d'étiquetage que lui soumettra la Commission; (d) étudier les problèmes en rapport avec la publicité des denrées alimentaires, en accordant une attention particulière aux allégations et aux descriptions pouvant induire en erreur. 		
Sessions	1	Ottawa	21-25 Juin 1965
	2	Ottawa	25-29 Juillet 1966
	3	Ottawa	26-30 Juin 1967
	4	Ottawa	23-28 Septembre 1968
	5	Rome	6 Avril 1970
	6	Genève	28-29 Juin 1971
	7	Ottawa	5-10 Juin 1972
	8	Ottawa	28 Mai – 1er Juin 1973
	9	Rome	26-27 Juin 1974
	10	Ottawa	26-30 Mai 1975
	11	Rome	25-26 Mars 1976
	12	Ottawa	16-20 Mai 1977
	13	Ottawa	16-20 Juillet 1979
	14	Rome	28-30 Novembre 1979

Section V: Structure et sessions

CCFL (suite)	15	Ottawa	10-14 Novembre	1980
	16	Ottawa	17-21 Mai	1982
	17	Ottawa	12-21 Octobre	1983
	18	Ottawa	11-18 Mars	1985
	19	Ottawa	9-13 Mars	1987
	20	Ottawa	3-7 Avril	1989
	21	Ottawa	11-15 Mars	1991
	22	Ottawa	26-30 Avril	1993
	23	Ottawa	24-28 Octobre	1994
	24	Ottawa	14-17 Mai	1996
	25	Ottawa	15-18 Avril	1997
	26	Ottawa	26-29 Mai	1998
	27	Ottawa	27-30 Avril	1999
	28	Ottawa	5-9 Mai	2000
	29	Ottawa	1er-4 Mai	2001
	30	Halifax	6-10 Mai	2002
	31	Ottawa	28 Avril – 2 Mai	2003
	32	Montréal	10-14 Mai	2004
	33	Kota Kinabalu, Malaisie	9-13 Mai	2005
	34	Ottawa	1er-5 Mai	2006
	35	Ottawa	30 Avril – 4 Mai	2007
	36	Ottawa	28 Avril – 2 Mai	2008
	37	Calgary	4-8 Mai	2009

CCGP	Comité du Codex sur les principes généraux			
Pays hôte	France			
Mandat	Étudier les questions de procédure et les problèmes généraux que lui soumet la Commission du Codex Alimentarius. Cela a comporté l'établissement de principes généraux qui définissent les buts et la portée du Codex Alimentarius, la nature des normes Codex et les modalités d'acceptation des normes Codex par les pays; la mise au point de directives à l'usage des comités du Codex; l'établissement d'un dispositif pour l'examen de toute déclaration d'incidences économiques présentées par les gouvernements se référant aux répercussions que pourraient avoir pour leur économie certaines normes ou l'une ou l'autre de leurs dispositions; l'établissement d'un Code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires.			
Sessions	1	Paris	4-8 Octobre	1965
	2	Paris	16-19 Octobre	1967
	3	Paris	9-13 Décembre	1968
	4	Paris	4-8 Mars	1974
	5	Paris	19-23 Janvier	1976
	6	Paris	15-19 Octobre	1979
	7	Paris	6-10 Avril	1981
	8	Paris	24-28 Novembre	1986
	9	Paris	24-28 Avril	1989
	10	Paris	7-11 Septembre	1992
	11	Paris	25-29 Avril	1994
	12	Paris	25-28 Novembre	1996
	13	Paris	7-11 Septembre	1998
	14	Paris	19-23 Avril	1999
	15	Paris	10-14 Avril	2000

Section V: Structure et sessions

CCGP (suite)	16	Paris	23-27 Avril	2001
	17	Paris	15-19 Avril	2002
	18	Paris	7-11 Avril	2003
	19	Paris	17-21 Novembre	2003extraordinaire
	20	Paris	3-7 Mai	2004
	21	Paris	8-12 Novembre	2004extraordinaire
	22	Paris	11-15 Avril	2005
	23	Paris	10-14 Avril	2006
	24	Paris	2-6 Avril	2007
	25	Paris	30 Mars - 3 Avril	2009

CCMAS	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage			
Pays hôte	Hongrie			
Mandat	<p>(a) Définir les critères appropriés aux Méthodes d'analyse et d'échantillonnage du Codex;</p> <p>(b) assurer la coordination entre le Codex et d'autres groupes internationaux s'occupant de méthodes d'analyse et d'échantillonnage et de systèmes de la qualité pour les laboratoires;</p> <p>(c) indiquer, sur la base des recommandations définitives qui lui sont soumises par les autres organismes mentionnés au paragraphe b) ci-dessus les méthodes de référence en matière d'analyse et d'échantillonnage adaptées aux normes Codex qui sont généralement applicables à un certain nombre de produits alimentaires;</p> <p>(d) examiner, amender le cas échéant et confirmer selon qu'il convient les méthodes d'analyse et d'échantillonnage proposées par les comités du Codex (s'occupant de produits); étant entendu que les méthodes d'analyse et d'échantillonnage applicables aux résidus de pesticides ou de médicaments vétérinaires dans les aliments, l'estimation de la qualité microbiologique et de l'innocuité des aliments et l'évaluation des spécifications relatives aux additifs alimentaires ne relèvent pas de son mandat;</p> <p>(e) élaborer des plans et des procédures d'échantillonnage, selon les besoins;</p> <p>(f) étudier les problèmes spécifiques d'échantillonnage et d'analyse que lui soumet la Commission ou l'un quelconque de ses comités;</p> <p>(g) établir des procédures, des protocoles, des directives et des textes apparentés, concernant l'évaluation de la compétence des laboratoires d'analyse des aliments, ainsi que les systèmes d'assurance de la qualité pour les laboratoires.</p>			
Sessions	1	Berlin	23-24 Septembre	1965
	2	Berlin	20-23 Septembre	1966
	3	Berlin	24-27 Octobre	1967
	4	Berlin	11-15 Novembre	1968
	5	Cologne	1er -6 Décembre	1969
	6	Bonn Bad Godesberg	24-28 Janvier	1971

Section V: Structure et sessions

CCMAS (suite)	7	Budapest	12-18 Septembre	1972
	8	Budapest	3-7 Septembre	1973
	9	Budapest	27-31 Octobre	1975
	10	Budapest	24-28 Octobre	1977
	11	Budapest	2-6 Juillet	1979
	12	Budapest	11-15 Mai	1981
	13	Budapest	29 Novembre - 3 Décembre	1982
	14	Budapest	26-30 Novembre	1984
	15	Budapest	10-14 Novembre	1986
	16	Budapest	14-19 Novembre	1988
	17	Budapest	8-12 Avril	1991
	18	Budapest	9-13 Novembre	1992
	19	Budapest	21-25 Mars	1994
	20	Budapest	2-6 Octobre	1995
	21	Budapest	10-14 Mars	1997
	22	Budapest	23-27 Novembre	1998
	23	Budapest	26 Février – 2 Mars	2001
	24	Budapest	18-22 Novembre	2002
	25	Budapest	8-12 Mars	2004
	26	Budapest	4-8 Avril	2005
	27	Budapest	15-19 Mai	2006
	28	Budapest	5-9 Mars	2007
	29	Budapest	10-14 Mars	2008
	30	Balatonalmadi	9-13 Mars	2009

CCNFSDU	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime			
Pays hôte	Allemagne			
Mandat	<p>(a) étudier les problèmes nutritionnels spécifiques que lui soumet la Commission et conseiller celle-ci sur les questions générales relatives à la nutrition;</p> <p>(b) élaborer des dispositions générales relatives aux aspects nutritionnels de tous les aliments;</p> <p>(c) élaborer des normes, des directives ou textes apparentés pour les aliments diététiques ou de régime en coopération avec d'autres comités,</p> <p>(d) examiner, amender si nécessaire et approuver les dispositions sur des aspects nutritionnels qu'il est proposé d'inclure dans les normes Codex, directives et textes apparentés.</p>			
Sessions	1	Freiburg in Breisgau	2-5 Mai	1966
	2	Freiburg in Breisgau	6-10 Novembre	1967
	3	Cologne	14-18 Octobre	1968
	4	Cologne	3-7 Novembre	1969
	5	Bonn	30 Novembre – 4 Décembre	1970
	6	Bonn	6-10 Décembre	1971
	7	Cologne	10-14 Octobre	1972
	8	Bonn Bad Godesberg	9-14 Septembre	1974
	9	Bonn	22-26 Septembre	1975
	10	Bonn	28 Février - 4 Mars	1977
	11	Bonn Bad Godesberg	23-27 Octobre	1978

Section V: Structure et sessions

CCNFSDU (suite)	12	Bonn Bad Godesberg	29 Septembre – 3 Octobre	1980
	13	Bonn Bad Godesberg	20-24 Septembre	1982
	14	Bonn Bad Godesberg	24 Janvier – 1er Février	1985
	15	Bonn Bad Godesberg	12-16 Janvier	1987
	16	Bonn Bad Godesberg	29 Septembre – 7 Octobre	1988
	17	Bonn Bad Godesberg	18-22 Février	1991
	18	Bonn Bad Godesberg	28 Septembre – 2 Octobre	1992
	19	Bonn Bad Godesberg	27-31 Mars	1995
	20	Bonn Bad Godesberg	7-11 Octobre	1996
	21	Berlin	21-25 Septembre	1998
	22	Berlin	19-23 Juin	2000
	23	Berlin	26-30 Novembre	2001
	24	Berlin	4-8 Novembre	2002
	25	Bonn	3-7 Novembre	2003
	26	Bonn	1er-5 Novembre	2004
	27	Bonn	21-25 Novembre	2005
	28	Chiang Mai, Thaïlande	30 Octobre – 3 Novembre	2006
	29	Bad Neuenahr-Ahrweiler	12-16 Novembre	2007
	30	Le Cap, Afrique du Sud	3 – 7 Novembre	2008
	31	Düsseldorf	2 – 6 Novembre	2009

CCPR	Comité du Codex sur les résidus de pesticides			
Pays hôte	Chine (depuis la 39 ^{ème} session) Pays-Bas (de la 1 ^{ère} à la 38 ^{ème} session)			
Mandat	<p>(a) Établir des limites maximales pour les résidus de pesticides dans des denrées alimentaires spécifiques ou des groupes d'aliments;</p> <p>(b) établir des limites maximales pour les résidus de pesticides dans certains aliments pour animaux faisant l'objet d'un commerce international, lorsque la protection de la santé humaine le justifie;</p> <p>(c) préparer des listes de priorités pour les pesticides, en vue de leur évaluation par la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR);</p> <p>(d) examiner des méthodes d'échantillonnage et d'analyse pour la détermination des résidus de pesticides dans les aliments et les aliments pour animaux;</p> <p>(e) examiner d'autres questions ayant trait à la sécurité des aliments et des aliments pour animaux contenant des résidus de pesticides;</p> <p>(f) établir des limites maximales pour les contaminants environnementaux et industriels présentant une similitude chimique ou autre avec les pesticides dans des denrées alimentaires spécifiques ou des groupes d'aliments.</p>			
Sessions	1	La Haye	17-21 Janvier	1966
	2	La Haye	18-22 Septembre	1967
	3	Arnhem	30 Septembre – 4 Octobre	1968
	4	Arnhem	6-14 Octobre	1969
	5	La Haye	28 Septembre - 6 Octobre	1970
	6	La Haye	16-23 Octobre	1972

CCPR (suite)	7	La Haye	4-9 Février	1974
	8	La Haye	3-8 Mars	1975
	9	La Haye	14-21 Février	1977
	10	La Haye	29 Mai – 5 Juin	1978
	11	La Haye	11-18 Juin	1979
	12	La Haye	2-9 Juin	1980
	13	La Haye	15-20 Juin	1981
	14	La Haye	14-21 Juin	1982
	15	La Haye	3-10 Octobre	1983
	16	La Haye	24 Mai – 4 Juin	1984
	17	La Haye	25 Mars – 1er Avril	1985
	18	La Haye	21 -28 Avril	1986
	19	La Haye	6-13 Avril	1987
	20	La Haye	18-25 Avril	1988
	21	La Haye	10-17 Avril	1989
	22	La Haye	23-30 Avril	1990
	23	La Haye	15-22 Avril	1991
	24	La Haye	6-13 Avril	1992
	25	La Haye	19-26 Avril	1993
	26	La Havane, Cuba	11-18 Avril	1994
	27	La Haye	24 Avril – 1er Mai	1995
	28	La Haye	15-20 Avril	1996
	29	La Haye	7-12 Avril	1997
	30	La Haye	20-25 Avril	1998
	31	La Haye	12-17 Avril	1999
	32	La Haye	1-8 Mai	2000
	33	La Haye	2-7 Avril	2001
	34	La Haye	13-18 Mai	2002
	35	Rotterdam	31 Mars – 5 Avril	2003
	36	New Delhi, Inde	19-24 Avril	2004
	37	La Haye	18-23 Avril	2005
	38	Fortaleza, Brésil	3-8 Avril	2006
	39	Beijing	7-12 Mai	2007
	40	Hangzhou	14-19 Avril	2008
	41	Beijing	20-25 Avril	2009

CCRVD	Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments			
Pays hôte	États-Unis d'Amérique			
Mandat	<p>(a) Déterminer les médicaments vétérinaires prioritaires pour l'examen de leurs résidus dans les aliments;</p> <p>(b) recommander des limites maximales pour les résidus de ces substances;</p> <p>(c) élaborer au besoin des codes d'usages;</p> <p>(d) examiner des méthodes d'échantillonnage et d'analyse pour la détermination des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments</p>			
Sessions	1	Washington D.C.	27-31 Octobre	1986
	2	Washington D.C.	30 Novembre – 4 Décembre	1987
	3	Washington D.C.	31 Octobre – 4 Novembre	1988
	4	Washington D.C.	24-27 Octobre	1989
	5	Washington D.C.	16-19 Octobre	1990

Section V: Structure et sessions

CCRVDF (suite)	6	Washington D.C.	22-25 Octobre	1991
	7	Washington D.C.	20-23 Octobre	1992
	8	Washington D.C.	7-10 Juin	1994
	9	Washington D.C.	5-8 Décembre	1995
	10	San José (Costa Rica)	29 Octobre – 1er Novembre 1996	1996
	11	Washington D.C.	15-18 Septembre	1998
	12	Washington D.C.	28-31 Mars	2000
	13	Charleston, Caroline du Sud	4-7 Décembre	2001
	14	Arlington, Virginie	4-7 Mars	2003
	15	Alexandria, Virginie	26-29 Octobre	2004
	16	Cancun, Mexique	8-12 Mai	2006
	17	Beckenridge, Colorado	3-7 Septembre	2007
	18	Natal, Brésil	11-15 Mai	2009

COMITÉS S'OCCUPANT DE PRODUITS (ACTIFS)

CCFO	Comité du Codex sur les graisses et huiles			
Pays hôte	Malaisie (depuis la 21 ^{ème} session) Royaume-Uni (de la 1 ^{ère} à la 20 ^{ème} session)			
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour les graisses et les huiles d'origine animale, végétale et marine, y compris la margarine et l'huile d'olive.			
Sessions	1	London	25-27 Février	1964
	2	London	6-8 Avril	1965
	3	London	29 Mars – 1er Avril	1966
	4	London	24-28 Avril	1967
	5	London	16-20 September	1968
	6	Madrid	17-20 Novembre	1969
	7	London	25-29 Mars	1974
	8	London	24-28 Novembre	1975
	9	London	28 Novembre - 2 Décembre	1977
	10	London	4-8 Décembre	1978
	11	London	23-27 Juin	1980
	12	London	19-23 Avril	1982
	13	London	23-27 Février	1987
	14	London	27 September – 1er Octobre	1993
	15	London	4-8 Novembre	1996
	16	London	8-12 Mars	1999
	17	London	19-23 Février	2001
	18	London	3-7 Février	2003
	19	London	21-25 Février	2005
	20	London	19-23 Février	2007
	21	Kota Kinabalu (Malaisie)	16-20 Février	2009

CCFFP	Comité du Codex sur les poissons et les produits de la pêche			
Pays hôte	Norvège			
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour les poissons, crustacés et mollusques, qu'ils soient frais, congelés (et surgelés) ou traités d'une autre manière.			
Sessions	1	Bergen	29 Août – 2 Septembre	1966
	2	Bergen	9-13 Octobre	1967
	3	Bergen	7-11 Octobre	1968
	4	Bergen	29 Septembre – 8 Octobre	1969
	5	Bergen	5-10 Octobre	1970
	6	Bergen	4-8 Octobre	1971
	7	Bergen	2-7 Octobre	1972
	8	Bergen	1er-6 Octobre	1973
	9	Bergen	30 Septembre – 5 Octobre	1974
	10	Bergen	29 Septembre – 4 Octobre	1975
	11	Bergen	27 Septembre – 2 Octobre	1976
	12	Bergen	3-8 Octobre	1977
	13	Bergen	7-11 Mai	1979
	14	Bergen	5-10 Mai	1980
	15	Bergen	3-8 Mai	1982

Section V: Structure et sessions

CCFFP (suite)	16	Bergen	7-11 Mai	1984
	17	Oslo	5-9 Mai	1986
	18	Bergen	2-6 Mai	1988
	19	Bergen	11-15 Juin	1990
	20	Bergen	1er-5 Juin	1992
	21	Bergen	2-6 Mai	1994
	22	Bergen	6-10 Mai	1996
	23	Bergen	8-12 Juin	1998
	24	Ålesund	5-9 Juin	2000
	25	Ålesund	3-7 Juin	2002
	26	Ålesund	13 -17 Octobre	2003
	27	Le Cap, Afrique du Sud	28 Février – 4 Mars	2005
	28	Beijing, Chine	18-22 Septembre	2006
	29	Trondheim	18-23 Février	2008

CCFFV	Comité du Codex sur les fruits et légumes frais
Pays hôte	Mexique
Mandat	<p>(a) Élaborer les normes et codes d'usages internationaux qu'il jugera appropriés pour les fruits et légumes frais;</p> <p>(b) consulter le Groupe de travail de la CEE/NU sur les normes de qualité agricoles en vue de l'élaboration de normes mondiales et codes d'usages, en veillant particulièrement à éviter les doubles emplois et à respecter la même présentation générale;</p> <p>(c) consulter au besoin les autres organisations internationales qui contribuent activement à la normalisation des fruits et légumes frais.</p> <p>*Le Groupe de travail sur les normes de qualité agricoles de la CEE/NU peut:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. recommander que soit élaborée une norme mondiale Codex pour des fruits et légumes frais et que des recommandations soient soumises à l'examen du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais et à la Commission pour adoption; 2. préparer des « avant-projets de normes » pour des fruits et légumes frais à la demande du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais ou de la Commission, aux fins de distribution par le Secrétariat du Codex à l'étape 3 de la Procédure du Codex qui feront l'objet de mesures ultérieures de la part du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais; 3. examiner les « avant-projets de normes » et les « projets de normes » pour des fruits et légumes frais et communiquer ses observations au Comité du Codex sur les fruits et légumes frais aux étapes 3 et 6 de la Procédure du Codex; et 4. effectuer à la demande du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais des tâches spécifiques en rapport avec l'élaboration de normes pour les fruits et légumes frais. <p>Les « avant-projets de normes » et les « projets de normes » Codex pour les fruits et légumes frais parvenus aux étapes 3 et 6 de la Procédure du Codex devraient être soumis au Secrétariat de la CEE/NU pour observations.</p>

Section V: Structure et sessions

CCFFV (suite)	Établi par la Commission à sa dix-septième session (1987) en tant que Comité du Codex sur les fruits et légumes frais tropicaux. Les nom et mandat de ce comité ont été amendés par la Commission à sa vingt et unième session (1995).			
Note				
Sessions	1	Mexico City	6-10 Juin	1988
	2	Mexico City	5-9 Mars	1990
	3	Mexico City	23-27 Septembre	1991
	4	Mexico City	1er-5 Février	1993
	5	Mexico City	5-9 Septembre	1994
	6	Mexico City	29 Janvier – 2 Février	1996
	7	Mexico City	8-12 Septembre	1997
	8	Mexico City	1-5 Mars	1999
	9	Mexico City	9-13 Octobre	2000
	10	Mexico City	10-14 Juin	2002
	11	Mexico City	8-12 Septembre	2003
	12	Mexico City	16-20 Mai	2005
	13	Mexico City	25-29 Septembre	2006
	14	Mexico City	12-17 Mai	2008
	15	Mexico City	19 – 23 Octobre	2009

CCMMP	Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers			
Pays hôte	Nouvelle-Zélande			
Mandat	Élaborer des normes mondiales, codes et textes apparentés pour le lait et les produits laitiers.			
Sessions	1	Rome	28 Novembre – 2 Décembre	1994
	2	Rome	27-31 Mai	1996
	3	Montevideo, Uruguay	18-22 Mai	1998
	4	Wellington	28 Février – 3 Mars	2000
	5	Wellington	8-12 Avril	2002
	6	Auckland	26-30 Avril	2004
	7	Queenstown	27 Mars – 1er Avril	2006
	8	Queenstown	4-8 Février	2008

Section V: Structure et sessions

CCPFV	Comité du Codex sur les fruits et légumes traités			
Pays hôte	États-Unis			
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour tous les types de fruits et légumes traités, y compris les produits déshydratés, les pois et haricots secs en boîte, les confitures et les gelées, exception faite des pruneaux, des jus de fruits et de légumes. La Commission a également confié à ce Comité la révision des normes pour les fruits et légumes surgelés.			
Sessions	1	Washington D.C.	29-30 Mai	1964
	2	Rome	8-11 Juin	1965
	3	Rome	6-10 Juin	1966
	4	Washington D.C.	19-23 Juin	1967
	5	Washington D.C.	13-17 Mai	1968
	6	Washington D.C.	12-16 Mai	1969
	7	Washington D.C.	1er-5 Juin	1970
	8	Washington D.C.	7-11 Juin	1971
	9	Washington D.C.	12-16 Juin	1972
	10	Washington D.C.	21-25 Mai	1973
	11	Washington D.C.	3-7 Juin	1974
	12	Washington D.C.	19-23 Mai	1975
	13	Washington D.C.	9-13 Mai	1977
	14	Washington D.C.	25-29 Septembre	1978
	15	Washington D.C.	17-21 Mars	1980
	16	Washington D.C.	22-26 Mars	1982
	17	Washington D.C.	13-17 Février	1984
	18	Washington D.C.	10-14 Mars	1986
	19	Washington D.C.	16-20 Mars	1998
	20	Washington D.C.	11-15 Septembre	2000
	21	San Antonio, Texas	23-27 Septembre	2002
	22	Washington D.C.	27 Septembre – 1er Octobre	2004
	23	Arlington, Virginie	16-21 Octobre	2006
	24	Arlington, Virginie	15-20 Septembre	2008

COMITÉS S'OCCUPANT DE PRODUITS (AJOURNÉS *SINE DIE*)

CCCPC	Comité du Codex sur les produits cacaotés et le chocolat			
Pays hôte	Suisse			
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour les produits cacaotés et le chocolat.			
Sessions	1	Neuchâtel	5-6 Novembre	1963
	2	Montreux	22-24 Avril	1964
	3	Zürich	10-12 Mars	1965
	4	Berne	15-17 Mars	1966
	5	Lugano	9-12 Mai	1967
	6	Montreux	2-5 Juillet	1968
	7	Horgen, (Zürich)	23-27 Juin	1969
	8	Lucerne	29 Juin – 3 Juillet	1970
	9	Neuchâtel	27 Septembre – 1er Octobre	1971
	10	Lausanne	7-11 Mai	1973
	11	Zürich	2-6 Décembre	1974
	12	Bienne	1er-5 Novembre	1976
	13	Aarau	2-6 Avril	1979
	14	Lausanne	21-25 Avril	1980
	15	Neuchâtel	29 Mars – 2 Avril	1982
	16	Thun	20 Septembre – 2 Octobre	1996
	17	Berne	16-18 Novembre	1998
	18	Fribourg	2-4 Novembre	2000
	19	Fribourg	3-5 Octobre	2001

CCCPL	Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses			
Pays hôte	Suisse			
Mandat	Élaborer des normes mondiales et/ou des codes d'usages, selon le cas, pour les céréales, les légumes secs, les légumineuses et produits dérivés.			
Sessions	1	Washington D.C.	24-28 Mars	1980
	2	Washington D.C.	27 Avril – 1er Mai	1981
	3	Washington D.C.	25-29 Octobre	1982
	4	Washington D.C.	24-28 Septembre	1984
	5	Washington D.C.	17-21 Mars	1986
	6	Washington D.C.	24-28 Octobre	1988
	7	Washington D.C.	22-26 Octobre	1990
	8	Washington D.C.	26-30 Octobre	1992
	9	Washington D.C.	31 Octobre - 4 Novembre	1994

Section V: Structure et sessions

CCMH	Comité du Codex sur l'hygiène de la viande			
Pays hôte	Nouvelle-Zélande			
Mandat	Élaborer des normes mondiales et/ou des codes d'usages, selon le cas, pour l'hygiène de la viande.			
Note	Établi en 1971 en tant que Comité du Codex sur l'hygiène de la viande par la huitième session de la Commission du Codex Alimentarius; le mandat et le nom de ce comité ont été amendés par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-quatrième session, en juillet 2001, afin d'y inclure la volaille. La référence spécifique à la volaille dans le nom et le mandat du Comité a été supprimée par la vingt-sixième session de la Commission (2003).			
Sessions	1	London	10-15 Avril	1972
	2	London	18-22 Juin	1973
	3	London	25-29 Novembre	1974
	4	London	18-22 Mai	1981
	5	London	11-15 Octobre	1982
	6	Rome	14-18 Octobre	1991
	7	Rome	29 Mars – 2 Avril	1993
	8	Wellington	18-22 Février	2002
	9	Wellington	17-21 Février	2003
	10	Auckland	16-20 Février	2004
	11	Christchurch	14-17 Février	2005

CCMMW	Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles			
Pays hôte	Suisse			
Mandat	Élaborer des normes régionales pour les eaux minérales naturelles.			
Note	Ce Comité a été établi par la Commission en tant que Comité régional du Codex (européen) mais a depuis été habilité à élaborer des normes mondiales pour les eaux minérales naturelles et pour l'eau embouteillée que ne soit pas de l'eau minérale naturelle.			
Sessions	1	Baden, Aargau	24-25 Février	1966
	2	Montreux	6-7 Juillet	1967
	3	Bad Ragaz	7-9 Mai	1968
	4	Vienne	12-13 Juin	1972
	5	Thun	3-5 Octobre	1996
	6	Berne	19-21 Novembre	1998
	7	Fribourg	30 Octobre – 1er Novembre	2000
	8	Lugano	11-15 Février	2008

CCS	Comité du Codex sur les sucres			
Pays hôte	Royaume-Uni			
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour tous les types de sucres et de produits dérivés			
Sessions	1	London	3-5 Mars	1964
	2	London	2-4 Mars	1965
	3	London	1-3 Mars	1966
	4	London	18-21 Avril	1967
	5	London	10-12 Septembre	1968
	6	London	19-22 Mars	1974
	7	London	9-11 Février	2000

CCVP	Comité du Codex sur les protéines végétales			
Pays hôte	Canada			
Mandat	Élaborer des définitions et des normes mondiales pour les produits à base de protéines végétales provenant de toute espèce du règne végétal servant à la consommation humaine et élaborer des directives applicables à l'utilisation des produits à base de protéines végétales dans le système d'alimentation, aux spécifications nutritionnelles et à l'innocuité, à l'étiquetage, etc., selon les besoins.			
Sessions	1	Ottawa	3-7 Novembre	1980
	2	Ottawa	1er-5 Mars	1983
	3	Ottawa	6-10 Février	1984
	4	La Havane	2-6 Février	1987
	5	Ottawa	6-10 Février	1989

COMITÉS S'OCCUPANT DE PRODUITS (DISSOUS)

CCIE	Comité du Codex sur les glaces de consommation		
Pays hôte	Suède		
Mandat	Élaborer des normes mondiales selon les besoins pour tous les types de glaces de consommation, y compris les mélanges et poudres servant à leur fabrication.		
Note	Dissous par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-deuxième session (1997).		
Sessions	1 Stockholm	18-22 Février	1974
	2 Stockholm	23-27 Juin	1975
	3 Stockholm	11-15 Octobre	1976

CCM	Comité du Codex sur la viande		
Pays hôte	Allemagne		
Mandat	Élaborer des normes mondiales et/ou des textes descriptifs et/ou des codes d'usages, selon le cas, pour la classification et le classement par qualités de carcasses et de pièces de coupes de bœuf, de veau, de mouton, d'agneau et de porc.		
Note	Aboli par la Commission du Codex Alimentarius à sa seizième session (1985).		
Sessions	1 Kulmbach	28-30 Octobre	1965
	2 Kulmbach	5-8 Juillet	1966
	3 Kulmbach	15-17 Novembre	1967
	4 Kulmbach	18-20 Juin	1969
	5 Bonn	16-20 Novembre	1970
	6 Kulmbach	1er-5 Novembre	1971
	7 Kulmbach	25-29 Juin	1973

CCPMPP	Comité du Codex sur les produits carnés traités à base de viande et de chair de volaille		
Pays hôte	Danemark		
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour les produits carnés traités, y compris la viande emballée pour la vente au détail et pour les produits traités à base de chair de volaille.		
Sessions	1	Kulmbach	4-5 Juillet 1966
	2	Copenhague	2-6 Octobre 1967
	3	Copenhague	24-28-Juin 1968
	4	Copenhague	9-13 Juin 1969
	5	Copenhague	23-27 Novembre 1970
	6	Copenhague	17-21 Avril 1972
	7	Copenhague	3-7 Décembre 1973
	8	Copenhague	10-14 Mars 1975
	9	Copenhague	29 Novembre – 3 Décembre 1976
	10	Copenhague	20-24 Novembre 1978
	11	Copenhague	22-26 Septembre 1980
	12	Copenhague	4-8 Octobre 1982
	13	Copenhague	23-26 Octobre 1984
	14	Copenhague	12-16 Septembre 1988
	15	Copenhague	8-12 Octobre 1990

CCSB	Comité du Codex sur les potages et bouillons		
Pays hôte	Suisse		
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour les potages, bouillons et consommés.		
Note	Dissous par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-quatrième session (2001).		
Sessions	1	Berne	3-7 Novembre 1975
	2	St. Gallen	7-11 Novembre 1977

GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX (ACTIFS)

TFAMR	Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens			
Pays hôte	République de Corée			
Objectifs	<p>Formuler des avis fondés sur la science en tenant pleinement compte des principes de travail pour l'analyse des risques et des activités et normes d'autres organisations internationales compétentes, telles que la FAO, l'OMS et l'OIE, aux fins de l'évaluation des risques pour la santé humaine associés à la présence, dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale, y compris les produits aquacoles, et à la transmission par ces aliments, de micro-organismes résistant aux antimicrobiens et de gènes porteurs de résistance aux antimicrobiens, et sur la base de cette élaboration formuler des avis appropriés en matière de gestion des risques pour réduire ces risques. Le Groupe spécial devrait s'efforcer de mettre en perspective le risque de renforcement de la résistance aux antimicrobiens chez les êtres humains et les animaux découlant des différents domaines d'utilisation comme les applications vétérinaires, la protection des plantes ou la transformation des aliments.</p> <p>Les objectifs ont été modifiés à la 31^{ème} session de la Commission (2008).</p>			
Mandat	<p>Élaborer des orientations sur la méthodologie et les processus d'évaluation des risques liés aux antimicrobiens utilisés en médecine humaine et vétérinaire, sur la base d'évaluations des risques établies par la FAO/OMS par le biais des JEMRA et en étroite collaboration avec l'OIE, ainsi que sur des options spécifiques en matière de gestion des risques. Il sera tenu compte dans cette optique des travaux entrepris dans ce domaine aux niveaux national, régional et international.</p>			
Calendrier	Le Groupe intergouvernemental terminera ses travaux en quatre sessions, à compter de 2007.			
Sessions	1	Séoul	23-26 Octobre	2007
	2	Séoul	20-24 Octobre	2008

GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX (DISSOUS)

TFAF	Groupe intergouvernemental spécial sur l'alimentation animale		
Pays hôte	Danemark		
Objectifs	En vue d'assurer l'innocuité et la qualité des aliments d'origine animale, le Groupe intergouvernemental spécial devrait mettre au point des directives ou des normes, selon qu'il conviendra, sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation animale.		
Mandat	<p>(a) compléter et poursuivre les travaux déjà effectués par les comités du Codex pertinents sur le projet de Code d'usages pour une bonne alimentation animale;</p> <p>(b) traiter d'autres aspects importants du point de vue de l'innocuité des denrées alimentaires, tels que les problèmes liés aux substances toxiques, aux pathogènes, à la résistance microbienne, aux nouvelles technologies, au stockage, aux mesures de contrôle, à la traçabilité, etc.</p> <p>(c) tenir pleinement compte des travaux effectués par les comités du Codex pertinents et par d'autres organes internationaux pertinents, dont la FAO, l'OMS, l'OIE et l'IPPC, et collaborer à ces travaux, le cas échéant.</p>		
Note	Dissous par la vingt-septième session de la Commission (2004), son mandat étant rempli.		
Sessions	1	Copenhague	13-15 Juin 2000
	2	Copenhague	19-21 Mars 2001
	3	Copenhague	17-20 Juin 2002
	4	Copenhague	25-28 Mars 2003
	5	Copenhague	17-20 Mai 2004

TFFBT	Groupe intergouvernemental spécial sur les aliments dérivés des biotechnologies		
Pays hôte	Japon		
Objectifs (1999-2003)	Élaborer des normes, directives ou autres recommandations, selon qu'il conviendra, pour les aliments dérivés des biotechnologies ou des traits introduits dans les aliments par des biotechnologies, sur la base de preuves scientifiques et de l'analyse des risques et compte tenu, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes concernant la santé des consommateurs et la promotion de pratiques commerciales loyales.		

Section V: Structure et sessions

Objectifs (2004-2008)	Élaborer des normes, directives ou autres recommandations, selon qu'il conviendra, pour les aliments dérivés des biotechnologies ou des traits introduits dans les aliments par des biotechnologies, sur la base de preuves scientifiques et de l'analyse des risques et compte tenu, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes concernant la santé des consommateurs et la promotion de pratiques commerciales loyales.		
Mandat(1999-2003)	<ul style="list-style-type: none"> (a) Élaborer des normes, directives ou autres principes, selon qu'il conviendra, pour les aliments dérivés des biotechnologies; (b) Coopérer et collaborer étroitement, selon que de besoin, avec les comités du Codex appropriés dans le cadre de leur mandat en ce qui concerne les aliments dérivés des biotechnologies; et (c) Tenir pleinement compte des activités en cours menées par des autorités nationales, la FAO, l'OMS, d'autres organisations internationales et d'autres instances internationales pertinentes. 		
Mandat (2004-2008)	<ul style="list-style-type: none"> (a) Établir des normes, des directives ou d'autres principes, selon qu'il conviendra, relatifs à des denrées alimentaires dérivées des biotechnologies modernes compte tenu, en particulier, des Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes; (b) Assurer la coordination et travailler en étroite collaboration, le cas échéant, avec les Comités du Codex concernés conformément à leur mandat, en ce qui concerne les denrées alimentaires dérivées des biotechnologies modernes; (c) Tenir compte des travaux menés dans ce domaine par les autorités nationales, la FAO, l'OMS, d'autres organisations internationales et d'autres enceintes internationales concernées. 		
Note	Le Groupe intergouvernemental spécial sur les aliments dérivés des biotechnologies a été dissous par la vingt-sixième session de la Commission (2003), son mandat initial étant rempli. Le Groupe spécial a été ré-établi par la vingt-septième session de la Commission (2004). * Le Groupe a été dissous par la trente-et-unième session de la Commission (2008).		
Sessions	<ul style="list-style-type: none"> 1 Chiba 2 Chiba 3 Yokohama 4 Yokohama 5 Chiba 6 Chiba 7 Chiba 	<ul style="list-style-type: none"> 14-17 Mars 25-29 Mars 4-8 Mars 11-14 Mars 19-23 Septembre 27 Novembre – 1er Décembre 24-28 Septembre 	<ul style="list-style-type: none"> 2000 2001 2002 2003 2005 2006 2007

TFFJ	Groupe intergouvernemental spécial sur les jus de fruits et légumes		
Pays hôte	Brésil		
Mandat	(a) Révise et regroupe les normes et directives Codex en vigueur concernant les jus de fruits et de légumes et les produits dérivés, en accordant la préférence aux normes générales; (b) révisé et met à jour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage pour ces produits; (c) complètera ses travaux avant la vingt-huitième session de la Commission (2005).		
Note	Dissous par la vingt-huitième session de la Commission (2005), son mandat étant rempli.		
Sessions	1	Brasilia	18-22 Septembre 2000
	2	Rio de Janeiro	23-26 Avril 2002
	3	Salvador (Bahia)	6-10 Mai 2003
	4	Fortaleza	11-15 Octobre 2004

TFPHQFF	Groupe intergouvernemental spécial sur la transformation et la manipulation des aliments surgelés		
Pays hôte	Thaïlande		
Objectifs	Finaliser le Code d'usages international pour la transformation et la manipulation des aliments surgelés.		
Mandat	Résoudre toutes les questions restant à résoudre y compris les dispositions de qualité et de sécurité sanitaire afin d'avancer le Code à l'étape 8.		
Note	Dissous par la trente et unième session de la Commission (2008), son mandat étant rempli.		
Sessions	1	Bangkok	25-29 Février 2008

COMITÉS FAO/OMS DE COORDINATION

Mandat des Comités de Coordination FAO/OMS
<p>(a) Définir les problèmes et les besoins de la région en ce qui concerne les normes alimentaires et le contrôle des aliments;</p> <p>(b) encourager au sein du Comité les contacts en vue de l'échange réciproque de renseignements sur les initiatives proposées en matière de réglementation et les problèmes liés au contrôle des aliments et favoriser le renforcement des infrastructures de contrôle alimentaire;</p> <p>(c) recommander à la Commission d'élaborer des normes mondiales pour des produits intéressant la région, y compris les produits qui, de l'avis du Comité, auront à l'avenir des débouchés internationaux potentiels;</p> <p>(d) élaborer des normes régionales pour des produits alimentaires entrant exclusivement ou presque dans le commerce intra-régional;</p> <p>(e) appeler l'attention de la Commission sur les aspects de ses travaux qui présentent une importance particulière pour la région;</p> <p>(f) favoriser la coordination de toutes les activités de normalisation alimentaire entreprises par des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales dans la région;</p> <p>(g) exercer des fonctions générales de coordination pour la région et s'acquitter de toute autre tâche que peut lui confier la Commission;</p> <p>(h) favoriser l'utilisation par les membres des normes Codex et des textes apparentés.</p>

CCAFRICA	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique			
Composition	Peuvent faire partie du Comité tous les États Membres et Membres associés de la FAO et/ou de l'OMS qui sont membres de la Commission du Codex Alimentarius et sont situés dans la région géographique de l'Afrique.			
	Sessions			Coordinateur
1	Rome, Italie	24-27 Juin	1974	Ghana
2	Accra	15-19 Septembre	1975	Ghana
3	Accra	26-30 Septembre	1977	Ghana
4	Dakar	3-7 Septembre	1979	Sénégal
5	Dakar	25-29 Mai	1981	Sénégal
6	Nairobi	31 Octobre – 5 Novembre	1983	Kenya
7	Nairobi	12-18 Février	1985	Kenya
8	Le Caire	29 Novembre – 3 Décembre	1988	Égypte
9	Le Caire	3-7 Décembre	1990	Égypte
10	Abuja	3-6 Novembre	1992	Nigéria
11	Abuja	8-11 Mai	1995	Nigéria
12	Harare	19-22 Novembre	1996	Zimbabwe
13	Harare	3-6 Novembre	1998	Zimbabwe
14	Kampala	27-30 Novembre	2000	Ouganda
15	Kampala	26-29 Novembre	2002	Ouganda
16	Rome, Italie	25-28 Janvier	2005	Maroc

Section V: Structure et sessions

17	Rabat	23-26 Janvier	2007	Maroc
18	Accra	24-27 Février	2009	Ghana

CCASIA		Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie		
Composition	Peuvent faire partie du Comité tous les États Membres et Membres associés de la FAO et/ou de l'OMS qui sont membres de la Commission du Codex Alimentarius et sont situés dans la région géographique de l'Asie.			
Sessions				Coordinateur
1	New Delhi, Indes	10-16 Janvier	1978	Malaysia
2	Manille	20-26 Mars	1979	Philippines
3	Colombo, Sri Lanka	2-8 Février	1982	Thaïlande
4	Phetchburi	28 Février – 5 Mars	1984	Thaïlande
5	Yogyakarta	8-14 Avril	1986	Indonésie
6	Denpasar	26 Janvier – 1er Février	1988	Indonésie
7	Chiang-Mai	5-12 Février	1990	Thaïlande
8	Kuala Lumpur	27-31 Janvier	1992	Malaysia
9	Beijing	24-27 Mai	1994	Chine
10	Tokyo	5-8 Mars	1996	Japon
11	Chiang Rai	16-19 Décembre	1997	Thaïlande
12	Chiang-Mai	23-26 Novembre	1999	Thaïlande
13	Kuala Lumpur	17-20 Septembre	2002	Malaysia
14	Jeju-Do	7-10 Septembre	2004	République de Corée
15	Séoul	21-24 Novembre	2006	République de Corée
16	Denpasar	17-21 Novembre	2008	Indonésie

CCEURO		Comité de coordination FAO/OMS pour l'Europe		
Composition	Le Comité est ouvert à tous les États Membres de la FAO et/ou de l'OMS qui sont membres de la Commission du Codex Alimentarius, appartenant à la zone géographique de l'Europe, y compris Israël, la Turquie et la Fédération de Russie.			
Sessions				Coordinateur
1	Berne	1-2 Juillet	1965	Suisse
2	Rome, Italie	20 Octobre	1965	Suisse
3	Vienne	24-27 Mai	1966	Autriche
4	Rome, Italie	8 Novembre	1966	Autriche
5	Vienne	6-8 Septembre	1967	Autriche
6	Vienne	4-8 Novembre	1968	Autriche
7	Vienne	7-10 Octobre	1969	Autriche
8	Vienne	27-29 Octobre	1971	Autriche
9	Vienne	14-16 Juin	1972	Autriche
10	Vienne	13-17 Juin	1977	Autriche
11	Innsbruck	28 Mai – 1er Juin	1979	Autriche
12	Innsbruck	16-20 Mars	1981	Autriche
13	Innsbruck	27 Septembre – 1er Octobre	1982	Autriche
14	Thun	4-8 Juin	1984	Suisse
15	Thun	16-20 Juin	1986	Suisse

Section V: Structure et sessions

16	Vienne	27 Juin – 1er Juillet	1988	Autriche
17	Vienne	28 Mai – 1er Juin	1990	Autriche
18	Stockholm	11-15 Mai	1992	Suède
19	Stockholm	16-20 Mai	1994	Suède
20	Uppsala	23-26 Avril	1996	Suède
21	Madrid	5-8 Mai	1998	Espagne
22	Madrid	3-6 Octobre	2000	Espagne
23	Bratislava	10-13 Septembre	2002	République slovaque
24	Bratislava	20-23 Septembre	2004	République slovaque
25	Vilnius, Lituanie	15-18 Janvier	2007	Suisse
26	Varsovie, Pologne	7-10 Octobre	2008	Suisse

CCLAC	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes			
Composition	Peuvent faire partie du Comité tous les États Membres et Membres associés de la FAO et/ou de l'OMS qui sont membres de la Commission Codex Alimentarius et sont situés dans la région géographique de l'Amérique latine et des Caraïbes.			
Sessions			Coordinateur	
1	Rome, Italie	25-26 Mars	1976	Mexique
2	Montevideo	9-15 Décembre	1980	Uruguay
3	La Havane	27 Mars – 2 Avril	1984	Cuba
4	La Havane	17-22 Avril	1985	Cuba
5	La Havane	11-16 Février	1987	Cuba
6	San José	20-24 Février	1989	Costa Rica
7	San José	1er-10 Juillet	1991	Costa Rica
8	Brasilia	16-20 Mars	1993	Brésil
9	Brasilia	3-7 Avril	1995	Brésil
10	Montevideo	25-28 Février	1997	Uruguay
11	Montevideo	8-11 Décembre	1998	Uruguay
12	Saint Domingue	13-16 Février	2001	République Dominicaine
13	Saint Domingue	9-13 Décembre	2002	République Dominicaine
14	Buenos Aires	29 Novembre – 3 Décembre	2004	Argentine
15	Mar del Plata	13-17 Novembre	2006	Argentine
16	Acapulco	10-14 Novembre	2008	Mexico

CCNEA		Comité FAO/OMS pour le Proche-Orient		
Composition	Peuvent faire partie du Comité tous les États Membres et Membres associés de la FAO et/ou de l'OMS qui sont Membres de la Commission du Codex Alimentarius et sont situés dans les régions géographiques du Proche-Orient tel que défini par la FAO ou de la Méditerranée orientale telle que définie par l'OMS.			
Sessions				Coordinateur
1	Le Caire	29 Janvier – 1er Février	2001	Egypte
2	Le Caire	20-23 Janvier	2003	Egypte
3	Amman	7-10 Mars	2005	Jordanie
4	Amman	26 Février – 1er Mars	2007	Jordanie
5	Tunis	26-29 Janvier	2009	Tunisie

CCNASWP		Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest		
Composition	Peuvent faire partie du Comité tous les États Membres et Membres associés de la FAO et/ou de l'OMS qui sont membres de la Commission du Codex Alimentarius et sont situés dans la région géographique de l'Amérique du Nord et du Pacifique Sud-Ouest.			
Sessions				Coordinateur
1	Honolulu	30 Avril – 4 Mai	1990	Etats-Unis d'Amérique
2	Canberra	2-6 Décembre	1991	Australie
3	Vancouver	31 Mai – 3 Juin	1994	Canada
4	Rotorura	30 Avril – 3 Mai	1996	Nouvelle-Zélande
5	Seattle	6-9 Octobre	1998	Etats-Unis d'Amérique
6	Perth	5-8 Décembre	2000	Australie
7	Vancouver	29 Octobre – 1er Novembre	2002	Canada
8	Apia	19-22 Octobre	2004	Samoa
9	Apia	10-13 Octobre	2006	Samoa
10	Nuku'alofa	28-31 Octobre	2008	Tonga

COMITÉ CRÉÉ EN VERTU DE L'ARTICLE XI.1(A)

CGECPMMP	Comité mixte FAO/OMS d'experts gouvernementaux sur le code de principes concernant le lait et les produits laitiers			
Mandat	Établir des normes et codes d'usages internationaux concernant le lait et les produits laitiers.			
Note	Ce Comité a été établi en 1958 par la FAO et l'OMS, puis intégré en 1962 dans le Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires en qualité d'organe subsidiaire en vertu de l'Article XI.1(a). En 1993, il prit le titre de : « Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers » et fut rétabli comme organe subsidiaire en vertu de l'Article XI.1(b)(i) (voir Règlement intérieur, section 1).			
Sessions	1	Rome	18-12 Septembre	1958
	2	Rome	13-17 Avril	1959
	3	Rome	22-26 Février	1960
	4	Rome	6-10 Mars	1961
	5	Rome	2-6 Avril	1962
	6	Rome	17-21 Juin	1963
	7	Rome	4-8 Mai	1964
	8	Rome	24-29 Mai	1965
	9	Rome	20-25 Juin	1966
	10	Rome	25-31 Août	1967
	11	Rome	10-15 Juin	1968
	12	Rome	7-12 Juillet	1969
	13	Rome	15-20 Juin	1970
	14	Rome	6-11 Septembre	1971
	15	Rome	25-30 Septembre	1972
	16	Rome	10-15 Septembre	1973
	17	Rome	14-19 Avril	1975
	18	Rome	13-18 Septembre	1976
	19	Rome	12-17 Juin	1978
	20	Rome	26-30 Avril	1982
	21	Rome	2-6 Juin	1986
	22	Rome	5-9 Novembre	1990

RÉUNIONS MIXTES AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

CXTO	Réunion mixte CODEX/COI sur la normalisation des olives de table			
Mandat	Comme approuvé par la Commission à sa dix-huitième session, la réunion mixte Codex/COI a eu lieu de manière exceptionnelle aux fins d'élaborer une norme pour les olives de table.			
Note	La réunion n'était pas un organe subsidiaire créé en vertu d'un article spécifique de la Commission du Codex Alimentarius, mais suivait la même procédure pour l'élaboration des normes Codex que les Comités du Codex s'occupant de produits.			
Sessions	1	Madrid	13-16 Décembre	1971
	2	Madrid	24-27 Avril	1973

GEQFF	Groupe mixte CEE/ Codex Alimentarius d'experts de la normalisation des denrées surgelées			
Mandat	Le Groupe mixte CEE/Codex Alimentarius d'experts de la normalisation des denrées surgelées est chargé d'élaborer des normes pour les produits surgelés conformément aux Principes généraux du Codex Alimentarius. Le Groupe mixte est chargé de préparer des principes généraux, des définitions, un schéma de normes individuelles pour les produits alimentaires surgelés et d'élaborer effectivement des normes pour les produits alimentaires surgelés que la Commission n'aura pas assignés à un autre comité du Codex, tel que le Comité du Codex sur les poissons et les produits de la pêche et le Comité du Codex sur la viande et les produits carnés traités. Les normes élaborées pour les denrées surgelées par les comité du Codex s'occupant de produits doivent être établies conformément à la norme générale définie par le Groupe mixte d'experts CEE/Codex Alimentarius de la normalisation des denrées surgelées et lui être renvoyées, à un stade approprié de leur élaboration, aux fins de coordination.			
Notes	Ces groupes mixtes CEE/Codex Alimentarius d'experts n'étaient pas des organes subsidiaires créés en vertu d'un article déterminé du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, mais appliquaient la même procédure que les comités du Codex s'occupant de produits pour élaborer des normes Codex. Dissous par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-troisième session (1999). Le mandat du Groupe mixte d'experts a été transféré au Comité du Codex sur les fruits et légumes traités (voir mandat de ce comité).			
Sessions	1	Genève	6-10 Septembre	1965
	2	Genève	5-9 Septembre	1966
	3	Rome	18-22 Septembre	1967
	4	Genève	2-6 Septembre	1968

Section V: Structure et sessions

GEQFF (suite)	5	Rome	22-26 Septembre	1969
	6	Rome	27-31 Juillet	1970
	7	Genève	6-10 Décembre	1971
	8	Genève	30 Avril – 4 Mai	1973
	9	Rome	7-11 Octobre	1974
	10	Genève	6-10 Octobre	1975
	11	Genève	14-18 Mars	1977
	12	Rome	30 Octobre – 6 Novembre	1978
	13	Rome	15-19 Septembre	1980

GEFJ	Groupe mixte CEE/ Codex Alimentarius d'experts de la normalisation des jus de fruit			
Mandat	Élaborer des normes mondiales pour les jus de fruits, les concentrés de jus de fruits et les nectars.			
Notes	<p>Ces groupes mixtes CEE/Codex Alimentarius d'experts n'étaient pas des organes subsidiaires créés en vertu d'un article déterminé du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, mais appliquaient la même procédure que les comités du Codex s'occupant de produits pour élaborer des normes Codex.</p> <p>Dissous par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-troisième session (1999). Le mandat du Groupe mixte d'experts a été transféré au Groupe intergouvernemental spécial sur les jus de fruits et légumes</p>			
Sessions	1	Genève	6-10 Avril	1964
	2	Genève	29 Mars – 2 Avril	1965
	3	Genève	21-25 Février	1966
	4	Genève	10-14 Avril	1967
	5	Rome	25-29 Mars	1968
	6	Genève	27-31 Octobre	1969
	7	Rome	20-24 Juillet	1970
	8	Genève	8-12 Mars	1971
	9	Rome	20-24 Mars	1972
	10	Genève	16-20 Juillet	1973
	11	Rome	14-18 Octobre	1974
	12	Genève	19-23 Juillet	1976
	13	Genève	26-30 Juin	1978
	14	Genève	9-13 Juin	1980
	15	Rome	8-12 Février	1982
	16	Genève	30 Avril – 4 Mai	1984
	17	Rome	26-30 Mai	1986
	18	Genève	16-20 Mai	1988
	19	Rome	12-16 Novembre	1990